

https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id_article=234

La place du marxisme dans l'histoire

- Écrits -

Date de mise en ligne : vendredi 3 décembre 2010

Date de parution : 1986

Copyright © Ernest Mandel - Tous droits réservés

[<https://ernestmandel.org/IMG/gif/marx-2.gif>]

I. Le contexte historique général

II. Les caractéristiques fondamentales du marxisme

III. La transformation des sciences sociales par le marxisme

IV. Le dépassement du socialisme utopique

V. La transformation prolétarienne de l'action et de l'organisation révolutionnaires

VI. La fusion du mouvement ouvrier réel et du socialisme scientifique

VII. L'itinéraire personnel de Marx et d'Engels

VIII. Réception et diffusion du marxisme de par le monde

Appendix

I. Le contexte historique général

Pour comprendre le marxisme, il faut avant tout le situer dans son contexte historique. Il faut comprendre quand il est né et comment il a surgi. Il faut expliquer son apparition et son développement par le jeu de forces sociales : leur

nature économique, leurs intérêts, leur idéologie, les personnalités qui ont articulé leurs aspirations. Il faut, en d'autres termes, appliquer l'interprétation matérialiste de l'histoire au marxisme lui-même, ne pas considérer que son apparition va de soi, comprendre qu'elle réclame une explication, et tenter de fournir celle-ci. En déterminant ainsi la place du marxisme dans l'histoire, nous pourrions mieux en cerner le contenu et la portée historiques.

Le marxisme est en dernière analyse le produit de l'apparition du mode de production capitaliste à partir des 15^e et 16^e siècles dans certaines régions d'Europe occidentale (Italie septentrionale et centrale, Pays-Bas, Angleterre, parties de la France, de l'Allemagne, de la Bohême et de la Catalogne), sur la base duquel émerge une société bourgeoise qui domine progressivement la vie sociale dans toutes les sphères de l'activité humaine. Le mode de production capitaliste est fondé sur l'appropriation privée des grands moyens de production et de subsistance (instruments de travail, terre, vivres) par des capitalistes (c'est-à-dire des propriétaires d'importantes sommes d'argent). Ceux-ci utilisent une partie de leur capital pour acheter la force de travail d'une autre classe sociale, le prolétariat, obligé de leur vendre cette force de travail parce que n'ayant plus accès aux moyens de production pour produire leur subsistance. C'est ce rapport antagoniste entre le Capital et le Travail salarié, rendu possible par la généralisation de la production marchande (la transformation des moyens de production et de la force de travail en marchandises) qui fonde le nouveau mode de production.

Celui-ci surgit au milieu d'une société - la société féodale -, dont la lente décomposition ouvre une phase de transition longue et contradictoire qui s'étend, dans certaines des régions d'Europe occidentale citées, du 13^e au 16^e siècle, voire au 18^e siècle, mais dont des aspects continuent à agir beaucoup plus longtemps. On désigne souvent cette phase sous le terme : société semi-féodale. Elle est fondée sur la petite production marchande, au sein de laquelle les principaux producteurs - les paysans et les artisans - sont des producteurs libres et non pas des serfs, qui disposent de leurs propres moyens de production. Le mode de production capitaliste n'apparaît que lorsque ces producteurs libres sont dépossédés progressivement de leurs moyens de production et du libre accès à la terre.

Le mode de production capitaliste surgit initialement sous la forme de l'entreprise agricole commerciale, de l'industrie à domicile et de la manufacture. Dans la première, le producteur (paysan) est dépossédé de ses outils de travail (la terre, ses bêtes et instruments) et engagé comme ouvrier agricole ou domestique de ferme par un fermier-entrepreneur qui produit pour le marché. Dans la deuxième, le producteur, également dépossédé, produit pour un commanditaire capitaliste. Au sein de la troisième, des producteurs dépossédés sont déjà concentrés en grand nombre sous un même toit. Fermiers, marchands et entrepreneurs, ainsi que leurs salariés, commencent à constituer un marché intérieur pour les marchandises (vivres, textiles, outils, biens de consommation).

Il faut cependant souligner que cette forme initiale du mode de production capitaliste, du 13^e au début du 18^e siècles, n'est ni hégémonique ni consolidée. A cette étape du développement historique, la bourgeoisie n'a nulle part conquis le pouvoir politique, sauf aux Pays-Bas du Nord et dans quelques villes comme Genève, et ce encore par sa fraction la plus aristocratique, la bourgeoisie des banquiers et des grands marchands.

L'Etat reste un Etat semi-féodal (souvent une monarchie absolue). La plupart des privilèges de la noblesse et du clergé sont conservés, bien que ces classes dominantes de la société féodale s'appauvrissent progressivement par rapport à la bourgeoisie et se décomposent lentement. Surtout, les salariés proprement dits ne constituent qu'une petite minorité parmi les producteurs, qui sont, dans leur grande masse, des paysans soit libres (petits producteurs marchands) soit encore partiellement asservis par des restes de servage.

Ce n'est qu'avec la révolution industrielle, qui se situe dans la deuxième moitié du 18^e siècle, que le nouveau mode de production capitaliste va se consolider et s'imposer définitivement. C'est à partir du système de l'usine (la fabrique) fondée sur le machinisme qu'il va s'étendre à travers le monde, qu'il va dégager pleinement toutes ses caractéristiques fondamentales. C'est seulement à partir de ce moment-là qu'il va pouvoir être pleinement compris, que ses lois de développement (sa logique, sa dialectique internes) vont pouvoir être saisies.

Le machinisme, qui est la base de l'usine capitaliste moderne, est le résultat d'une lente transformation des outils de travail artisanaux/industriels à partir du 13e siècle (moulins à eau, techniques de culture et d'élevage, techniques minières, etc.) qui aboutit finalement à l'emploi d'une nouvelle source d'énergie dans la production : la force de la vapeur. Cette transformation est stimulée à partir du 16e siècle par un progrès accéléré des sciences naturelles, et leur utilisation croissante dans la technique de production et de circulation des marchandises.

Un des résultats les plus spectaculaires de ces progrès des sciences appliquées, c'est la percée de la science de la navigation et de la construction navale. Cette percée rend possible les grandes expéditions de découverte et de pillage à partir de l'Europe vers l'Afrique du Sud et de l'Est, l'Asie et les Amériques au 16e siècle (1492 : "découverte" de l'Amérique par Christophe Colomb), qui déclenchent une énorme extension du commerce international. Ainsi naît un véritable marché mondial pour produits dits coloniaux, tandis que le marché des vivres s'étend à toute l'Europe, suivi plus tard par celui des produits manufacturés. Ce marché mondial va à son tour stimuler l'expansion du mode de production capitaliste.

Mais le progrès accéléré des sciences naturelles, en corrélation avec l'expansion du mode de production capitaliste, bouleverse progressivement aussi les modes de vie, d'activité et de pensée des masses urbaines, tant ceux de la nouvelle bourgeoisie que de la petite-bourgeoisie que des premiers précurseurs du prolétariat moderne. Il n'est d'ailleurs pas sans influencer également des secteurs des masses rurales, du moins dans certains pays.

La société féodale était essentiellement caractérisée par une grande stabilité de l'existence humaine. Chacun "avait sa place" et "restait à sa place". Les enfants des serfs étaient des serfs. Les enfants de la noblesse étaient nobles ou appartenaient au haut clergé. Les fils des artisans devenaient artisans. Une idéologie religieuse non moins figée, la religion catholique consolidée par la scolastique, coiffait, rationalisait et justifiait cette société fortement hiérarchisée.

Certes, ces rigidités n'étaient pas absolues. Autant que la technique, la pensée et la contestation sociale ont, elles aussi, connu des progrès significatifs au sein de la société féodale en Europe (surtout au 13e siècle). Il y eut des avancées dans le domaine philosophique ; la "gauche avicénnienne" (voir le Glossaire à la fin du texte), d'origine islamique, par exemple, s'approcha du matérialisme. L'extension du commerce international stimula des pratiques intellectuelles (la comptabilité !) génératrices de pensée rationaliste. Mais tous ces progrès furent lents, contradictoires, sujets à des rechutes prononcées vers le contrôle religieux (le surgissement de l'Inquisition) et l'obscurantisme, surtout au 15e siècle, liées à une crise généralisée de la société féodale

A partir du 16e siècle et de l'apparition du mode de production capitaliste, le climat idéologique et culturel se modifie, en connexion intime avec la modification radicale de la vie quotidienne et des mentalités des populations urbaines. Le sentiment que tout change rapidement se substitue au sentiment qu'il y a un ordre figé éternel. Le doute, la remise en question des "valeurs établies", l'examen critique des prétendues "lois divines" autant que des institutions humaines, se généralisent progressivement. Ce sont les dogmes religieux qui sont les premiers soumis à révision, sous l'effet combiné des acquis des sciences naturelles, de l'extension de l'esprit critique et des révoltes contre les abus, les privilèges et la corruption du clergé. C'est ainsi que se développent côte à côte l'humanisme quasi-athée, la Réforme (luthéranisme, anglicanisme, calvinisme, puritanisme) et la philosophie rationaliste-naturaliste (Galilée, Descartes, Spinoza).

En dernière analyse, ces mouvements idéologiques expriment les aspirations des nouvelles classes urbaines et rurales qui se développent avec le mode de production capitaliste : la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie de fonctionnaires et d'idéologues (enseignants, savants, artistes), l'artisanat indépendant, le pré-prolétariat (salarié une partie de l'année seulement), les fermiers-entrepreneurs. Chacune d'elles va se reconnaître en tout ou en partie dans une des variantes de la nouvelle religion et dans les nouveaux courants philosophiques.

Cette lutte idéologique a pris essentiellement une forme religieuse, et cela s'explique par le rôle de la religion en tant

qu'idéologie hégémonique au sein de la société féodale, idéologie dont toutes les classes sont profondément imprégnées par l'éducation et dans la vie quotidienne. Mais il s'agit bien d'une vraie lutte de classes, comme en témoignent les grands combats sociaux et politiques auxquels aboutissent ces conflits religieux, combats qui vont jusqu'à des guerres civiles et de véritables révolutions : révolte des Hussites en Bohême au 15^e siècle ; guerre des paysans en Allemagne, révolution des Pays-Bas, insurrections de la Commune de Gand et de la Commune de Munster (mouvement des Anabaptistes) au 16^e siècle ; guerres de religion en France aux 16^e et 17^e siècles ; le tout aboutissant à la révolution anglaise de 1640-1688.

Vu la faiblesse relative de la bourgeoisie aux 16^e et 17^e siècles, ces mouvements ne sont que partiellement victorieux. Souvent, ils aboutissent à des défaites. A la Réforme succède la Contre-Réforme, triomphant avec les Jésuites, en Italie, en Espagne, dans les Pays-Bas du Sud, en Autriche, dans une partie de l'Allemagne. Dans le domaine politique, c'est la monarchie absolue qui s'étend et non la République bourgeoise. Beaucoup de séquelles du moyen âge - le servage, l'arbitraire judiciaire, y compris l'Inquisition et la torture, la censure et la mise à l'index de livres "séditieux" - subsistent. Galilée doit avouer publiquement qu'il s'est trompé quand il a démontré, contrairement à l'opinion de la Bible, que c'est la terre qui tourne autour du soleil et non l'inverse.

Progrès et reculs se combinent d'ailleurs partout dans le monde. La colonisation européenne aboutit à l'extermination des Indiens d'Amérique. Le capitalisme commercial organise la traite des Noirs, dévaste l'Afrique, et étend plantations et manufactures en Amérique à l'aide de millions d'esclaves et non de prolétaires libres. Ce n'est qu'avec l'avènement du capitalisme industriel dans la deuxième moitié du 18^e siècle, que l'attente du progrès et l'optimisme social se généralisent rapidement.

Sous la direction de la bourgeoisie et de ses idéologues révolutionnaires, tout ce qui subsiste de l'ordre semi-féodal est facilement contesté, attaqué, ridiculisé. L'assaut contre la monarchie absolue se transforme en un assaut général contre l'ordre social qu'elle sous-tend, en un triomphe de plus en plus étendu de la nouvelle société bourgeoise dans tous les domaines de la vie sociale. Ces triomphes dans la transformation des mœurs, des idées, des "valeurs" reconnues, vont aboutir aux grandes révolutions bourgeoises du 18^e siècle : la révolution américaine de 1776 et la révolution française de 1789. Ce mouvement se poursuivra en Europe et en Amérique latine au début du 19^e siècle, avec un succès inégal selon les pays.

Ces révolutions sont aussi l'aboutissement d'une vaste prise de conscience de couches bourgeoises, petites-bourgeoises et préprolétariennes : à savoir que l'humanité peut décider de son propre destin, que celui-ci n'est pas prédéterminé par la Providence divine ou par de quelconques fatalités. Foi dans la raison humaine comme moteur de l'émancipation humaine, voilà comment on peut résumer "l'esprit du temps" du Siècle des Lumières. Après avoir percé dans les sciences naturelles et la technique, cet "esprit du temps" perce dans la critique des institutions étatiques, dans l'activité philosophique et littéraire, dans la lutte politique. Porté par un renversement radical des rapports de force entre la bourgeoisie d'une part, la monarchie, la noblesse et le clergé d'autre part, cette poussée émancipatrice trouvera son expression suprême dans les deux grandes révolutions du 18^e siècle.

Cependant, au fur et à mesure que s'étend le mode de production capitaliste, l'aspect contradictoire de la société bourgeoise. le caractère ambigu, non moins contradictoire, du progrès économique et politique qu'incarne l'extension de la société bourgeoise et des révolutions bourgeoises, commencent à apparaître au grand jour. Le capitalisme n'est pas seulement une extension colossale de connaissances, de richesses, de droits humains. Il est aussi une accumulation de misères, d'injustices, d'oppressions, de dénis de droits humains élémentaires. La polarisation de la société entre riches et pauvres éclate aux yeux de tous les observateurs, y compris d'écrivains aux opinions réactionnaires, comme Balzac, et d'idéologues conservateurs.

Cette prise de conscience est accompagnée d'une nouvelle pratique sociale : la lutte de classe des ouvriers-artisans, des préprolétaires ("sans-culottes", "bras-nus") et des prolétaires contre les capitalistes, du "Quatrième-Etat" qui

émerge progressivement contre le Tiers-Etat, alors que jusque-là, ce fut la lutte du Tiers-Etat contre la monarchie, la noblesse et le haut clergé, qui domina la scène politique et sociale.

L'affaiblissement des monarchies absolues et l'apparition de mouvements révolutionnaires de masse permettent à diverses couches sociales opprimées d'exprimer leurs revendications, souvent en s'appuyant sur une interprétation plus radicale des principes de la démocratie. L'égalité entre individus doit s'appliquer aux sexes. Ainsi apparaît la "Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne" en pleine révolution française. Elle ne doit pas permettre de discrimination de caste ou de race : ainsi s'amorce l'émancipation des Juifs, le mouvement pour l'abolition de l'esclavage, l'extension du suffrage universel. Enfin, elle implique l'égalité entre les nations et leur droit à l'autodétermination, d'où l'émergence de mouvements démocratiques nationaux, notamment en Irlande, en Italie, en Allemagne.

Une réalité économique et une pratique socio-politique nouvelles engendrent ainsi une interrogation scientifique nouvelle, accompagnée d'idéologies nouvelles. L'émancipation doit-elle s'arrêter au "citoyen", aux droits de l'homme juridiques et politiques ? Ne doit-elle pas s'étendre au producteur, à l'exploité, à "l'homme (et à la femme) économique" ? Ainsi, au bout du Siècle des Lumières surgit la question sociale, la question de l'émancipation économique, et, avec elle, le socialisme en tant que courant d'idées et que mouvement réel oeuvrant pour cette émancipation.

De l'émergence du mode de production capitaliste à la naissance du machinisme et de l'usine moderne ; de l'émergence du prolétariat concentré dans les usines à la lutte de classe prolétarienne élémentaire ; des résistances de peuples colonisés contre les nouvelles formes d'exploitation capitalistes aux mouvements d'indépendance radicaux (Amérique latine, Irlande, etc.) ; de l'apparition, au point culminant des grandes révolutions bourgeoises, de révolutionnaires qui ne se situent plus exclusivement par rapport aux buts de la bourgeoisie révolutionnaire, à un début d'articulation d'objectifs socialistes en faveur du jeune prolétariat ; du rationalisme bourgeois radical à son "dépassement" par des sciences sociales critiques et lucides qui commencent à dévoiler tous les ressorts secrets de l'histoire et de "l'ordre social" en général (c'est-à-dire la société divisée en classes antagonistes, de la propriété privée) sans se limiter à la critique de l'ordre semi-féodal : voila l'évolution et le contexte historique qui rendent possible la naissance du marxisme.

Le socialisme, l'idée d'un "retour à l'âge d'or", c'est-à-dire à une société sans classes, sont beaucoup plus vieux que le capitalisme industriel. Ils sont pratiquement aussi vieux que la société divisée en classes elle-même. Nous en trouvons les échos dans la poésie antique grecque, chez les prophètes hébreux, chez les premiers pères de l'Eglise catholique, chez de nombreux penseurs de la Chine classique et de l'Islam au cours du moyen âge et dans les grands mouvements idéologiques à partir du 15^e siècle, cette tradition s'étend de plus en plus. Elle est encore confortée par l'existence de sociétés relativement égalitaires rencontrées par les Européens au cours de voyages de découvertes ou de campagnes de colonisation.

Le marxisme se situe sans aucun doute dans la foulée de cette vieille et vénérable tradition de rêve et de combats d'émancipation des pauvres, des exploités et des opprimés. Il partage avec eux des interrogations, des protestations, des préoccupations, des révoltes communes. Mais tout ce qui est spécifique au marxisme ne s'explique en dernière analyse que par ce qui est nouveau à partir du 18^e siècle, et qui est intimement lié à la consolidation du mode de production capitaliste par la révolution industrielle : l'apparition définitive du prolétariat en tant que classe sociale fondée sur le travail salarié ; la prise de conscience radicale de la "question sociale" née de l'antagonisme social nouveau : celui du Capital et du Travail salarié.

II. Les caractéristiques fondamentales du marxisme

Le marxisme apparaît à la fois comme une transformation révolutionnaire et une unification progressive :

- des sciences humaines, plus exactement des sciences sociales ;
- du mouvement politique d'émancipation, avant tout des organisations révolutionnaires, nées de l'extrême-gauche de la révolution française ;
- du mouvement ouvrier élémentaire et spontané, créé par les travailleurs eux-mêmes en dehors de toute théorie philosophique ou sociologique ;
- du socialisme pré-marxiste, c'est-à-dire de l'élaboration de projets d'une société meilleure, de "solutions de la question sociale" essentiellement au niveau théorique et idéologique : théories philosophiques, sociologiques, économiques, combinées avec des activités éducatives et philanthropiques (fondation des premières colonies "communistes").

Dans chacun de ces domaines, Marx et Engels partent de ce qui existe déjà, assimilent pleinement les acquis accumulés, et les soumettent à un examen critique. Ils transforment ainsi radicalement ces acquis, mais en conservant tout ce qu'ils contiennent à leurs yeux de fondamentalement valable. Dans le domaine des sciences sociales, l'appropriation critique concerne surtout la philosophie classique allemande, l'économie politique anglaise et l'historiographie sociologique française, qui avait découvert et appliqué les concepts de classes sociales et de luttes des classes.

Dans le domaine du mouvement d'émancipation sociale, Marx et Engels poursuivent la continuité de l'action révolutionnaire et de l'organisation révolutionnaire telles qu'elles surgissent du babouvisme et du blanquisme, tout en les combinant avec les leçons qui se dégagent des premières organisations révolutionnaires allemandes dont ils font l'expérience et qui vont aboutir à la création de la Ligue Communiste, à laquelle ils adhèrent. Ils reprennent à leur compte les revendications radicales démocratiques des organisations qui, contre l'absolutisme, veulent instaurer la république démocratique en Italie, en Irlande, en Espagne, abolir l'esclavage aux Etats-Unis, au Brésil et dans les colonies européennes. Ils s'efforceront d'intégrer aussi les leçons qu'on peut tirer de la première expérience d'un parti de masse ouvrier, le parti chartiste de Grande-Bretagne.

Dans le domaine de la pensée et de l'organisation socialistes (en général non-révolutionnaires et même non-politiques), ils s'efforcent d'introduire l'analyse scientifique de la société bourgeoise, de ses tendances d'évolution, de son devenir, des contradictions qui en commanderont le déclin et la chute. Ils appliquent cette méthode notamment à l'analyse de l'oppression de la femme, engagée par les socialistes utopiques féministes.

C'est l'effort de transformer le socialisme essentiellement utopique en socialisme scientifique. Simultanément, Marx et Engels cherchent à asseoir la pensée et l'organisation socialistes sur la nécessité de l'action politique, c'est-à-dire de la fusionner avec l'organisation et l'action révolutionnaires. Finalement, dans le mouvement élémentaire d'auto-organisation de la classe ouvrière, Marx et Engels s'efforcent d'introduire avant tout le programme (les principes) du socialisme scientifique, du communisme, ce qui implique qu'ils insistent à la fois sur le but socialiste à côté des objectifs immédiats, et sur l'action politique révolutionnaire à côté de l'action économique (syndicale, mutualiste) et éducative.

Le marxisme apparaît ainsi comme une quadruple synthèse :

- synthèse entre les principales sciences sociales ;
- synthèse entre ces sciences sociales et le projet d'émancipation de l'humanité ;
- synthèse entre le projet d'émancipation humaine et le mouvement réel d'auto-organisation et

d'auto-émancipation du prolétariat moderne ;

- synthèse entre ce mouvement ouvrier réel et l'action, ainsi que l'organisation politique, révolutionnaires.

Ces synthèses ne sont pas achevées une fois pour toutes. Comme elles ne sont point dogmatiques, comme elles ne partent d'aucun parti-pris a priori et axiomatique, sinon celui que l'être humain est le but ultime de l'être humain, la seule mesure finale de toute action humaine, elles sont toujours de nouveau soumises à l'épreuve de la pratique. Elles doivent être constamment réexaminées à la lumière de l'expérience nouvelle ou de données nouvelles concernant un passé encore insuffisamment connu.

Mais, dans le même sens, tout ce qui dans cette synthèse s'appuie déjà sur un énorme corps d'expériences et de données empiriques, ne peut être remis en question à la légère, à la lumière de données partielles, conjoncturelles, c'est-à-dire de manière essentiellement impressionniste. Pareille remise en cause devra à son tour être critiquée et être sujette à révision, à la lumière de faits ultérieurs, si ceux-ci confirment la synthèse initiale.

D'une manière plus générale, ces synthèses s'appuient sur une vue d'ensemble de la société bourgeoise et de l'histoire humaine dans ses modes de production successifs, c'est-à-dire sur la capacité de dégager des lois de développement d'une société particulière considérée dans sa totalité. Toute approche fragmentaire qui cherche à "contourner" pareille vue d'ensemble est plus que sujette à caution. Elle aboutit presque toujours fatalement à des analyses fausses et à des prévisions non confirmées par les faits.

En outre, ces synthèses impliquent toujours une appropriation critique des données des sciences universitaires les plus avancées, ainsi qu'une analyse critique du mouvement d'émancipation tant au niveau des organisations révolutionnaires qu'à celui des tentatives de résoudre "la question sociale" et des efforts élémentaires d'auto-organisation et d'auto-émancipation de la classe ouvrière. Dans cette appropriation critique, il y a un balancement dialectique continu entre la récupération et l'innovation.

Dans l'esprit du marxisme, étant donné la méthode d'approche du réel (du devenir social) adoptée par Marx et Engels, ce balancement est inévitable. Le marxisme ne croit pas à la science infuse et encore moins à la connaissance intuitive. Il ne se comporte pas non plus comme "éducateur" unilatéral ni par rapport au prolétariat, ni par rapport au mouvement historique (aux péripéties de la lutte des classes). Il apprend constamment du réel, qui est en transformation continue. Il comprend que les éducateurs ont eux aussi besoin d'être éduqués, que seule la praxis révolutionnaire collective, enracinée dans la praxis scientifique d'une part, dans la praxis réelle du prolétariat d'autre part, permet cette auto-éducation des révolutionnaires et de l'humanité laborieuse toute entière.

III. La transformation des sciences sociales par le marxisme

1. La transformation de la philosophie classique allemande

L'apport principal de la philosophie allemande au marxisme, c'est la dialectique de Hegel, que Marx et Engels ont largement récupérée, tout en la transformant, en la "remettant sur ses pieds".

La dialectique est d'origine fort ancienne. On la retrouve dès l'aube de la pensée philosophique, notamment chez le philosophe grec Héraclite ("tout change", "tout bouge", "tout se meut" ; en grec : "panta rei ") et chez plusieurs penseurs chinois comme Kung-sun Lung et Taï-chen. Elle fut développée ensuite par le philosophe judéo-hollandais Spinoza (17e siècle). Elle fut portée à ses sommets par la philosophie classique allemande, incarnée par Hegel, l'un des plus grands penseurs de tous les temps.

Les acquis de la pensée dialectique sont avant tout :

- La conception de toute réalité comme étant en changement continu, c'est-à-dire non pas comme une somme de faits mais comme une combinaison de processus.
- La conception de toute réalité comme une totalité mouvante, dont aucune partie ne peut être comprise isolément, en dehors de ses interconnexions, de ses rapports avec d'autres parties.
- La conception du mouvement comme résultant de contradictions internes de cette totalité.
- La conception de la connaissance comme une appréhension du réel par la pensée (par l'activité humaine), c'est-à-dire comme une interaction entre le sujet et l'objet, Le sujet tend à transformer le réel en l'appréhendant, mais il est lui-même transformé par l'activité d'investigation, d'appréhension et de transformation du réel.
- La conception de la connaissance comme le dégagement, par l'analyse et l'action, de lois de développement inhérentes aux processus appréhendés. La dialectique de la pensée doit se conformer à la dialectique du réel (au mouvement réel) pour pouvoir comprendre celui-ci.

Cette méthodologie générale de la pensée efficace, scientifique, de la pensée qui permet de s'approcher par approximations successives d'une compréhension de la réalité dans sa totalité, constitue un énorme pas en avant par rapport à la méthode purement analytique du savoir fragmenté, spécialisé à l'excès, fondé essentiellement sur l'expérimentation partielle et sur la logique formelle. La dialectique ne rejette pas l'expérimentation partielle et la logique formelle. Elle les incorpore. Mais elle en saisit en même temps les limites.

Elle permet ainsi un progrès pluridisciplinaire de la connaissance que le marxisme réalise notamment dans le domaine des sciences ayant pour objet la société dans son ensemble, et qu'il atteindra tôt ou tard dans l'ensemble des sciences humaines.

La pensée de Hegel, stimulée par l'expérience que le grand philosophe allemand avait acquise de la révolution française (dans sa jeunesse, Hegel avait même fait partie d'un groupe révolutionnaire pré-jacobin), arrive jusqu'au bord d'un "saut qualitatif" dans plusieurs domaines-clés : notamment dans celui du rôle moteur que le travail social joue dans l'histoire humaine. Mais la victoire de la contre-révolution politique en France et en Europe et le caractère encore insuffisamment mûr de la société bourgeoise et de la lutte de classe prolétarienne au cours des deux premières décennies du 19e siècle, n'ont pas permis à ce grand génie de franchir certaines bornes de sa pensée Celle-ci reste caractérisé par les faiblesses suivantes :

(a) La dialectique est conçue comme essentiellement idéaliste. Le mouvement de la pensée est conçu comme fondamental par rapport au mouvement de la réalité matérielle. En fait, le réel est souvent identifié avec l'idéal. La dialectique de l'histoire est en dernière analyse réduite à la dialectique de "l'idée absolue". La réalisation de la liberté conçue comme finalité de l'histoire - Hegel partage cette conception avec le Siècle des Lumières -, c'est-à-dire avec le projet d'émancipation humaine qui sous-tendait tout le combat de la bourgeoisie révolutionnaire, c'est la réalisation de la liberté spirituelle : "L'esclave spirituellement libre peut être plus libre que le maître".

(b) La philosophie de l'histoire qui se dégage de cette conception idéaliste de la dialectique acquiert de ce fait une dimension trop abstraite, quasi-métaphysique. Ce ne sont plus l'homme et la femme concrets, tels qu'ils vivent, travaillent, sont exploités, souffrent en même temps qu'ils pensent et qu'ils ont leur "vie intérieure" et leurs "états d'âme", qui sont les protagonistes de l'histoire, les objets d'étude et les sujets du mouvement d'émancipation. Ce

sont les "êtres spirituels" qui occupent trop souvent cette place, c'est-à-dire les idées, les idéologies, y compris les religions.

Il est vrai que cette faiblesse métaphysique de la philosophie de l'histoire de Hegel est tempérée par des intuitions géniales sur les rapports entre le travail (la production), l'organisation de la vie matérielle, et l'Etat (la structure sociale), intuitions qui amènent le philosophe allemand jusqu'au bord d'une analyse à proprement parler matérialiste de nombreux phénomènes historiques.

(c) Une philosophie de l'histoire idéaliste, fondée sur la conception idéaliste de la dialectique, peut facilement dégénérer en vision apologétique de la réalité sociale, et notamment de l'Etat (l'Etat prussien) dans lequel le philosophe est inséré.

La fameuse formule de Hegel "Tout ce qui est réel est rationnel ; tout ce qui est rationnel est réel", n'est pas automatiquement apologétique, pour autant qu'on conçoit le verbe "être" de manière dialectique comme l'équivalent de "devenir, se transformer, croître, puis décliner et disparaître". Elle peut signifier : "Tout ce qui est réel ne survit que dans la mesure où cette réalité correspond à une nécessité et, dans cette mesure, a sa rationalité propre. Dans la mesure où cette rationalité décline et se décompose, dans la mesure où ses contradictions se manifestent de plus en plus et deviennent de plus en plus explosives, cette réalité devient de plus en plus "irréelle", c'est-à-dire commence à se décomposer et donc à disparaître, à faire place à une réalité nouvelle, plus rationnelle". Et parallèlement : "Tout ce qui est rationnel, même si ce n'est pas encore pleinement réalisé, même si ce n'est encore que potentiel, embryonnaire, deviendra de plus en plus réel, se réalisera progressivement dans les faits".

Mais cette même formule, potentiellement révolutionnaire peut aussi être interprétée de manière profondément conservatrice. Elle devient alors : "Toute réalité est rationnelle (autrement elle n'existerait pas), c'est-à-dire nécessaire (le résultat inévitable d'une combinaison de processus qui l'ont produite). Il ne faut donc pas la remettre en question. Tout ce qui est rationnel et nécessaire est déjà réalisé. Ce qui n'est pas réalisé n'est ni (ou pas encore) rationnel, ni nécessaire ; sinon cela aurait déjà été réalisé".

En fait, les deux interprétations parallèles se retrouvent dans la pensée de Hegel lui-même. La première prédomine dans ses oeuvres de jeunesse. La seconde prédomine dans ses oeuvres de vieillesse. Elles ont donné naissance à deux écoles, à deux lignées de disciples.

La seconde marque l'école des "Vieux hégéliens", suppôts de la monarchie prussienne, de la religion et de l'Etat censé incarner "la vertu" (comme chez Platon et Aristote) et le "bien commun", opposé à l'égoïsme économique et social qui domine "la société civile". La première fait naître l'école des "Jeunes hégéliens", philosophes radicaux, anti-establishment, contestataires, athées (surtout avec Feuerbach), parmi lesquels Marx s'enrôle dans sa jeunesse et dont il poursuivra l'œuvre de critique philosophique, historique, sociale, économique, politique impitoyable.

Dans une de ses oeuvres de jeunesse les moins connues, *Der Geist des Christentums* (L'Esprit du Christianisme), Hegel va jusqu'à écrire : "Seul ce qui est objet de liberté est l'Idée. Il faut donc dépasser l'Etat ! Car tout Etat est appelé à traiter des êtres humains libres comme s'il traitait des pièces d'une mécanique (Raderwerk). Et cela ne devrait pas être. Il (l'Etat) doit donc cesser... En même temps, je veux établir ici les principes d'une histoire de l'humanité, c'est-à-dire toute l'oeuvre humaine misérable de l'Etat, de la constitution, du gouvernement, de la législation - et la dénuder jusqu'à la peau !" (G. W. F. Hegel, *Der Geist des Christentums*, Ullstein, 1978, p. 341. Traduction par E. M.).

(d) Une dialectique idéaliste dégagée de la réalité matérielle risque d'être privée de tout critère épistémologique, de tout critère de vérification du dernier ressort. Du même coup, elle risque de s'enfermer dans un raisonnement

circulaire, voire dans le solipsisme. Elle risque de prendre une tournure dogmatique, la seule cohérence interne du raisonnement servant de justification ultime du système de pensée, de preuve finale de son degré de vérité, de sa véracité.

Marx et Engels ont cherché à corriger ces faiblesses de la dialectique idéaliste "en la remettant sur ses pieds" (sous-entendu : Hegel l'avait posée sur la tête, c'est-à-dire la tête en bas). Ils ont du même fait transformé la dialectique idéaliste en dialectique matérialiste. Celle-ci se fonde sur les constatations suivantes :

(a) La réalité matérielle (la nature et la société) existe indépendamment des désirs, des passions, des intentions et des idées de ceux qui cherchent à l'interpréter. Elle est une réalité objective, que la pensée cherche à expliquer. Il va sans dire que les processus de conquête de connaissances (et donc les sciences, y compris la science socialiste) sont, eux aussi, des processus objectifs, objets potentiels d'examen scientifique critique.

(b) La pensée ne peut jamais s'identifier totalement avec la réalité objective, ne fût-ce que parce que celle-ci est en perpétuelle transformation, et que la transformation du réel précède toujours forcément dans le temps le progrès de la pensée. Mais elle peut s'en rapprocher de plus en plus. Le réel est donc compréhensible. Les progrès de la pensée, de la science (pas nécessairement un progrès linéaire et permanent) sont possibles et se vérifient concrètement, pratiquement, dans l'histoire humaine, par leurs conséquences (prévisions vérifiées, applications réalisées, etc.), c'est-à-dire par leurs résultats pratiques. Le critère dernier du degré de véracité de la pensée, de la science, est donc pratique.

La pensée est efficace (scientifique) dans la mesure où l'explication des processus réels n'est pas seulement cohérente pour expliquer ce qui existe déjà, mais sert aussi à prévoir ce qui n'existe pas encore, à intégrer cette prévision dans l'interprétation du processus réel pris dans sa totalité, et à modifier, à transformer la réalité en fonction d'un objectif préétabli. En dernière analyse, la connaissance est un instrument de survie du genre humain, un moyen de modifier la place de cette espèce dans la nature, afin d'en augmenter la viabilité.

(c) La dialectique de l'histoire est une dialectique d'êtres humains réels et concrets, et non pas une dialectique de "l'homme en général", de "l'homme ou de la femme comme êtres essentiellement spirituels". Les êtres humains réels et concrets sont des êtres humains socialement et historiquement spécifiques, c'est-à-dire déterminés par les conditions sociales spécifiques dans lesquelles ils vivent, conditions qui changent selon l'époque historique.

(d) Le mouvement d'émancipation réel qui se réalise progressivement à travers l'histoire, avec des bonds en avant auxquels succèdent des rechutes graves, n'est pas exclusivement, ni essentiellement, ni même avant tout, le mouvement d'émancipation spirituelle. Ce n'est pas avant tout une conquête progressive de liberté de l'esprit, mais une conquête progressive d'espace matériel de vie et de liberté, de possibilités de jouissances. Parmi celles-ci les jouissances spirituelles, esthétiques, etc., occupent sans doute une place importante. Mais leur satisfaction est conditionnée par la satisfaction préalable des besoins élémentaires de nourriture, de protection, de santé, des besoins sexuels, d'éducation, d'accès à la culture, etc. Il s'agit de libérer les individus des contraintes que leur impose une dépendance étroite des forces de la nature. Il s'agit de les libérer des contraintes que leur impose une dépendance étroite d'autres individus.

La liberté spirituelle de l'esclave est sans doute vitale pour sa survie. Mais le combat pour sa libération matérielle, c'est-à-dire pour l'abolition de l'esclavage en tant qu'institution sociale, et de toute la réalité sociale qui le sous-tend, l'est à la longue davantage. De toute façon, il y a dans l'histoire un mouvement réel d'émancipation matérielle de la part des esclaves eux-mêmes. Le programme que Marx et Engels se sont fixés dès leurs oeuvres de jeunesse, et auquel ils sont restés fidèles toute leur vie, c'est celui de combattre toutes les institutions et toutes les conditions dans lesquelles l'être humain est un être misérable, exploité, opprimé, aliéné, et de ce fait mutilé, incapable de réaliser toutes ses possibilités humaines. C'est donc une rupture radicale avec tout usage apologétique de la

dialectique.

La fusion de la dialectique matérialiste avec les principales découvertes de l'historiographie sociologique française, nourrie à son tour par le principal acquis de l'économie politique anglaise - la centralité du travail social dans l'existence humaine - ont permis à Marx et à Engels d'élaborer de manière cohérente leur théorie du devenir social de l'humanité : la théorie du matérialisme historique, aussi appelée "interprétation matérialiste de l'histoire".

2. La transformation de l'historiographie sociologique française

La constatation que ce ne sont pas "les grands hommes qui font l'histoire", mais que celle-ci résulte fondamentalement de conflits opposant un grand nombre d'individus, c'est-à-dire de conflits de forces sociales, s'est rapidement imposé à l'historiographie dès ses origines. Chez des historiens grecs comme Thucydide, nous trouvons déjà une formule comme celle-ci : toute ville est divisée en une ville des riches et une ville des pauvres, entre lesquelles se mène une guerre permanente. Des auteurs classiques chinois ont rapidement accédé à la même compréhension. Nous la rencontrerons également chez les plus grands penseurs du monde islamique, avant tout chez les grands historiens/sociologues Al Biruni et Ibn-Khaldoun, qui arrivent jusqu'au seuil du matérialisme historique.

C'est l'expérience des grandes révolutions bourgeoises, du 16^e au 18^e siècles, les leçons qui s'en dégagent et qui nourrissent des préoccupations politiques courantes, qui amènent avant tout l'historiographie française du début du 19^e siècle à créer les concepts de classes sociales et de conflits entre classes sociales, c'est-à-dire de lutte des classes, comme instruments pour comprendre la marche de l'histoire. Ainsi, tour à tour, François Quesnay, Augustin Thierry, Mignet, Guizot, Thiers, dans leurs études de la révolution anglaise, de la conquête de l'Angleterre par les Normands, de la révolution française et de la restauration des Bourbons en 1815, manient-ils ces concepts. Ils avaient d'ailleurs été précédés dans cette voie par quelques auteurs anglais et allemands, notamment Schiller dans son étude de la révolution des Pays-Bas au 16^e siècle.

Quelques grands penseurs du Siècle des Lumières, notamment Voltaire et Montesquieu, avaient déjà établi que l'histoire est déterminée en dernière analyse par les conditions matérielles dans lesquelles elle se déroule. Mais ils tendaient à privilégier les conditions naturelles (climat, situation géographique, races, etc.) et politiques (constitutionnelles) plutôt que les conditions sociales et économiques. Jean-Jacques Rousseau et Condorcet s'avancèrent davantage dans cette voie.

Le mérite de l'historiographie sociologique réside dans une application systématique des nouveaux concepts de classe, sinon à l'histoire humaine toute entière, du moins à de grandes tranches de l'histoire s'étendant sur un ou plusieurs siècles. Dans ce sens, il s'agit d'une véritable révolution dans les sciences sociales, combinant des avancées dans l'historiographie avec une compréhension meilleure de la structure et de la dynamique des sociétés. Marx et Engels sont, par la même, les héritiers de l'historiographie sociologique française, comme ils sont les héritiers de la philosophie classique allemande.

Mais si elle représente incontestablement un grand progrès de la science historique et de la science de la société, l'oeuvre des historiens français du début du 19^e siècle comporte encore de grandes lacunes par rapport à une interprétation scientifique de l'histoire, ainsi que des contradictions flagrantes dans la compréhension de la réalité sociale/politique - et donc historique - de leur époque, celle du capitalisme triomphant :

(a) Les concepts de "classes sociales" et de "conflits entre classes sociales" sont manies de manière essentiellement

descriptive. Si la base matérielle de ces conflits n'est pas niée, et si elle est même correctement dévoilée, surtout en ce qui concerne certaines oppositions de classes dans la société féodale (pas toutes !), le lien structurel, organique, entre la place des classes sociales dans la société, avant tout dans la production, leurs intérêts matériels, leur rôle social et les luttes politiques, n'est pas clairement établi.

(b) Les luttes idéologiques, les conflits entre systèmes d'idées, les "valeurs spirituelles" (Dieu, la Religion, la Liberté avec un "L" majuscule, le Bien Commun, le Beau, voire la Nation), sont généralement considérés comme se superposant aux conflits d'intérêts matériels, comme détachés de ceux-ci, et comme ayant un sens propre qui leur serait intrinsèque, sinon ayant une valeur éternelle.

(c) Les intérêts et les combats des couches (classes) les plus pauvres de la société, qui dans le passé n'ont jamais su s'imposer durablement, des éternels vaincus des révolutions et des luttes sociales et politiques, ne sont généralement pas traités, ou sont traités de manière marginale. Lorsqu'ils sont décrits, ils le sont le plus souvent sans compréhension, à la lumière de préjugés, sinon de haines de classe manifestes.

Malgré leurs aspects parfois grotesques, d'innombrables calomnies sont ainsi transmises par chaque génération de chroniqueurs et d'historiens à la génération suivante. Citons pêle-mêle et au hasard : la légende selon laquelle les Cathares auraient à la fois refusé d'avoir des rapports sexuels et pratiqué l'infanticide sur grande échelle ; la légende selon laquelle les peuples slaves du haut moyen âge auraient été incapables de constituer des Etats, "qualité" soi-disant réservée aux peuples germaniques ; la légende selon laquelle les Juifs seraient dénués de "qualités martiales" ; la légende selon laquelle les Anabaptistes auraient "socialisé les femmes" à Münster ; la légende selon laquelle les Indiens du Mexique auraient pratiqué le sacrifice humain sur très vaste échelle ; la légende de la "cruauté" des Peaux-Rouges d'Amérique du Nord, et celle de la "paresse congénitale" des Noirs, qui auraient refusé de travailler s'ils n'avaient pas été soumis à l'esclavage. L'historiographie - à l'exception de l'historiographie influencée par le marxisme - a décidément produit une histoire réécrite par les vainqueurs, au mépris à la fois de la vérité historique et de l'honneur des vaincus.

(d) Plus particulièrement, l'application des mêmes concepts de classe et de lutte des classes se fait de manière de plus en plus réticente, au fur et à mesure qu'il s'agit de rendre compte des antagonismes entre le Capital et le Travail salarié, au fur et à mesure que le 19^e siècle se rapproche, et qu'il s'agit d'analyser les luttes sociales contemporaines, qu'historiographie et sociologie débouchent ainsi inévitablement sur la politique.

A partir de ce moment, et sous la pression évidente de leurs propres intérêts de classe, les grands historiens-sociologues bourgeois nient qu'en agissant en politique comme ils le font, ils défendent des intérêts matériels spécifiques, différents de ceux d'autres classes sociales. Ils se transforment brusquement en défenseurs d'un "Ordre Social" éternel, du "Bien Commun", de "l'Intérêt Général de la Nation", des "valeurs spirituelles suprêmes".

Leurs adversaires de classe ne sont plus présentés comme tels, mais bien comme des "semeurs de désordre", comme des "anarchistes sanglants" (plus tard on dira des bolcheviks-portant-un-couteau-entre-les-dents-et-coupant-les-doigts-des-enfants-dans-la-soupe, et même "ceux qui incarnent l'Empire du Mal"), comme des "fauteurs de violence", bref comme des "barbares" s'opposant à la "civilisation". Les idéologues politiques racistes et fascistes diront plus nettement encore : des "sous-hommes", des êtres dénués de la qualité humaine, ce qui permet de justifier la manière inhumaine dont ces adversaires sont traités.

(e) Les origines des classes sociales et de l'Etat ne sont pas dévoilées. Du même coup, les classes sociales et l'Etat sont présentés comme à peu près éternels, sauf peut-être aux stades les plus primitifs de l'existence humaine. Leur disparition est considérée comme impossible, voire comme "contraire à la nature humaine".

En développant la théorie du matérialisme historique, Marx et Engels ont dépassé ces lacunes et ces contradictions

de l'historiographie sociologique française. Ils ont du même fait enrichi et précisé les concepts de classes sociales et de lutte des classes.

(a) Les classes sociales ne sont pas des institutions sociales éternelles et permanentes de la société (de l'existence) humaine. Elles surgissent à une étape déterminée du développement de la société. Elles se développent et se transforment de formation sociale en formation sociale. Elles sont appelées à disparaître. L'organisation sociale est passé et passera par les stades successifs de la société primitive sans classes, de différentes formes de société de classe, et de la société future (communiste) sans classes.

(b) Pour comprendre cette marche générale de l'histoire, c'est-à-dire l'origine, le développement, l'exacerbation et le dépérissement de la division de la société en classes, il faut partir de la primauté pour le genre humain comme pour toute espèce vivante, de la survie matérielle. Mais se distinguant en cela de toutes les autres espèces, l'espèce humaine produit elle-même sa survie (sa subsistance courante et la reproduction de l'espèce) par une action collective délibérée : le travail social. Ce travail social crée un produit social qui se divise essentiellement en produit nécessaire et en surproduit social.

Le produit nécessaire permet de maintenir (et donc de reproduire) la force de travail et les instruments de travail existants. Le surproduit social est l'ensemble des biens couramment produits non indispensables à ce maintien. Aussi longtemps que le surproduit social est insignifiant, la division de la société en classes est impossible, si cela signifie qu'une fraction de la société se dégage de la nécessité de produire sa propre subsistance (est entretenue grâce au surproduit social). Aussi longtemps que le surproduit social est réel, même croissant, mais insuffisant pour libérer la grande majorité de la société de l'obligation de consacrer l'essentiel de ses efforts à la production/reproduction de son existence matérielle (de l'existence matérielle de toute la société), la division de la société en classes est inévitable. A partir du moment où le surproduit social devient tellement large et important que le produit nécessaire n'est plus que le résultat d'un effort très réduit (quelques heures de travail par jour), la base matérielle surgit pour l'avènement de la société sans classes.

(c) L'ampleur du produit social, et donc aussi du surproduit social, est en dernière analyse fonction de la productivité sociale du travail. Le progrès économique est mesurable par cette productivité du travail, ainsi que par l'espérance de vie moyenne (la longévité relative) des êtres humains. Le niveau de la productivité moyenne du travail dépend essentiellement du niveau de développement des forces productives, à savoir des forces productives objectives (outils, instruments de travail, etc.) et des forces productives humaines (nombre et qualification des producteurs/trices). La technique de la production (technologie) est de ce fait fonction d'une combinaison entre ces deux éléments, et donc co-déterminée par le niveau de connaissances techniques (plus ou moins scientifiques) et culturelles accumulées.

Du même fait, la libération d'une partie de la société de la nécessité de consacrer l'essentiel de son temps à la production des subsistances au sens large du terme - et donc l'existence des classes dominantes, possédantes - n'est pas seulement exploiteuse et spoliatrice, bien qu'elle le soit effectivement en premier lieu. Elle correspond aussi à la nécessité objective pour la société d'assurer l'accumulation, la transmission, l'accès aux connaissances et la possibilité de leur élargissement. On peut appeler cette fonction sociale celle de l'accumulation.

A partir d'un certain point de développement social (de développement des forces productives), la fonction de l'accumulation, jadis exercée par les petites collectivités de manière communautaire et bénévole, est accaparée par une fraction de la société qui s'approprie simultanément les moyens de production et une partie du surproduit social à des fins de consommation improductive (très souvent gaspilleuse). C'est la base sociale et la fonction sociale des classes dominantes. Elles vivent du travail d'autrui et monopolisent les fonctions de gestion et d'accumulation.

(d) Dans la production de leur vie matérielle, dans l'organisation du travail social, les êtres humains, et à partir d'un

certain stade d'évolution, les classes sociales, engagent entre eux des rapports déterminés, que Marx et Engels appellent rapports de production. Toute forme de société, toute formation sociale concrète, se caractérisent par de tels rapports de production spécifiques. Ces rapports de production déterminent l'ensemble des "rapports économiques", c'est-à-dire non seulement la production immédiate mais encore la circulation des biens et la manière d'avoir accès à eux, la forme d' appropriation des instruments de travail par les producteurs (les unités de production). L'ensemble de ces rapports de production détermine en dernière instance l'ensemble des rapports sociaux - dans la société de classe : l'ensemble des rapports de classe - et du même fait, la structure même de la société. C'est la première thèse centrale du matérialisme historique.

(e) Des rapports de production stables, qui se reproduisent plus ou moins automatiquement, constituent des modes de production distincts. Marx et Engels reconnaissent une série de modes de production : celui du communisme primitif de la horde, du clan et de la tribu ; le mode de production esclavagiste ; le mode de production asiatique (aujourd'hui les marxistes préfèrent de plus en plus le terme : mode de production tributaire) ; le mode de production féodal ; le mode de production capitaliste ; le mode de production communiste (dont le socialisme parachevé constituera la première phase).

Entre ces modes de production historiquement distincts, qui ne se succèdent cependant pas de manière linéaire ni se suivent nécessairement dans l'ordre énuméré, s'intercalent généralement des périodes de transition caractérisées par des rapports de production moins stables, par une possibilité d'évolution plus ample. Marx et Engels appelleront par exemple la phase de transition entre le féodalisme et le capitalisme, "petite production marchande", qui connut d'ailleurs déjà un premier essor lors de l'apogée du mode de production esclavagiste.

Mais, un mode de production est une structure, il ne peut être fondamentalement modifié de manière graduelle. Il ne peut être renversé que par une révolution. Il faut en outre noter que même lorsqu'un nouveau mode de production s'est stabilisé, des rapports de production qui représentent des survivances du passé peuvent cohabiter avec les rapports de production caractéristiques du nouveau mode de production. Mais l'affirmation du nouveau mode de production implique justement que les rapports de production qui en sont caractéristiques soient hégémoniques, s'incorporent ces survivances et finissent par les assimiler (loi du développement inégal et combiné).

(f) Un mode de production "progressiste", c'est-à-dire supérieur à celui qu'il remplace du point de vue de la civilisation matérielle et de la culture, doit finir par donner une impulsion majeure au développement des forces productives, c'est-à-dire doit permettre à la société d'économiser du travail, de réduire l'effort physique. (Dans la société divisée en classes, ce sont surtout les classes dominantes qui en profitent pour étendre leurs loisirs, leur consommation et leur culture. Mais les classes productives peuvent se battre avec un certain succès pour participer d'une manière modeste à ce progrès). C'est ce qui arrive généralement pendant les phases de consolidation et d'essor d'un mode de production déterminé. Mais du fait même des caractéristiques, des lois de développement internes, des contradictions intrinsèques à chaque mode de production, une phase de déclin succède inévitablement à ces phases-là. Dans ces phases de déclin, les rapports de production existants deviennent des entraves à tout nouveau bond en avant des forces productives, soit que celles-ci cessent de croître, soit que leur croissance se fasse en "sapant", en déstabilisant de manière de plus en plus explosive, les rapports de production, la structure sociale, "l'ordre social" existants. Alors s'ouvre une période de crise sociale aiguë et de plus en plus généralisée, de révolutions et de contre-révolutions sociales.

(g) Il n'y a aucun lien automatique entre le niveau de développement atteint par les forces productives d'une part, et le maintien ou le remplacement des rapports de production et du mode de production existants d'autre part, sauf dans le sens le plus général, à savoir que ce niveau limite l'éventail des formes d'organisation sociales possibles (l'usine moderne et le marché mondial n'étaient pas possibles avec la technique de l'an 100 avant JC, l'esclavage ne peut se généraliser sur la base de la technique industrielle d'aujourd'hui, le communisme était impossible avec la technique des 15e-16e siècles, etc.). La médiation entre les deux, c'est la lutte de classe réelle et les résultats d'ensemble auxquels elle aboutit à des moments déterminés.

Les hommes et les femmes font leur propre histoire. Ils ne la font pas libres de toute contrainte matérielle et avec un faisceau illimité de possibilités. Mais ils la font, et le processus historique concret dépend en premier lieu des résultats de leurs luttes ("facteur subjectif de l'histoire"), même si ces dernières sont "surdéterminées" par une série de facteurs historiques et sociaux sur lesquels ils n'ont pas directement prise ("les facteurs objectifs de l'histoire").

Mais cette "surdétermination" n'est jamais telle qu'elle n'ouvre la voie qu'à une seule possibilité historique. Marx et Engels ont ainsi souligné que, des périodes de révolution sociale aiguë - à l'époque de la fin d'un mode de production - peuvent surgir soit un mode de production supérieur, une organisation sociale supérieure du point de vue de la vie et de la survie du genre humain, grâce à la victoire de la classe révolutionnaire, soit une décomposition conjointe des classes sociales en lutte, et la décadence générale de la société. C'est ce qui est notamment arrivé avec le déclin du mode de production esclavagiste dans l'Antiquité. C'est le fondement historique de l'alternative "socialisme ou barbarie", avec laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés.

(h) La lutte de classe est toujours une lutte de classe d'ensemble, dans la plupart sinon dans toutes les sphères d'activité sociale, indépendamment de la conscience qu'en ont (ou que n'en ont pas) ceux et celles qui y participent. En effet, les hommes et les femmes ne peuvent nouer des rapports de production entre eux sans établir en même temps des rapports de communication. Tout ce que les êtres humains font et produisent "passé par leur tête", est accompagné par des représentations "idéologiques" (sous forme d'idées, de systèmes d'idées, d'espairs, de craintes et d'autres mouvements affectifs) qui réagissent à leur tour sur leurs actions matérielles.

Ces "systèmes de représentation du monde matériel dans la tête des êtres humains" constituent une partie de la superstructure idéologique de toute société. C'est la base sociale (l'infrastructure), ce sont les rapports sociaux de production, qui déterminent en dernière instance cette superstructure sociale, c'est-à-dire qui déterminent l'évolution et les formes prédominantes du droit, des moeurs, de la religion, de la philosophie, des sciences, de l'art, de la littérature de chaque époque. C'est l'existence sociale qui conditionne la conscience sociale. Voilà la deuxième thèse centrale du matérialisme historique. Parce que la classe dominante contrôle le surproduit social et donc toute la société, l'idéologie de la classe dominante est généralement l'idéologie dominante de chaque époque.

Mais cela ne signifie pas qu'elle soit la seule idéologie existante à cette époque. A ses côtés subsistent des restes d'idéologies d'anciennes classes dominantes qui peuvent survivre longtemps après la fin de leur domination. Peuvent exister aussi des idéologies de classes intermédiaires (par exemple, de la petite-bourgeoisie dans la société capitaliste) et des idéologies de nouvelles classes montantes, révolutionnaires par rapport aux classes dominantes existantes. En général, une lutte de classe idéologique intense précède et ouvre une époque historique de révolution sociale. Mais, avant la phase de la révolution elle-même, il est impossible pour une classe sociale de conquérir l'hégémonie idéologique sans contrôler le surproduit social, c'est-à-dire sans hégémonie économique. C'est pourquoi la bourgeoisie, qui avait largement prospéré sous la monarchie absolue, pouvait devenir idéologiquement hégémonique avant la victoire de la révolution bourgeoise, alors que le prolétariat ne peut pas conquérir une hégémonie comparable avant la révolution qui renverse l'Etat bourgeois et exproprie le Capital.

(i) L'Etat est un produit de la division de la société en classes, un instrument de consolidation, de maintien et de reproduction de la domination d'une classe déterminée. Voilà la troisième thèse centrale du matérialisme historique. L'Etat n'est pas consubstantiel à "société organisée" ou à "civilisation" au sens large du terme. Il n'a pas toujours existé. Il n'existera pas toujours. L'analyse des origines, du développement spécifique et du dépérissement possible de l'Etat est une des contributions principales du marxisme aux sciences de la société. Les institutions étatiques sont une composante essentielle de la superstructure sociale, comprenant à la fois des éléments de contrainte (armée, corps de répression, justice) et des éléments nécessaires à rendre acceptable par les classes productives l'exploitation et l'oppression de classe qu'elles subissent, à masquer et à "légitimer" le caractère exploiteur et oppresseur de ces institutions.

C'est en gros la fonction des idéologies dominantes mentionnées plus haut, et de leur transmission par des institutions comme l'enseignement, les Eglises, les mass media, la publicité dans la société bourgeoise, etc. Du même fait, toute lutte de classe étendue sinon généralisée est forcément une lutte politique - indépendamment de la conscience qu'en ont les combattants -, une lutte pour le maintien, l'affaiblissement, voire le renversement d'un pouvoir d'Etat déterminé, du pouvoir politique d'une classe déterminée.

(j) Entre le renversement du pouvoir d'Etat et de la domination économique de la bourgeoisie, et l'avènement d'une société sans classe et sans Etat, s'intercale une période historique de transition caractérisée par la dictature du prolétariat, c'est à dire l'exercice du pouvoir d'Etat par la classe des travailleurs salariés. Elle a pour fonction d'empêcher les anciens exploités de reconquérir le pouvoir, et d'organiser l'économie et la société en vue de l'émancipation de l'humanité par une réorganisation progressive et consciente de toutes les sphères d'activité sociale, à commencer par la production matérielle, la distribution des biens et des services, la gestion de l'économie et de l'état par les producteurs eux-mêmes, la diffusion de la culture (l'accès universel aux connaissances et aux informations), etc...

3. La transformation de l'économie politique anglaise

L'appropriation critique de l'historiographie sociologique française avait conduit Marx et Engels à relier les concepts de classes sociales et de lutte des classes aux concepts de travail social et de produit social. Ils furent ainsi amenés à traiter des problèmes de la science économique et de l'analyse économique, au sein desquels le problème de l'échange et son explication occupèrent une place centrale. Après une certaine hésitation de la part de Marx, ils se rallièrent à la thèse fondamentale de l'école classique d'économie politique anglaise : l'échange se fonde sur une équivalence (une comparaison) des quantités de travail contenues dans les marchandises.

Cette théorie dite de la valeur-travail a des racines antiques. Elle avait été grossièrement exprimée par des théoriciens scolastiques (Thomas d'Aquin, Albert le Grand) et islamiques (Ibn Khaldoun) au moyen âge. Elle fut affinée au 17^e siècle par William Petty, puis reçut sa forme définitive au 18^e siècle dans l'oeuvre d'Adam Smith, et au début du 19^e siècle dans celle de David Ricardo.

Théorie de la bourgeoisie montante et révolutionnaire, l'économie politique classique se distingua par une attitude ouverte et franche à l'égard des problèmes à résoudre. Elle aborda vite la vie économique sous le capitalisme comme un phénomène objectif qu'il fallait expliquer, et non comme un ensemble de principes ou de valeurs "morales" qu'il fallait approuver ou condamner. Elle reconnut que, comme toute science, la science économique devait partir des données empiriques immédiates (notamment des prix) pour découvrir les lois qui expliquent les mouvements de l'économie.

C'est ainsi qu'elle plaça à juste titre la valeur des marchandises au centre de l'explication. Chez Adam Smith d'ailleurs, les origines historiques de l'économie de marché constituent au moins un des fondements de la validité de la théorie de la valeur-travail.

L'idée que seul le travail est productif de valeur avait été infléchie par les Physiocrates français du 18^e siècle (Quesnay, Turgot) dans un sens spécifique : seul le travail agricole aurait été productif. Cette restriction du concept reflétait clairement la prédominance de l'agriculture par rapport à l'industrie dans la France pré-révolutionnaire. Mais elle suscita deux avancées importantes de la science économique par rapport à l'acquis de l'économie politique anglaise : les revenus des classes dominantes (propriétaires fonciers et commerçants/industriels) furent conçus comme des déductions du produit du travail de la seule classe productive (pour les physiocrates : la classe

paysanne) ; la vie économique fut représentée dans son ensemble comme un flux et reflux de produits et de revenus gouvernant à la fois la production courante et la production future, c'est-à-dire la reproduction. Marx devait s'inspirer de ces avancées pour parfaire sa propre théorie économique.

Il avait en effet à résoudre plusieurs contradictions et faiblesses fondamentales auxquelles Adam Smith et Ricardo n'avaient pas trouvé de solution :

(a) Leur définition même de la valeur était incomplète, insatisfaisante et caduque. Pour l'économie politique anglaise classique, la valeur était au fond simplement un instrument de mesure, un numéraire permettant de réduire à un seul "facteur" les différents éléments de coût des marchandises ou les revenus de différentes classes sociales. Smith et Ricardo ne répondirent pas à la question : quelle est donc l'essence, la nature de cette mystérieuse valeur ?

(b) L'imprécision de la nature de la valeur conduit Adam Smith à une contradiction inextricable - un véritable raisonnement circulaire - dans la tentative de mesurer quantitativement cette valeur. Chez Ricardo, cette contradiction n'est que partiellement surmontée. En effet, pour Adam Smith, le travail détermine la valeur des marchandises. Mais "la valeur du travail" est à son tour déterminée par le salaire. L'impasse est évidente dès lors qu'on se pose la question : qu'est-ce qui détermine la valeur du salaire, c'est-à-dire celle des vivres (marchandises de subsistance) que l'ouvrier achète avec son salaire ?

(c) L'économie capitaliste est vue comme étant essentiellement statique. L'explication classique vise avant tout celle de "l'état d'équilibre". Les seules perturbations de l'équilibre envisagées sont celles provenant soit d'une imperfection de la concurrence, c'est-à-dire de la survie de monopoles de toutes sortes, soit celles provenant de phénomènes monétaires. La dynamique fondamentale de la concurrence comme créant un déséquilibre quasi-permanent entre l'offre et la demande, l'une dépassant presque toujours l'autre, et son aboutissement dans des crises périodiques de surproduction, n'est même pas perçue, pour ne pas dire pas expliquée.

Cela ne reflète pas seulement le fait qu'aussi bien Adam Smith que Ricardo vécurent avant que ce phénomène des crises périodiques ne se fut manifesté dans toute son ampleur. C'est dû avant tout à une incompréhension fondamentale de la manière dont la concurrence capitaliste se fonde dans le processus de production sur une transformation constante de la technique et donc des coûts de production, c'est-à-dire sur des modifications rapides de la valeur des marchandises.

(d) La théorie du salaire propre à l'économie politique classique - théorie de Malthus et de Ricardo - est elle aussi essentiellement statique. Le salaire oscille autour du minimum vital physiologique. C'est une théorie d'ailleurs moins économique que démographique du salaire. Ce sont les fluctuations de la natalité et de la mortalité infantile qui sont censées réguler l'offre de la main-d'œuvre sur le "marché du travail". Toute augmentation des salaires au-dessus du minimum vital physiologique provoquerait un accroissement de cette offre suffisante pour induire une baisse des salaires, qui retomberaient ainsi plus ou moins automatiquement vers le minimum physiologique.

Le socialiste allemand Ferdinand Lassalle reprendra cette théorie fautive des salaires sous la formule "loi d'airain des salaires" ("Eisernes Lohngesetz"). On pourrait souligner que cette théorie des salaires, se fondant sur ce qui se passe dans une société capitaliste encore essentiellement pré-industrielle ou sous-industrialisée (énorme sous-emploi permanent et structurel), rationalise l'intérêt de la jeune bourgeoisie et ses efforts en vue de faire descendre les salaires à un niveau très bas (paupérisation absolue du prolétariat).

(e) Le principal représentant de l'économie politique classique, David Ricardo, défend une théorie fautive de la monnaie : la théorie dite quantitative de la monnaie, qui introduit une contradiction fondamentale dans toute son analyse économique (dans tout son système de pensée). D'une part, Ricardo est un défenseur systématique et

cohérent de la théorie de la valeur-travail. Pour lui, la valeur de toutes les marchandises est déterminée par la quantité de travail qu'elles représentent. Mais, d'autre part, la valeur de la monnaie-or est déterminée par la quantité d'or en circulation. Il est cependant incontestable que l'or est à son tour une marchandise produite du travail humain. Comment se fait-il dès lors que sa valeur n'est pas déterminée par la quantité de travail qu'elle contient, mais bien par l'ampleur de sa circulation ?

(f) L'économie politique classique se veut essentiellement objective. Elle rend compte de ce qui est, quelque-fois de manière brutale au point de friser le cynisme, notamment dans l'identification du travail productif avec le "travail" producteur de profit. Mais lorsqu'elle est confrontée avec la réalité de la lutte ouvrière et de l'organisation ouvrière, notamment en faveur de l'augmentation des salaires et de la réduction de la durée du travail, elle cesse brusquement de se contenter de rendre compte d'une réalité indéniable, elle redevient normative, subjective, moralisatrice.

Elle tend à condamner les organisations et les luttes ouvrières comme des "entraves à la liberté", des "obstacles à la concurrence", des "conspirations", des "utopies contraires aux lois économiques (lois du marché) inexorables", des "attentats à l'ordre public", etc. Pour ce faire, elle doit nier un aspect fondamental de la réalité économique et sociale que ses représentants les plus lucides, la "gauche ricardienne" (les disciples les plus radicaux de David Ricardo) tend pourtant à dévoiler : à savoir le caractère exploiteur du mode de production capitaliste, qui aiguise inévitablement la lutte des classes entre patrons et salariés/ées, et conduit non moins inévitablement ces derniers à se grouper, à se coaliser, pour défendre leurs intérêts

Si la liberté (bourgeoise) implique le droit de tous et de toutes de défendre leurs propres intérêts économiques "égoïstes", pourquoi les salariés/ées ne jouiraient-ils pas du même droit ? Pourquoi serait-il légitime que les patrons cherchent à augmenter leurs profits et ne serait-il pas légitime que les salariés/ées essayent d'augmenter leurs salaires ?

Marx et Engels ont réussi à dépasser toutes ces contradictions inhérentes dans l'économie politique classique, grâce à deux découvertes scientifiques fondamentales de Marx, et aux conséquences qui en découlent : l'élaboration d'un système cohérent d'analyse économique qui comporte une explication et une critique cohérentes, sans failles, du mode de production capitaliste et de ses tendances de développement.

Marx a établi que le travail n'est pas avant tout une unité pour la mesure commune des différents éléments des coûts de production des marchandises. Il est l'essence même de la valeur. La valeur, c'est du travail, plus exactement une fraction du potentiel de travail (de la masse des journées de travail/heures de travail) disponible dans une société déterminée pendant une période déterminée. Toute société humaine vit et survit grâce à ce travail social abstrait (c'est-à-dire abstraction faite de la profession particulière de chaque travailleur particulier).

Dans une société fondée sur la propriété privée, le potentiel de travail social global est fragmenté en travaux privés, effectués par des individus ou des unités de production indépendamment les uns des autres. La répartition de ces tâches (fragments du travail social global) ne s'effectue pas de manière consciente, mais de manière spontanée. Elle est par la suite corrigée par l'intermédiaire du marché. Les individus doivent faire reconnaître le travail qu'ils ont effectivement exécuté comme travail social. Le travail privé est toujours une parcelle de travail social, mais toute quantité de travail privé n'est pas automatiquement reconnue comme telle. C'est précisément la valeur des marchandises qui gouverne cette reconnaissance. La valeur des marchandises, c'est la quantité de travail socialement nécessaire pour les produire (la formule "socialement nécessaire" se fonde sur la productivité moyenne du travail dans chaque branche de production particulière).

De cette première grande découverte de Marx se dégage une deuxième. Le salarié et la salariée, le prolétaire et la prolétaire, ne vendent pas "du travail", mais leur force de travail, leur capacité de production. C'est cette force de

travail que la société bourgeoise transforme en marchandise. Elle a donc sa valeur propre, donnée objective comme la valeur de toute autre marchandise : ses propres coûts de production, ses propres frais de reproduction. Comme toute marchandise, elle a une utilité (valeur d'usage) pour son acheteur, utilité qui est la pré-condition de sa vente, mais qui ne détermine point le prix (la valeur) de la marchandise vendue.

Or l'utilité - la valeur d'usage - de la force de travail pour son acheteur - le capitaliste - c'est justement celle de produire de la valeur, puisque par définition tout travail en société marchande ajoute de la valeur à la valeur des machines et des matières premières auxquelles il s'applique. Tout salarié produit donc "de la valeur ajoutée". Mais comme le capitaliste paye un salaire à l'ouvrier et à l'ouvrière - le salaire qui représente le coût de reproduction de la force de travail -, il n'achètera cette force de travail que si "la valeur ajoutée" par l'ouvrier ou l'ouvrière dépasse la valeur de la force de travail elle-même. Cette fraction de la valeur nouvellement produite par le salarié, Marx l'appelle plus-value. La plus-value est la différence entre la valeur nouvellement produite par la force de travail et la valeur propre de cette force de travail, c'est-à-dire la différence entre la valeur nouvellement produite par le travailleur ou la travailleuse et les coûts de reproduction de la force de travail.

La plus-value, c'est-à-dire la somme totale des revenus de la classe possédante (profits + intérêts + rente foncière) est donc une déduction (un résidu) du produit social, une fois assurée la reproduction de la force de travail, une fois couverts ses frais d'entretien. Elle n'est donc rien d'autre que la forme monétaire du surproduit social, qui constitue la part des classes possédantes dans la répartition du produit social de toute société de classe : les revenus des maîtres d'esclaves dans une société esclavagiste ; la rente foncière féodale dans une société féodale ; le tribut dans le mode de production tributaire, etc.

La découverte de la plus-value comme catégorie fondamentale de la société bourgeoise et de son mode de production, ainsi que l'explication de sa nature (résultat du surtravail, du travail non compensé, non rémunéré, fourni par le salarié) et de ses origines (obligation économique pour le ou la prolétaire de vendre sa force de travail comme une marchandise au capitaliste) représente l'apport principal de Marx à la science économique et aux sciences sociales en général. Mais elle constitue elle-même l'application de la théorie perfectionnée de la valeur-travail au cas spécifique d'une marchandise particulière, la force de travail.

L'application rigoureuse de la théorie de la valeur-travail au cas de la marchandise "force de travail" exige cependant une analyse plus approfondie des particularités de cette marchandise. La "force de travail", la capacité de travail n'est pas une capacité purement physique qu'on peut mesurer totalement en terme énergétique (consommation de calories et production d'énergie que ces calories permettent). L'ouvrier et l'ouvrière ne sont pas seulement dotés de muscles mais aussi de nerfs et d'un cerveau. Si la reproduction de leur capacité de travail purement physique est indispensable pour qu'ils effectuent le travail qu'attendent d'eux leur patron, elle est pour la plupart des fois insuffisante pour assurer, à elle seule, la quantité de travail que le patron désire obtenir.

Le travail domestique des femmes dans la famille contribue à la reproduction de la force de travail, de génération en génération, de repas en repas, de maladie en maladie, etc., mais comme il ne produit pas de marchandises, il n'entre pas dans la comptabilisation des quantités de travail dépensées pour la production marchande au sein d'une économie de marché, comptabilisation que Marx étudie et explique, sans évidemment l'approuver ou s'identifier avec elle.

La pleine utilisation de la force de travail dépend en outre d'une application et d'une attention qui ne sont pas des données purement physiologiques. L'ouvrier ou l'ouvrière doivent être disposés à travailler à un certain rythme, avec une certaine application et attention, avec un minimum de qualification (sauf pour les manœuvres les moins rémunérés, et encore). Toutes ces conditions réclament à leur tour des "frais de reproduction" qui entrent dans la détermination du salaire. C'est évident pour les coûts de qualification (apprentissage, etc.), mais c'est également vrai pour un minimum d'attention, d'application, de soin accordé à l'outil, etc.

Certes les capitalistes s'efforcent d'obtenir ces qualités aux moindres frais, par la peur des ouvriers de perdre leur emploi, la discipline imposée par le personnel de maîtrise (contremaîtres, petits chefs, chronométrateurs, etc.). Néanmoins, l'expérience confirme que ces qualités supplémentaires de la force de travail, au-delà de la simple capacité physiologique de produire de l'énergie, réclament à leur tour un certain nombre de biens et de service de consommation pour être normalement produites et reproduites.

Dès lors, la valeur de la force de travail comporte deux éléments, la valeur de deux catégories de marchandises : celles qui permettent de satisfaire les besoins physiques les plus élémentaires de l'ouvrier, c'est-à-dire qui assurent le minimum vital au sens le plus strict du terme ; et celles qui permettent de satisfaire des besoins que Marx appelle "moraux-historiques", qui ont été incorporés dans le salaire moyen à travers l'évolution historique, grâce aux luttes ouvrières, et qui diffèrent de pays en pays et d'époque en époque.

Loin de tomber automatiquement et en permanence vers le minimum physiologique, les salaires fluctuent donc, d'après Marx, à la fois en fonction de la conjoncture économique et en fonction de la tendance à long terme de cet élément "moral-historique" qu'ils contiennent, à croître ou à se contracter. Ces fluctuations ont comme palier le minimum physiologique absolu, en deçà duquel la capacité physique de travail de l'ouvrier se dégrade (il perd du poids ; s'évanouit au travail ; tombe malade). Elles ont comme plafond le niveau à partir duquel le profit disparaît.

La théorie des salaires de Marx détermine que les salaires fluctuent d'une part selon l'importance de l'armée de réserve industrielle (l'ampleur du chômage et la masse des salariés et salariées potentiels mais non virtuels, tels les ménagères disposées à vendre leur force de travail, la surpopulation rurale, etc.) et d'autre part selon les résultats périodiques des luttes entre le Capital et le Travail salarié sur les rapports de force entre ces classes.

Les fluctuations de l'armée de réserve industrielle sont déterminées en dernière analyse par les hauts et les bas de l'accumulation du capital. C'est donc un énorme progrès par rapport à la théorie des salaires de Malthus-Ricardo, puisque ce n'est plus le mouvement démographique à lui seul, mais l'ensemble de la dynamique économique du capitalisme qui détermine maintenant la dynamique des salaires (pas seulement la dynamique de l'offre de main-d'œuvre mais aussi celle de la demande de main-d'œuvre).

En intégrant en outre les modifications périodiques des rapports de force entre le Capital et le Travail dans la détermination des salaires, Marx et Engels dépassent le déterminisme économique mécaniciste et étroit de l'économie politique classique. La lutte des classes devient une déterminante (variable) partiellement autonome du devenir du mode de production capitaliste. Une véritable dialectique s'établit entre les forces motrices économiques de ce mode de production et la lutte des classes. L'analyse économique permet ainsi à la fois d'expliquer et de justifier la lutte ouvrière d'un point de vue objectif, scientifique. La science devient une arme du combat prolétarien.

La manière dont Marx résout les contradictions de la théorie ricardienne de la monnaie constitue également un progrès remarquable de la science économique. Pour Marx, seule une marchandise ayant sa valeur propre (sa valeur intrinsèque) peut être le "pivot" du système monétaire. Cette marchandise, c'est l'or. L'or ayant sa valeur propre (le nombre d'heures de travail socialement nécessaires pour produire une once d'or), les prix évoluent à long terme en fonction du rapport entre l'évolution de la productivité du travail dans l'industrie et l'agriculture d'une part, et celle de la productivité du travail dans les mines aurifères d'autre part. La théorie quantitative de la monnaie n'a aucune validité pour la monnaie métallique.

S'il y a "excédent" d'or dans un pays, par rapport aux besoins de la circulation et des paiements dûs, l'or "ne perd pas" sa valeur. Il est retiré partiellement de la circulation, thésaurisé. Dans la théorie marxiste de la monnaie, les fluctuations des stocks d'or (quantités de monnaie thésaurisées) jouent le rôle de régulateur qui (r)établit l'équilibre entre la masse monétaire en circulation et la valeur de la marchandise contre laquelle elle doit s'échanger, compte tenu des paiements à effectuer et de la vitesse de circulation de cette monnaie. Mais en stricte application de la

théorie de la valeur-travail, la monnaie de papier, elle, perd effectivement de la "valeur" - c'est-à-dire qu'une unité de papier-monnaie représente une quantité plus petite d'or - si elle est émise en excès (inflation de papier-monnaie).

Partant de ces deux découvertes scientifiques dans le domaine de l'économie, Marx a pu développer les principales tendances de développement du mode de production capitaliste, dont 125 années d'histoire économique et sociale depuis la rédaction du tome I du Capital ont brillamment confirmé la validité :

- (a)** La tendance à révolutionner constamment la technique de production et l'organisation du travail à travers un progrès technique qui vise fondamentalement à économiser le travail (labor-saving), c'est-à-dire qui substitue fondamentalement des machines au travail vivant.

- (b)** La tendance à soumettre toutes les décisions d'investissement des entreprises à la recherche de profits supplémentaires. Le capital est assoiffé de plus-value, parce que la plus-value est la seule source dernière des profits, et que la poussée vers la maximisation des profits résulte inévitablement de la concurrence et de la propriété privée.

- (c)** L'accumulation du capital (la croissance de la masse des capitaux) sont le but et le résultat non moins inévitable des tous les mécanismes économiques capitalistes.

- (d)** L'accumulation du capital prend la forme d'une concentration et d'une centralisation progressives des capitaux. Les capitaux croissent en ampleur. Mais en même temps, un nombre croissant de capitalistes petits et moyens sont absorbés par un nombre de plus en plus réduit de firmes géantes.

- (e)** Dans la croissance des capitaux, la part de ceux-ci consacrée à l'achat de la force de travail (capital variable) croît moins rapidement que la part consacrée à l'achat de machines, de matières premières et auxiliaires, de l'énergie, etc. (capital constant). La composition organique du capital (rapport capital constant sur capital variable) tend à augmenter à la longue.

- (f)** Le rapport entre la fraction de la plus-value totale attribuée à chaque branche d'activité capitaliste et les capitaux qui y sont investis tend à devenir égal : c'est la tendance à la péréquation du taux de profit, à la formation d'un taux moyen de profit, au moins dans chaque pays et pour une période déterminée.

- (g)** Ce taux moyen de profit tend à diminuer avec l'augmentation de la composition organique du capital. La tendance à la baisse est compensée par plusieurs forces oeuvrant en sens inverse, avant tout l'accroissement du taux d'exploitation de la force de travail, l'accroissement du taux de la plus-value (rapport entre le surtravail et le travail nécessaire dans le processus de production courant). Mais à la longue, la tendance à la baisse s'impose.

- (h)** De cette baisse du taux moyen de profit résultent inévitablement des crises périodiques de surproduction de marchandises et de suraccumulation de capitaux, qui se sont jusqu'ici produites 21 fois depuis 1825, c'est-à-dire depuis la première crise sur le marché mondial des produits industriels. La durée du "cycle industriel" (succession de phases de crise, de stagnation, de reprise économique, de prospérité, de surchauffe et de crise) a varié jusqu'ici entre 6 et 9 années, soit une moyenne de 7 années et demi.

- (i)** De même que les crises économiques, les crises sociales, c'est-à-dire des luttes périodiques de grande ampleur entre le Capital et le Travail, sont inévitables en régime capitaliste, vu la tendance du capital à augmenter les profits aux dépens des salaires et de provoquer crises et chômage, et la riposte non moins inévitable des travailleurs et travailleuses salariés, cherchant à défendre et à augmenter leurs salaires, et à réduire la durée moyenne du travail.

(j) Des crises politiques périodiques, c'est-à-dire des mobilisations objectivement révolutionnaires du prolétariat et des efforts contre-révolutionnaires de la bourgeoisie, éclatent périodiquement après des phases de stabilité politique relative du capitalisme. Avec le prolétariat, le capitalisme produit son propre fossoyeur. Il ne peut croître fortement et durablement sans que croisse fortement et durablement le prolétariat, sans que se développe la lutte de classe prolétarienne. Le prolétariat tend d'ailleurs à constituer une fraction de plus en plus majoritaire de la population active, du moins dans les pays industrialisés et semi-industrialisés.

IV. Le dépassement du socialisme utopique

Un des lieux communs les plus notoires utilisés contre le socialisme, c'est que celui-ci serait "contraire à la nature humaine". La propriété privée serait "innée" dans l'espèce humaine. Il y aurait toujours eu des riches et des pauvres ; il y en aurait toujours.

L'anthropologie, l'archéologie, la préhistoire, l'ethnologie, nous enseignent pourtant qu'il n'en est rien. Des êtres humains ont vécu plusieurs millions d'années sans propriété privée des moyens de production, sans économie de marché, sans société divisée en classes. L'homo sapiens, leur type physiquement le plus évolué, a fait de même pendant des dizaines de milliers d'années. La propriété privée et la division de la société en classes couvrent sans doute moins de 10.000 ans, et ce pour une fraction fort réduite de l'espèce humaine, c'est-à-dire une proportion infime du temps de vie humaine sur cette terre.

La thèse apologétique de l'inévitabilité de l'inégalité sociale est également battue en brèche par un phénomène postérieur à l'émergence de la division de la société en classes. Cette inégalité sociale s'est trouvée constamment contestée au sein même de la société de classes.

On peut interpréter cette contestation de la manière la plus diverse. On peut y voir l'expression des intérêts objectifs des exploités, même si ceux-ci - et leurs porte-paroles - ne comprennent pas toujours leurs révoltes de cette façon. On peut y voir l'expression d'un des fondements de notre nature anthropologique, la tendance instinctive à la coopération inter-humaine, sans laquelle le travail social et la survie de notre espèce seraient impossibles. On peut affirmer que le désir de justice - et donc de révolte contre l'injustice sociale - correspondent, au niveau de la psychologie individuelle, à cette nécessité sociale, et se frayent un chemin vers la conscience au moins chez certains individus, selon les vicissitudes de leur histoire individuelle (et notamment ce qui arrive pendant leur enfance). On peut l'expliquer par une combinaison pondérée de tous ces facteurs.

Quoiqu'il en soit, on doit constater que depuis au moins 5000 ans la société divisée en classes a été contestée non seulement par la critique idéologique, la littérature, la vision et la projection d'une société socialiste sans classes, mais aussi et surtout, en pratique, par des révoltes périodiques des exploités et des opprimés. Celles-ci vont des premières grèves et révoltes de paysans dans l'Egypte des Pharaons, aux révoltes d'esclaves dans la Grèce et Rome antique, dont celle dirigée par Spartacus durant le premier siècle avant notre ère, reste la plus célèbre. Puis il y a les puissants mouvements d'esclaves qui contribuent à la chute de l'Empire romain, ceux des Bagaudae en Europe occidentale et des Donatien en Afrique du Nord.

L'Inde et surtout la Chine classique ont été marquées par d'innombrables soulèvements paysans, dont plusieurs, victorieux, ont donné naissance à de nouvelles dynasties impériales. Au Japon, à l'époque des Tokugawa, il y eut entre 1603 et 1863, plus de 1100 rebellions paysannes. La Russie tsariste de même connut de nombreux soulèvements paysans, notamment le plus célèbre, celui de Pougatchev en Ukraine, au 17e siècle.

Dans l'Amérique colonisée par les Espagnols et les Portugais, les Indiens soumis au servage et les esclaves se sont souvent insurgés. La plus connue de ces révoltes fut celle des Indiens du Pérou dirigée par Tupac Amaru au milieu du 18e siècle. Il y eut la révolte victorieuse des esclaves noirs de Haïti, les Jacobins Noirs, à la fin du 18e siècle. Il y eut de nombreuses révoltes d'esclaves noirs au 19e siècle en Amérique du Nord, notamment celle dirigée par Nat Turner en 1831.

En Europe occidentale et centrale, une chaîne presque ininterrompue de jacqueries (révoltes paysannes comme celle dirigée par John Ball, en Angleterre, en 1381) et de soulèvements d'artisans et de compagnons contre le règne de la noblesse et des riches marchands, s'étend du 13e au 16e siècle. Ils débouchèrent sur les grandes révolutions bourgeoises, celle des Pays-Bas, d'Angleterre, des Etats-Unis et de France, avec lesquelles ils s'entrecroisent, en y introduisant d'ailleurs de profondes contradictions, avec une dynamique embryonnaire de révolution permanente.

Toutes les contestations religieuses et idéologiques, y compris le socialisme utopique, correspondent en dernière analyse à ces mouvements de révolte réels de paysans libres soumis à tributs et corvées d'Etat, d'esclaves, de serfs, d'artisans et de compagnons d'artisans, et des premiers ancêtres salariés et semi-salariés du prolétariat moderne.

On retrouve dans cette longue série de révoltes des voix qui se sont élevées contre l'inégalité sociale avec plus ou moins de véhémence, s'appuyant sur la mémoire d'une société plus égalitaire. Le mythe ou la légende de "l'âge d'or", d'une société fraternellement unifiée, qui aurait précédé la société divisée en groupes se combattant les uns les autres, inspira le vieux poète grec Hésiode (7e siècle avant notre ère). On retrouve ce thème dans la mythologie de beaucoup de peuples.

La contestation s'est souvent exprimée sous une forme religieuse. Les premiers Pères de l'Eglise chrétienne étaient de fervents "partageux", adversaires de la propriété privée, favorables à la communauté des biens. La fameuse formule "La propriété, c'est le vol", généralement attribuée à Proudhon, qui l'a empruntée au Conventionnel Brissot, provient en réalité de l'évêque de Byzance, Jean Chrysostome ("Jean à la bouche d'or") qui vivait au 3e siècle de notre ère. Ces pères de l'Eglise étaient les héritiers directs de sectes radicales juives, comme les Esséens, qui pullulaient en Palestine après la conquête romaine, et qui étaient elles-mêmes dans la continuation des prophètes hébreux les plus radicaux.

Plus tard nous retrouverons des imprécations violentes contre l'inégalité sociale chez les sectes dissidentes de toutes les grandes religions. Citons notamment les Donatien en Afrique du Nord et les Mazdékéens en Iran. Au cours des guerres de religion des 15e et 16e siècles, la dénonciation de l'inégalité sociale sera particulièrement virulente chez les Hussites de Bohême et les Anabaptistes d'Allemagne. Au cours de la révolution anglaise de 1640-1688, de nombreuses voix, notamment celles des Niveleurs, se sont élevées pour dénoncer l'exploitation des pauvres qui persistait malgré l'extension des droits politiques.

Il serait faux de présenter cette tradition socialiste au sens le plus général du terme, qui s'étend sur des millénaires, comme résultant d'une "subculture des pauvres" qui accompagnerait dans chaque société de classe la culture des riches. D'abord parce que la plupart des auteurs cités ne sont guère des pauvres - généralement non lettrés dans ces sociétés-là - mais proviennent plutôt de fractions des classes possédantes elles-mêmes, ou de groupes intermédiaires d'intellectuels (scribes, prêtres, philosophes, savants). Il serait plus correct de parler d'une idéologie des classes exploitées successives qui se développe à travers l'histoire parallèlement à l'idéologie des classes possédantes, et en opposition à celle-ci, limitée à une minorité réduite de la société.

Mais de ces cris de protestation et de révolte se dégagent petit à petit des modèles systématiques de réorganisation de la société fondée sur la propriété collective. On peut considérer La République du philosophe grec Platon comme l'ancêtre de tels modèles. Le prototype de ces "utopies", c'est cependant l'ouvrage du chancelier d'Angleterre, Thomas More (Morus), exécuté par le roi Henri VIII en 1535, plus tard sanctifié par l'Eglise catholique, ouvrage

appelé justement Utopia (description d'un pays ainsi nommé, où est établie une société communautaire).

Des variantes de cette première utopie, plus ou moins inspirée par elle, ont été rédigées plus tard par l'Italien Campanella (1568-1639) : Civitas Sou (L'Etat du Soleil) ; par l'Anglais James Harrington (1611-1677) : The Commonwealth of Oceana (La Communauté d'Océana), et par les Français Fénelon (1651-1715) : La Télémaque (Les aventures de Télémaque), Jean Meslier (1664-1729) : Le Testament, et Morelly : La Basiliade (1753) et Le Code de la Nature (1754). Ces derniers sont sans doute les deux utopies socialistes les plus significatives, notamment parce que dans Le Code de la Nature, Morelly décrit une société sans Etat où les conditions économiques sont explicitement conçues comme déterminant les conditions politiques. Le Français Mably (1709-1785) sera un inspirateur direct de Charles Fourier.

Tous ces auteurs, de Morus à Mably, ont cependant ceci de commun qu'ils se limitent à décrire sur un plan purement littéraire une société meilleure. Mais après Morelly et Mably, les socialistes utopiques à proprement parler surgissent, qui ne se contentent plus de telles descriptions. Ils les combinent avec un combat pratique pour leur réalisation. Les plus importants parmi eux sont :

- Le comte français de Saint-Simon (1760-1825), plutôt idéologue de la jeune bourgeoisie industrielle que de la classe ouvrière naissante. Il dénonce surtout les méfaits de la monarchie, de la noblesse, du clergé, des banquiers, et des entrepreneurs riches. Il se fait le chantre des "ouvriers", mais cette catégorie réunit chez lui à la fois les ouvriers proprement dits et les entrepreneurs industriels directement engagés dans leurs usines. Il se fait également le chantre du crédit bon marché et de la prise du pouvoir par tous les ouvriers. L'industrie, le travail, voilà la base de tout progrès pour Saint-Simon. Ses disciples joueront un rôle important parmi les politiciens bourgeois libéraux des années 1830-1860 de plusieurs pays.
- L'industriel anglais Robert Owen (1771-1858) était mû par un sentiment profond de révolte contre la misère ouvrière en Grande-Bretagne. Pour y trouver remède, il prôna successivement la législation sociale, la fondation de colonies communistes en Amérique, la centralisation des syndicats anglais en une seule confédération nationale (Grand National Union, 1834) et finalement la création de coopératives ouvrières de production, dont la première fut fondée à Rochester en 1839. C'est surtout en tant que père du mouvement coopératif que Robert Owen est entré dans l'histoire.
- Le petit commerçant français Charles Fourier (1772-1837) et son disciple Victor Considérant, sont des critiques des plus radicaux de la société bourgeoise et de ses fondements derniers : la propriété privée ; la division sociale du travail entre agriculture et industrie (entre ville et campagne) ; la production marchande ; l'économie monétaire, source de vénalité et de corruption universelles ; l'oppression des femmes au sein de la famille patriarcale. Pour lui, la solution de la question sociale réside dans la création de phalanstères, collectivités de producteurs-consommateurs de 1000 à 2000 personnes, se gérant elles-mêmes et travaillant à la fois comme agriculteurs, artisans et artistes. Alors que les autres premiers socialistes fondèrent leurs systèmes exclusivement sur la raison, Fourier, anticipant Freud, la psychologie de l'inconscient et le féminisme radical modernes, attache une grande importance à la satisfaction humaniste et à la sublimation des instincts et des passions dans la consolidation de la société socialiste.
- L'avocat français Etienne Cabet (1788-1856) auquel revient le mérite d'avoir utilisé le premier le terme de communiste pour décrire sa doctrine et la société future. De tous les auteurs énumérés, Cabet exercera l'influence la plus grande en milieu ouvrier pendant sa vie. Son Voyage en Icarie a été lu par des milliers de travailleurs (lui-même estimait avoir fait 200.000 adeptes, chiffre forcément exagéré). Il a profondément marqué la conscience ouvrière en France à la veille de la révolution de 1848. Sa description d'une économie planifiée par l'Etat - opposée à l'économie de marché - exercera une influence directe sur des sociaux-démocrates français comme Louis Blanc et allemands comme Ferdinand Lassalle. Certains y voient même le modèle de la planification bureaucratique stalinienne, telle qu'elle fonctionne encore en URSS et dans d'autres sociétés modelées sur celle de l'URSS.
- Enfin l'ouvrière française Flora Tristan (1803-1844) prône dans L'Union Ouvrière la création de "palais ouvriers" dans toutes les villes, où l'égalité la plus absolue serait réalisée et les deux sexes recevraient une éducation commune. Tristan fit une critique radicale de la condition des femmes à l'époque, les décrivant comme les

"prolétaires des prolétaires mêmes". Ses idées devaient inspirer les tentatives "d'organisation du travail" faite au cours de la révolution de 1848, et Marx prit la défense de son féminisme contre ses critiques.

On le voit, ces auteurs, et d'une manière générale le "socialisme utopique" dans l'ensemble, ne méritent guère le reproche d'avoir eu la tête dans les nuages, d'avoir été détachés de la réalité sociale et économique de leur époque, ou de n'avoir pas eu de préoccupations pratiques. Bien au contraire, ils s'avèrent des critiques lucides de la société bourgeoise, qui saisissent des traits essentiels de son évolution à long terme et de ses contradictions, des anticipateurs encore plus clairvoyants des transformations nécessaires pour l'avènement d'une société sans classes. Marx et Engels leur doivent beaucoup. Ils ont beaucoup appris d'eux. Ils en ont récupéré de nombreuses idées qu'ils ont développées.

Mais le socialisme utopique n'en reste pas moins marqué par de profondes contradictions. Les faiblesses principales du socialisme utopique que les fondateurs du socialisme scientifique ont dû dépasser sont les suivantes :

(a) Le projet de la société socialiste est opposé à la société bourgeoise existante sans rapport avec les acquis et les contradictions de celle-ci. Pour Marx et Engels, l'avènement de la société sans classes résultera (pourra résulter) au contraire de sources économiques (développement des forces productives, socialisation du travail) et socio-politiques (mûrissement et organisation du prolétariat, aboutissement de la lutte entre le Capital et le Travail) jaillissant précisément de ces acquis et de ces contradictions.

(b) Pour les socialistes utopiques, le moteur essentiel de l'avènement de la société nouvelle, c'est l'éducation et la propagande, phénomènes avant tout individuels et superstructurels. Pour autant que l'engagement individuel est censé viser des résultats numériquement plus larges, il est vu comme un phénomène de "propagande par l'action", plus tard récupéré par les groupes révolutionnaires anarchistes et terroristes. De là, l'importance qu'attachent les socialistes utopiques à la réalisation immédiate de "cellules de la société future", coopératives et colonies communistes, etc.

Pour Marx et Engels au contraire, la société bourgeoise ne peut être abolie que dans sa totalité, et non pas usine par usine, village par village, ferme par ferme. Elle réclame donc l'engagement actif de la majorité de la population. Bien que Marx et Engels n'aient point contesté la valeur de démonstration de ces expériences communistes - qui confirment qu'une société sans patrons, sans production marchande et sans argent est possible - ils ont affirmé qu'elles étaient condamnées à l'échec (à être réabsorbées par la société bourgeoise), aussi longtemps qu'elles resteraient isolées.

(c) Les socialistes utopistes exagèrent le poids de la raison (et pour Fourier : de la raison et des passions) dans la détermination des actions de larges masses. Ils ne comprennent pas suffisamment que ce qui peut être déterminant chez des individus pris isolément risque d'être largement neutralisé lorsqu'un grand nombre d'individus agissent ensemble, ne fût-ce que par le jeu des lois de la probabilité (du grand nombre). Des passions diverses et des raisonnements divers s'éliminent les uns les autres comme facteurs déterminants de telles actions. Marx et Engels se fondent dès lors sur les intérêts communs d'individus appartenant à une classe sociale appelée à être majoritaire dans la société bourgeoise pour ouvrir la route à l'avènement de la société socialiste : le prolétariat. Mais cette vision ne marginalise ni l'importance de la propagande et de l'éducation, ni celle de la raison et d'une série de mouvements affectifs dans la lutte pour le socialisme, dans la mesure où toutes ces forces doivent faciliter graduellement, et à des degrés divers, la prise de conscience de ses intérêts de classe par le prolétariat : la conquête de la conscience de classe.

(d) La principale faiblesse des socialistes utopiques, qui découle de toutes les faiblesses précédentes et explique en dernière analyse pourquoi ils étaient condamnés à l'échec, c'est que la société sans classes apparaît chez eux comme octroyée à des masses consentantes ou même récalcitrantes par des régimes essentiellement autoritaires,

voire tyranniques et despotiques. De la République de Platon et de l'Utopie de Morus jusqu'à l'Icarie de Cabet, les philosophes, les sages, les savants, les éducateurs, règnent en maîtres, quelquefois explicitement en dictateurs. La répression, la punition, voire les prisons, l'armée, la guerre, subsistent dans ces utopies. Seuls les phalanstères de Fourier, les coopératives d'Owen et la vision de Tristan constituent une exception honorable - du moins partiellement - à cette règle.

Marx et Engels au contraire conçoivent l'avènement de la société sans classes comme résultant du mouvement réel d'auto-organisation et d'auto-émancipation de la grande masse. "L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes ; prolétaires de tous les pays unissez-vous !" Voilà ce qui résumé l'apport le plus révolutionnaire, le plus nouveau du marxisme à la pensée et à l'histoire humaines, celui qui représente la rupture la plus radicale avec toutes les autres doctrines.

Pour comprendre le socialisme utopique, ses racines, ses acquis et ses insuffisances, il faut expliciter sa nature sociale. Essentiellement, il représente l'expression idéologique d'une révolte contre la société de classe, contre l'inégalité sociale, portée par des classes sociales pré-prolétariennes, qui ne disposent pas encore de la force économique matérielle ou de la cohésion sociale suffisante nécessaires pour assurer durablement la victoire d'un régime sans propriété privée.

En fait, la société divisée en classes n'a pas seulement été contestée au niveau de la critique idéologique. Elle a surtout été contestée en pratique, comme nous l'avons vu, par des révoltes périodiques des exploités et des opprimés. Il ne s'agissait point de mouvements épars de petits groupes de desperados. Il s'agissait de puissants mouvements de masse, entraînant des milliers, quelquefois des millions de personnes, et qui ont à plusieurs reprises arraché la victoire. Mais malgré le courage, le dévouement, l'idéalisme, l'extraordinaire audace de la vision sociale, qui ont caractérisé nombre de ces mouvements, ils ont tous échoué dans ce sens qu'ils n'ont pas réussi à établir durablement une société sans classes. Soit ils ont perdu le pouvoir au profit de leurs ennemis, après l'avoir maintenu pendant plusieurs années (Hussites Tabor ; Anabaptistes à Münster, etc.). Soit en restant au pouvoir, ils ont fini par rétablir fondamentalement un régime de classe analogue à celui qu'ils avaient cherché à renverser (dynasties Han et Tang en Chine).

Un cas particulièrement frappant est celui des Cosaques du Don et de la Crimée. A l'origine, c'était des serfs évadés qui reconquirent leur liberté et reconstituèrent une société tribale indépendante, égalitaire, résistant farouchement à toute tentative des tsars de les soumettre. Ils finirent cependant par devenir l'instrument principal du tsarisme pour soumettre et opprimer les sociétés tribales du Caucase et de Sibérie.

L'échec historique de toutes ces révoltes contre l'inégalité sociale a été expliqué par Marx et Engels sur la base de l'interprétation matérialiste de l'histoire. Dans les conditions concrètes dans lesquelles ces révoltes se déroulèrent, le développement insuffisant des forces productives ne rendit possible que l'alternative suivante : ou bien un "communisme de la misère" auquel tout nouveau progrès économique allait mettre fin ; ou bien le remplacement d'une classe possédante privilégiée par une autre. Ce n'est qu'avec l'essor des forces productives réalisé par le capitalisme que surgit pour la première fois dans l'histoire la possibilité matérielle de l'établissement durable d'une société sans classes à un niveau non de misère mais d'abondance (saturation des besoins fondamentaux).

Les insuffisances et contradictions du socialisme utopique reflètent donc en dernière analyse l'immaturation des conditions matérielles (économiques et sociales) dans lesquelles des classes opprimées pré-prolétariennes ont combattu pour une société sans classes. Son "utopisme" porte en définitive non sur le but à réaliser mais sur les conditions nécessaires à sa réalisation.

Est-ce à dire que dans l'optique du matérialisme historique, les révoltes des exploités, des classes populaires les plus pauvres du passé, étaient condamnables ou du moins inutiles parce qu'utopiques, c'est-à-dire qu'elles ne

pouvaient pas aboutir à l'établissement durable d'une société sans classes ? Pareille version mécaniste d'un "marxisme" vulgaire ne correspond nullement à l'opinion de Marx et d'Engels, - ce que beaucoup de critiques du marxisme reconnaissent d'ailleurs, en y voyant une contradiction entre Marx et Engels "hommes de science" et Marx et Engels "moralistes passionnés de révolution". En fait, il n'y a point de contradiction entre la prise de position inconditionnelle et incontestable de Marx et d'Engels en faveur des Spartacus, en faveur des Jacqueries, en faveur de Thomas Münzer, en faveur de Babeuf, en faveur des Taï-Pings et des Cipayes (Sepoys), et la reconnaissance de l'impossibilité d'un triomphe durable de ces mouvements révolutionnaires.

D'abord, c'est faire preuve d'une optique myope que de croire que seule la conquête du pouvoir peut influencer durablement l'histoire. Même des révolutions défaites ont pu changer le cours de l'histoire, ont pu accélérer la marche des événements, ont pu imposer à leurs propres vainqueurs la réalisation d'une partie de leurs objectifs, si ceux-ci correspondaient à des nécessités historiques, notamment économiques, à l'intérêt d'une majorité de la société, et si les vaincus se battaient avec énergie et obstination pour ces objectifs. L'abolition de l'esclavage malgré la défaite des révoltes d'esclaves ; la réalisation de l'unité allemande malgré la défaite de la révolution de 1848, en fournissent deux exemples frappants.

Ensuite, les révoltes massives et révolutions populaires donnent aux idées - et donc aussi au projet d'une société égalitaire sans classes - une résonance et une force de frappe sans commune mesure avec celles qui résultent de la seule propagande orale et littéraire. Les révolutions populaires du passé, malgré leurs échecs, ont contribué à enrichir le patrimoine socialiste de l'humanité dans une mesure que la seule oeuvre de philosophes et de philanthropes n'aurait jamais pu effectuer. Sans ces révoltes et ces révolutions, le développement du socialisme utopique, le développement du socialisme scientifique et le développement de la conscience de classe prolétarienne, auraient été considérablement retardés.

Finalement, la tâche avec laquelle le prolétariat moderne est confrontée, est la plus difficile qu'une classe sociale ait jamais du réaliser dans l'histoire : construire une société nouvelle sans jamais avoir exercé auparavant ni le pouvoir économique, ni le pouvoir politique, ni le pouvoir culturel-idéologique. La réalisation de cette tâche difficile serait bien plus difficile encore si la lutte d'émancipation du prolétariat ne pouvait se comprendre comme l'héritière légitime, l'exécutrice testamentaire de milliers d'années d'efforts d'émancipation de l'humanité laborieuse, d'efforts non seulement vaincus mais ayant aussi produit de nombreux progrès sociaux réels.

En définitive, ce qui est à la base de cette vision de Marx et d'Engels des révolutions du passé et du socialisme utopique, c'est avant tout une conception complexe dialectique et non linéaire, purement économiste et mécanique, du progrès historique. C'est aussi une constatation qui implique un engagement moral.

Les exploités et les opprimés se sont révoltés, se révoltent et se révolteront de toute façon contre leurs conditions insupportables, quoiqu'en pensent les idéologues ou quoique prédisent des "éducateurs" sur leurs chances de réussite. Le devoir de tout socialiste, de tout homme et de toute femme aimant l'humanité, c'est de combattre à leur côté et de chercher à augmenter au maximum la lucidité et les chances de succès des combattants. Il n'y a rien de romantique dans cet engagement. L'autre terme de l'alternative, c'est de tolérer l'exploitation et l'oppression existantes comme un moindre mal par rapport à l'effort d'émancipation de leurs victimes.

V. La transformation prolétarienne de l'action et de l'organisation révolutionnaires

L'évolution du socialisme utopique avait produit trois figures de proue qui font la transition de la philanthropie et du propagandisme pré-prolétarien à l'action prolétarienne proprement dite : l'Allemand Weitling et les Français Pierre-Joseph Proudhon et Auguste Blanqui. Deux de ces socialistes, Blanqui et Weitling, s'inscrivent cependant moins dans la continuité du socialisme utopique (de laquelle Weitling relève encore en partie) que dans celle de la tradition révolutionnaire issue des révolutions américaine et française.

Au cours de ces révolutions, l'extrême gauche petite-bourgeoise (jacobine) et pré-prolétarienne, incarnée surtout par Sam Adams et Thomas Paine en Amérique et en Angleterre, et par Gracchus Babeuf en France, avait projeté un type d'organisation révolutionnaire qui tendrait à prolonger l'action politique au-delà de la consolidation des principales conquêtes révolutionnaires.

L'agitation de Tom Paine et de ses compagnons déboucha, plus tard, sur la constitution de la London Corresponding Society, dirigée par Thomas Hardy, et de nombreuses associations similaires en Grande-Bretagne, dont la plus importante fut celle des United Irishmen en Irlande, dirigée par Wolfe Tone. Alors que la LCS était strictement légale, les United Irishmen et d'autres groupements de province se constituèrent en ligue secrète. Mais elles avaient toutes ceci de commun que leurs revendications principales furent politiques-démocratiques (la conquête du suffrage universel pour la LCS ; le suffrage universel et l'émancipation nationale pour les United Irishmen). Leurs revendications économiques, favorables aux classes laborieuses, n'allèrent pas au-delà d'une réforme de la société bourgeoise.

Par contre, pour le chef de la Conspiration des Egaux, Babeuf, et pour ses camarades, il s'agissait déjà clairement de la conquête révolutionnaire du pouvoir, et non de la conquête des seules libertés démocratiques. En outre, ils visèrent des buts collectivistes, tendant à satisfaire les revendications économiques et sociales des couches les plus pauvres et les plus exploitées de la population, avant tout le pré-prolétariat (semi-prolétariat) et le prolétariat naissant. Ces organisations révolutionnaires surgirent cependant de manière indépendante de l'auto-organisation des salariés au sens propre du terme.

Les babouvistes essayèrent de s'emparer du pouvoir par un coup d'Etat en pleine contre-révolution thermidorienne, en 1797. Ils furent écrasés par la répression. Babeuf lui-même fut exécuté. Un des survivants de la Conspiration des Egaux, Buonarrotti s'efforça de sauver la continuité des principes et des projets révolutionnaires de Babeuf dans la Société des Saisons, qui apparut à Paris dès la chute des Bourbons, au début des années 1830, et dont Auguste Blanqui fut le leader incontesté.

Blanqui a été le plus grand révolutionnaire français du 19^e siècle. Militant d'une conviction, d'une fermeté, d'un courage et d'une honnêteté inébranlables, il fut comme l'incarnation des aspirations et de l'action révolutionnaires du prolétariat français, avant tout du prolétariat parisien. Il tenta de conquérir le pouvoir par une série de coups d'Etat, fut arrêté à de nombreuses reprises - il passa finalement plus de vingt ans de sa vie en prison -, mais réussit à maintenir la continuité de son organisation clandestine. Lorsqu'éclata la Commune de Paris, en mars 1871, il se trouvait encore en prison, sur le territoire contrôlé par le gouvernement contre-révolutionnaire de Thiers.

Considéré par tous - y compris Karl Marx - comme le dirigeant naturel de la Commune, au sein de laquelle ses partisans constituèrent une minorité regroupée autour de Vaillant, sa libération fut réclamée par la Commune à Thiers en échange de tous les otages pris, y compris l'archevêque de Paris. Thiers refusa, démontrant ainsi à quel point la bourgeoisie française craignait la capacité d'organisation et d'animation du grand révolutionnaire, et les effets de ses dons de dirigeant sur l'issue de la guerre civile. Au cours des années 1880-1890, le courant blanquiste finit par fusionner avec le courant marxiste au cours du processus de création du parti ouvrier socialiste de masse en France.

L'Allemand Wilhelm Weitling, contrairement à Blanqui, était un ouvrier autodidacte, qui arriva à des conclusions

communistes et révolutionnaires non seulement sur la base de l'étude, mais aussi en partant de l'expérience vécue de la condition prolétarienne. Des compagnons-artisans allemands itinérants dans toute l'Europe - qui, grâce à ce mode de vie, purent dépasser les premiers l'horizon localiste et professionnel/corporatiste étroits des premières couches prolétariennes de leur pays - créèrent en 1834 à Paris (sous l'influence de la Société des Saisons blanquiste) une Ligue des Réprochés (Bund der Gedchleten), société secrète de laquelle émergea en 1838 la Ligue des Justes (Bund der Gerechten), dirigée par Weitling. Elle se donna un programme communiste utopique intitulé "L'Humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être".

Cette société secrète abandonna ses projets vagues de lutte pour le pouvoir après l'échec de la conspiration blanquiste de 1839 et s'orienta davantage vers des objectifs d'implantation de coopératives et de colonies communistes, sous l'influence d'Owen et de Cabet. Mais comme ce fut le cas du babouvisme en France, la tradition de l'organisation révolutionnaire clandestine fut maintenue. La Ligue des Justes fut rebaptisée Ligue Communiste (Bund der Kommunisten) en 1847, au moment où Marx et Engels y adhérèrent formellement. (Le Comité de Correspondance Communiste qu'ils avaient constitué au début de 1846 à Bruxelles avait établi dès le début le contact avec la Ligue des Justes).

Les organisations révolutionnaires babouvistes, blanquistes et allemandes représentent un maillon indispensable qui mène des révolutions bourgeoises des 16e, 17e, et 18e siècles à l'action révolutionnaire prolétarienne des 19e et 20e siècles. Leurs acquis principaux furent :

1. La prise de conscience de la nécessité de l'action politique pour la conquête du pouvoir, prise de conscience issue d'une compréhension des principales leçons à tirer précisément des révolutions bourgeoises, sinon de toutes les révolutions de l'histoire. Cette leçon ne fut pas partagée par tous et toutes. Elle ne fut ni largement répandue parmi les adeptes du socialisme, ni largement acceptée au sein de la jeune classe ouvrière salariée. Bien au contraire, dans ces deux milieux prévalut l'apolitisme, soit par scepticisme et dégoût par rapport à l'action politique traditionnelle bourgeoise et petite-bourgeoise ("les ouvriers sont toujours trompés par les politiciens et la politique"), soit par suite d'un bilan lucide mais incomplet tiré des révolutions contemporaines elles-mêmes. En effet, pour la classe ouvrière, celles-ci avaient abouti à la substitution d'un groupe d'exploiteurs par un autre, et nullement à une véritable émancipation. Socialistes utopiques et ouvriers en voie d'auto-organisation en tirèrent la conclusion que l'action politique était décevante et inutile : il fallait concentrer l'effort sur l'émancipation économique. Le type d'organisation devait être adapté à ce but. Babeuf, Blanqui, Weitling au contraire comprirent, à des degrés divers, le rôle-clé que le pouvoir politique joue dans la consolidation de l'exploitation que subissent prolétaires et pré-prolétaires. Pour cette raison, ils prônèrent une action politique d'un type nouveau, révolutionnaire prolétarienne, en vue de renverser l'Etat bourgeois. Ils adaptèrent la forme d'organisation au but à atteindre.
2. La défense de l'organisation révolutionnaire d'avant-garde. Partant d'une sensibilité aiguë de la force et de l'efficacité de l'appareil de répression bourgeois et des capacités contre-révolutionnaires de la bourgeoisie, Babeuf, Blanqui et Weitling étaient convaincus que seul un noyau de révolutionnaires profondément motivés, endurcis, disciplinés, pouvait venir à bout de cet ennemi puissant. Pour eux, la principale leçon à tirer de la défaite politique du "Quatrième Etat" au cours de la révolution française et au lendemain de 1830, n'était pas l'inutilité des révolutions populaires prétendument condamnées à la défaite, mais l'inévitabilité de la défaite des classes populaires si elles affrontent les riches sans direction et organisation de fer. Ils étaient convaincus que dirigées par une telle minorité bien préparée à sa tâche historique, les classes populaires pouvaient triompher dans les explosions révolutionnaires de l'avenir. Dans ce sens, Babeuf et surtout Blanqui sont les précurseurs manifestes du concept léniniste de "révolutionnaires professionnels".
3. La défense de la tradition et de la continuité révolutionnaires. Thermidor, le Consulat et l'Empire, succédant aux avancées de la grande révolution française entre 1789 et 1793, avaient provoqué une immense déception au sein des masses populaires et de l'intelligentsia progressiste en France et en Europe, comparable en certains points aux vagues de désillusion, de scepticisme, de cynisme et de "reprivatisation" qu'on observa après la défaite des révolutions de 1848-1850, après la prise de conscience de la réalité du Thermidor en URSS au cours des années 1930 et 1940, et après le reflux de l'espoir de révolution en Europe à partir de 1975-1976. Des

intellectuels parmi les plus représentatifs de leur époque, tels le philosophe allemand Kant et le poète anglais Wordsworth, qui avaient été des partisans enthousiastes de la révolution, se transformèrent en adversaires réactionnaires de celle-ci. Il y eut cependant des exceptions tel le poète anglais Shelley qui resta un révolutionnaire convaincu.

Parmi les démocrates radicaux engagés dans l'action politique, parmi les salariés engagés dans l'action syndicale, cette vague de réaction idéologique provoqua généralement un reflux vers des conceptions purement légalistes et réformistes (gradualistes) de l'action et de l'organisation. Face à cette vague d'adaptation capitulaire à l'idéologie de la classe dominante, les premiers noyaux révolutionnaires pré-prolétariens et prolétariens maintinrent la tradition révolutionnaire du 18^e siècle, en y incorporant le maximum d'auto-critique qui était à la portée des révolutionnaires de cette époque. Cette continuité facilita énormément l'émergence d'une nouvelle conception et tradition révolutionnaires, purement prolétariennes, à partir de la révolution de 1848.

Mais, simultanément avec leurs mérites, on doit souligner les lacunes des projets révolutionnaires de Babeuf, de Blanqui et de Weitling :

(a) La lutte pour le pouvoir politique est conçue essentiellement comme émanant d'une minorité, et même d'une minorité très réduite de la société et des classes populaires elles-mêmes. De là le caractère forcément conspiratif et violent de l'action révolutionnaire envisagée, la "technique du coup d'Etat" prenant le pas sur l'action politique de masse proprement dite. La lutte acquiert de ce fait un caractère putschiste et utopique, la capacité d'un petit groupe de conspirateurs d'éliminer d'un seul coup le puissant appareil de répression d'Etats comme l'Etat français ou l'Etat prussien étant fort réduite.

(b) L'organisation révolutionnaire prônée pour ce genre d'activité politique est forcément clandestine et élitiste, résultant d'une sélection sévère à laquelle peu d'individus résistent à la longue. La nature réduite et secrète de l'organisation renforce à son tour la nature putschiste de l'action, et la tendance à négliger sa connection avec de larges mouvements spontanés des masses, avec les luttes de classe économiques, etc.

(c) Organisation essentiellement clandestine et action essentiellement insurrectionnelle débouchent sur une vision nettement élitiste et autoritaire de l'Etat qui émerge de la victoire révolutionnaire. Il s'agit d'un pouvoir au service du peuple, pour le peuple, mais pas exercé directement par le peuple (Weitling, plus directement prolétarien que Blanqui, était plus prudent en la matière). De nouveau, le lien avec le mouvement d'émancipation réel des salariés n'est pas établi, ou l'est insuffisamment.

(d) Les buts économiques et sociaux à atteindre par la révolution restent imprécis (surtout chez Blanqui) ou utopiques (chez Weitling), vu l'absence de connaissances économiques suffisantes et surtout étant donnée une analyse insuffisante de la nature du capitalisme et de ses contradictions. De ce point de vue, Babeuf, Blanqui et Weitling restent même en-deçà des socialistes utopiques ou des économistes post-ricardiens les plus audacieux.

Ces faiblesses et ces lacunes des premiers noyaux révolutionnaires pré-prolétariens et prolétariens s'expliquent en dernière analyse par leur nature sociale et le contexte dans lequel ils se développent. Il s'agit d'organisations émanant du prolétariat pré-industriel, artisanal et manufacturier, qui n'ont pas encore pu généraliser, voire appréhender les premières expériences de lutte et d'organisation de masse du prolétariat industriel proprement dit. En fait, ils s'efforcent de combiner la tradition jacobine petite-bourgeoise des grandes révolutions du 18^e siècle avec l'expérience d'organisation du prolétariat pré-industriel, non de tirer des conclusions des premières expériences révolutionnaires du prolétariat industriel lui-même.

Marx et Engels ont dû dépasser ces lacunes de manière systématique, en élaborant leurs propres conceptions de

l'organisation et de l'action révolutionnaires du prolétariat, débouchant après la révolution de 1848-1850, sur une conception propre de la révolution prolétarienne :

(a) L'action politique révolutionnaire - la lutte pour la conquête du pouvoir - est conçue comme devant résulter pour l'essentiel de l'action de larges masses, celle des salariés et de leurs alliés directs, mais avant tout celle des prolétaires eux-mêmes. Le potentiel économique des salariés est déterminant ("Alle Rader steken still, wenn Dein Starker Arm es will" : Toutes les roues s'arrêtent quand le bras fort le veut) ; leur renforcement numérique, jusqu'à ce qu'ils deviennent la majorité de la nation, est vu comme une des pré-conditions essentielles de la victoire durable de la révolution.

(b) De ce fait, l'organisation politique légale - la constitution du prolétariat en tant que parti politique indépendant de la bourgeoisie et de la démocratie petite-bourgeoise - est considérée comme un élément essentiel dans la victoire révolutionnaire. L'organisation de sociétés secrètes est déconsidérée, sauf en conditions de répression extrême, et même dans ce cas seulement à des fins de maintien de la continuité, non comme instrument de la prise du pouvoir. Le putschisme est résolument condamné.

(c) Le projet d'auto-organisation du prolétariat à la fois pour se préparer à l'exercice du pouvoir, pour conquérir le pouvoir et pour exercer celui-ci, est mis en avant comme prioritaire. L'élitisme et l'autoritarisme sont écartés, de même qu'une vision par trop "instrumentaliste" de l'Etat. Alors que Babeuf et Blanqui étaient plutôt partisans d'un Etat fort dans la tradition jacobine, Marx et Engels, sous l'influence de la révolution de 1848-1850, et surtout sous celle de la Commune de Paris, vont prôner le concept de la destruction de la machine de l'Etat, et de la dictature du prolétariat - ce concept vient de Blanqui - comme un Etat qui commence à dépérir dès sa naissance.

(d) Emancipation politique (révolution politique) et émancipation économique et sociale sont étroitement combinées chez Marx et Engels. Le programme de la prise du pouvoir révolutionnaire est, dès Le Manifeste Communiste, lié à une série de transformations économiques et sociales qui doivent permettre aux producteurs de se libérer des chaînes de la condition prolétarienne, de jouir des conditions matérielles indispensables à l'exercice du pouvoir et au développement de toutes leurs capacités individuelles. Sans la réalisation de ces conditions socio-économiques, l'avènement d'une véritable société sans classes reste utopique.

Ce dépassement des conceptions révolutionnaires des premiers noyaux prolétariens pré-industriels par Marx et Engels n'est pas seulement le produit d'une expérience révolutionnaire plus ample et d'une compréhension plus profonde de la dynamique de la société bourgeoise, des conditions de victoire du socialisme, c'est-à-dire de tout l'acquis du matérialisme historique. Il correspond manifestement aussi à l'intérêt de classe du prolétariat, dont il exprime la mentalité propre.

VI. La fusion du mouvement ouvrier réel et du socialisme scientifique

L'organisation de masse des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes naît en Grande-Bretagne, berceau de la révolution industrielle et de la grande industrie. En fait, elle est antérieure à l'extension des grandes usines. Elle date déjà de la deuxième moitié du 18^e siècle, au cours de laquelle le prolétariat britannique est encore avant tout artisanal, manufacturier et agricole.

Sa forme d'organisation principale est celle des associations de compagnons d'artisans (compagnonnages) qui constituent véritablement un pont entre les corporations semi-féodales et le syndicalisme moderne. Elles reflètent le passé par leur étroitesse d'esprit et d'intérêts, leur localisme et leur corporatisme. Elles annoncent l'avenir par leurs formes de lutte principales qui incluent déjà les grèves et les actions contre les briseurs de grève, leur solidarité tenace, leur effort de conquérir un minimum de force financière d'auto-défense, et leurs statuts et leur esprit de plus en plus démocratiques : assemblées générales, élection des dirigeants, constitution de comités, contrôle de la trésorerie, etc.

Le patronat britannique prit peur de ces associations et de ces grèves, surtout vu le caractère politique turbulent de l'époque, l'impopularité des guerres contre la révolution française, l'influence des associations pro-jacobines comme la London Corresponding Society. Par une loi de 1799, les coalitions ouvrières furent interdites. En France, en pleine révolution, une interdiction similaire s'était produite par le vote de la Loi Le Chapelier en 1791, ce qui confirmait bien le caractère bourgeois de la grande révolution française.

Le vote de cette loi entrava l'organisation du jeune prolétariat anglais mais ne l'empêcha point. Il l'obligea à passer à la clandestinité, et donna aux luttes de défense des intérêts matériels des travailleurs un caractère plus violent. Celui-ci apparut d'abord dans le mouvement des Luddistes (1811-1812), centré surtout sur la région de Nottingham, remarquablement organisé et quasi-impénétrable aux flics, mouchards et briseurs de grève. Contrairement à une légende répandue par l'ennemi de classe, les Luddistes n'étaient nullement des adversaires de principe des machines.

Le but de leurs actions n'était point l'élimination des machines de l'industrie textile, mais bien l'augmentation des salaires, la lutte contre la vie chère et le chômage, et autres objectifs classiques des premiers syndicats. La tactique de rendre inutilisables les machines s'imposa parce que les travailleurs louaient encore pour l'essentiel les machines aux patrons pour les utiliser chez eux. Dans ces conditions, le fait de rendre les machines inutilisables fut considéré comme un moyen efficace de combattre les briseurs de grève, le seul moyen de rendre la grève vraiment générale. La bourgeoisie anglaise fut tellement effrayée par les "briseurs de machines" qu'elle fit voter une loi sanctionnant ce "crime" de la peine de mort.

Après la chute de Napoléon et le rétablissement de la paix, il y eut une longue dépression économique en Grande-Bretagne qui condamna des centaines de milliers d'ouvriers au chômage, fit baisser fortement les salaires et provoqua de violentes émeutes de la faim. Comme ces émeutes se combinèrent avec une reprise de l'agitation pour le suffrage universel, la bourgeoisie redoubla la répression. Une grande manifestation eut lieu à St Peter's Field, près de Manchester, en 1819 ; elle fut réprimée dans le sang par le duc de Wellington, vainqueur de la bataille de Waterloo, ce qui amena les pamphlétaires radicaux à la rebaptiser "massacre de Peterloo". Beaucoup d'historiens considèrent ce massacre comme l'étincelle qui fit naître le mouvement ouvrier moderne en Grande-Bretagne.

Celui-ci suivit dès ce moment une double trajectoire. D'une part, les syndicats clandestins et semi-légaux se multiplièrent, de même que les grèves économiques. La pression contre la Loi sur les Coalitions s'amplifia de plus en plus, y compris parmi les patrons les plus intelligents, qui comprirent qu'il était préférable d'avoir en face d'eux des interlocuteurs représentatifs et légaux en cas de grève, avec lesquels on pouvait négocier une fin rapide de celle-ci, plutôt que de voir les grèves traîner en longueur. La loi fut finalement supprimée en 1825. Les associations professionnelles ouvrières prirent systématiquement le nom de Trades unions (union des métiers) dès les années 1824-1825. Elles dépassèrent rapidement leur caractère localiste et corporatiste le plus étroit.

D'autre part, l'agitation de William Cobbett dans la période de 1815-1819, qui avait débouché sur le rassemblement de Peterloo, fut relayée en 1830-1832 par une nouvelle campagne en faveur du suffrage universel, qui déboucha cette fois sur le Reform Bill de 1832, loi rédigée par les Libéraux qui accroissait la représentation des villes. Après l'échec des Libéraux au Parlement, cette agitation allait conduire à la création du premier parti ouvrier de masse, le

parti chartiste. Celui-ci emprunta à l'agitation des années 1815-1819 la pétition de masse comme principal moyen de combat. Il s'agissait de collecter des signatures en faveur d'une Charte réclamant le suffrage universel. Commencée en 1837-1838, cette agitation débuta par une impressionnante manifestation à Glasgow, en Ecosse, rassemblant 150.000 personnes. Dans cette ville, la fusion des luttes économiques et de la lutte politique de la classe ouvrière avait d'ailleurs connu une première réussite dès 1819-1820, avec une grève de 60.000 ouvriers en faveur du suffrage universel, surtout des ouvriers mineurs.

Simultanément, sur le continent européen et aux Etats-Unis, se produisirent également les premières tentatives d'organisation et d'action autonomes de la classe ouvrière. Des artisans de Philadelphie, aux Etats-Unis, constituèrent en 1828 le premier petit parti ouvrier de l'histoire. En 1831 se produisit dans les faubourgs ouvriers de Lyon, capitale de l'industrie française de la soie, la première insurrection purement ouvrière, celle des "canuts", des tisserands de la Croix-Rousse, qui s'emparèrent de la ville pendant plusieurs jours. En 1844 se produisit la révolte des tisserands de Silésie en Allemagne, immortalisée par le grand poète Heinrich Heine.

En Belgique, pays le plus industrialisé du continent européen, les ouvriers des filatures de textile de Gand essayèrent de constituer des syndicats dès 1810-1815. Au lendemain de la révolution de 1830, des pétitions furent envoyées à la Chambre par des ouvriers gantois, réclamant le suffrage universel, la liberté d'association, la liberté intégrale de la presse, un impôt sur les héritages. Elle fut appuyée par des ouvriers de Bruxelles et de Liège. En 1836 eut lieu le premier meeting politique ouvrier à Bruxelles, impulsé par Jacob Kats, auteur du premier catéchisme ouvrier qui a incontestablement influencé les jeunes auteurs du Manifeste Communiste, rédigé à Bruxelles.

Finalement, il faut signaler l'apparition, parmi les sectes socialistes utopiques du courant de Proudhon en France qui, en contraste avec les courants saint-simoniens, fouriéristes et owenistes, est d'origine purement ouvrière. Proudhon était, comme Weitling, un ouvrier autodidacte, fût-ce un ouvrier artisanal. Venu plus tard que ses grands ancêtres sur la scène historique, il s'efforça comme Marx et Engels d'incorporer des conclusions tirées de la philosophie allemande classique et de l'économie politique anglaise dans la doctrine socialiste. Mais il le fit sur la base de connaissances insuffisantes et mal assimilées, avec un manque de maturité scientifique évident, qui reflétait en dernière analyse la situation sociale particulière de l'artisanat et du pré-prolétariat français.

Il s'agissait pour lui d'émanciper l'ouvrier/artisan de la domination de l'argent (du capital), sans abolir la production marchande et la concurrence : illusion typiquement artisanale/petite-bourgeoise. Si on a présenté quelquefois Proudhon, non sans raison, comme le père de l'idée d'auto-gestion ouvrière, l'impasse du "socialisme de marché", manifeste en Yougoslavie depuis les années 1970, est déjà esquissée en puissance dans ses idées. Il en va de même du risque politique et social qui accompagne cette impasse économique : le risque de fractionner la classe ouvrière en groupes s'opposant les uns aux autres à travers la concurrence, leurs revenus monétaires dépendant des réussites sur le marché.

Malgré leur très grande diversité, toutes ces tentatives initiales d'action et d'organisation autonomes des travailleurs/producteurs directs ont un certain nombre de traits communs qui en font les véritables initiateurs du mouvement ouvrier moderne. Celui-ci est donc né avant Marx et Engels et indépendamment d'eux, de même qu'il est né indépendamment de l'action de tout agitateur ou "théoricien" (utopiste) intellectuel. Il est le produit direct de l'exploitation et de la misère subie par les ouvriers du fait du régime capitaliste, le produit immédiat de la société bourgeoise.

S'il faut rendre quelqu'un "responsable" de la lutte de classe ouvrière, ce responsable c'est le patronat, c'est-à-dire la lutte de classe quotidienne, permanente, impitoyable que le Capital et son Etat mènent contre le Travail salarié.

Le grand mérite des premières actions et organisations des travailleurs salariés mentionnées, c'est la conquête de l'indépendance de classe, la prise de conscience de la nécessité pour les ouvriers de s'organiser entre eux,

séparément des patrons grands ou petits, en vue de défendre leurs propres intérêts qui sont différents de ceux de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, y compris de son aile politique la plus radicale. Ainsi des milliers d'ouvriers ont-ils atteint un premier niveau de conscience de classe : la conscience de classe économique, syndicaliste, qu'il faut considérer comme un énorme pas en avant dès lors qu'elle acquiert un caractère massif et permanent, par rapport à la situation atomisée et désorganisée de l'existence et de la première résistance ouvrière.

Enfin, de ces premières tentatives d'action collective et d'organisation permanente de la classe ouvrière se dégagent les formes de lutte essentielles du prolétariat, qui marquent sa lutte de classe jusqu'aujourd'hui dans le monde entier : grèves et formes d'organisation adéquate au succès des grèves (constitution de caisses d'entraide et de résistance ; piquets de grève ; propagande et action contre les briseurs de grève ; éducation de solidarité collective, etc.) ; manifestations et cortèges de masse ; assemblées et meetings de masse ; presse de masse (en Angleterre, un des premiers propagandistes politiques de la classe ouvrière et précurseur du chartisme, William Cobbett, publia en 1816 un numéro spécial de son journal *Political Register*, tiré à 200 000 exemplaires, contenant sa "Lettre aux Manoeuvres et Ouvriers salariés") ; pétitions et agitations les plus diverses en faveur du suffrage universel et de la généralisation des libertés démocratiques, etc. Mais ces premières manifestations d'action et d'organisation de classe indépendantes des travailleurs salariés eux-mêmes sont aussi marquées par une série de faiblesses qui leur sont pratiquement communes à toutes :

(a) L'action et l'organisation sont discontinues. Même les premiers syndicats, à l'exception de quelques syndicats de corps de métiers très qualifiés, disposant d'un monopole de fait sur un marché du travail très étroit, et défendant celui-ci souvent avec des méthodes corporatistes contre l'accès d'autres ouvriers et ouvrières, notamment en cherchant à exclure les femmes des emplois qualifiés permanents, ne durent guère longtemps. Ces syndicats ont tendance à se renforcer en période de haute conjoncture et à disparaître en période de crise et de chômage. Les luttes amples et violentes coïncident plutôt avec les périodes de crise et s'atténuent en période de haute conjoncture. Au caractère discontinu de l'organisation correspondent généralement son caractère géographiquement fragmenté, surtout local ou régional. Seuls les chartistes apparaissent comme un mouvement de classe vraiment national.

(b) L'action et l'organisation sont largement minoritaires. Elles n'englobent encore qu'une infime fraction de l'ensemble du prolétariat. Du même fait, elles ont tendance à refléter des particularités de groupes distincts, tant dans leurs revendications que dans leur moyen d'agir, plutôt que d'être l'expression de ce qui est commun à toute la classe.

(c) Si leurs revendications expriment en général des intérêts réels des travailleurs, il s'agit le plus souvent d'intérêts immédiats ou à moyen terme. Lorsqu'une tentative est faite pour esquisser un "programme maximum", c'est-à-dire pour projeter l'image d'une société dans laquelle l'exploitation de l'homme par l'homme serait supprimée, cela se fait en général en termes vagues et insuffisants, en empruntant des idées soit aux socialistes utopistes, soit aux économistes post-ricardiens les plus critiques, soit quelquefois à des charlatans purs et simples.

(d) Si la conquête de l'indépendance de classe est presque totale sur le plan de la lutte et de l'organisation économiques, au sein des premiers syndicats véritables (le cas des premières coopératives est déjà plus complexe), il n'en est pas de même dans le domaine de la lutte et de l'organisation politiques. La séparation de la démocratie prolétarienne par rapport à la démocratie petite-bourgeoise est un processus extrêmement compliqué, discontinu, irrégulier, passant par des hauts et des bas successifs, connaissant des avatars et des rechutes multiples vers des organisations multiclassistes.

Le cas le plus typique est celui de l'Angleterre, où les ouvriers les plus actifs politiquement appuyèrent d'abord l'agitation petite-bourgeoise en faveur du suffrage universel, puis la lutte du parti libéral Whig en faveur de la Reform Bill, puis constituèrent leur parti politique indépendant avec le chartisme, pour retomber dès les années 1850, et ce pour une longue période, en dépendance politique du parti libéral.

Il en fut de même pendant près de deux décennies en Allemagne, où le premier parti ouvrier indépendant permanent ne fut constitué par Ferdinand Lassalle qu'en 1863, fondé sur la revendication du suffrage universel ; ce parti fusionna avec le parti dit marxiste de Liebknecht et Bebel en 1875.

En France et en Belgique, il fallut attendre encore plus longtemps avant que ne se constituent des partis ouvriers indépendants de masse durables. Aux Etats-Unis et dans d'autres pays où le mouvement syndical est puissant, comme l'Argentine, ce deuxième stade de la conscience de classe du prolétariat n'a pas encore été conquis de nos jours.

Marx et Engels ont entrepris un effort gigantesque et permanent, qui s'étend sur un demi-siècle, pour venir à bout de ces faiblesses. Ils y ont finalement largement réussi, du moins dans un nombre important de pays (tous les pays industrialisés au 19e siècle sauf les Etats-Unis). On peut caractériser cet effort comme une fusion graduelle, progressive du mouvement d'organisation et d'action réel du prolétariat avec les acquis principaux du socialisme scientifique, tels qu'ils étaient accessibles aux larges masses (pas avec tous les éléments de la doctrine marxiste) :

(a) Marx et Engels participèrent à la lutte pour faire accepter l'organisation syndicale permanente comme forme d'organisation élémentaire indispensable à la lutte d'émancipation de la classe ouvrière. Ils durent s'opposer à ce sujet à l'influence sectaire de nombreuses tendances : proudhoniens, post-ricardiens, certaines tendances coopératives et communistes dogmatiques ; plus tard, certaines tendances anarchistes/libertaires.

(b) Marx et Engels firent accepter le principe de l'organisation politique indépendante (du parti politique indépendant) de la classe ouvrière, et de sa participation, partout où c'était possible, aux luttes politiques légales courantes de chaque pays, y compris (mais pas seulement) aux élections. Si en ce qui concerne la généralisation de l'organisation syndicale, leur rôle a été celui d'un stimulant, en ce qui concerne l'organisation politique indépendante, ils ont joué un rôle moteur essentiel, même si en Allemagne la première initiative réussie est venue de Lassalle.

(c) Ils se sont efforcés d'unifier le mouvement ouvrier au-delà des barrières syndicales/politiques, nationales/ethniques, raciales/continentales et entre ouvriers et ouvrières. La fondation de l'Association Internationale des Travailleurs (Première Internationale) en 1863 fut le premier aboutissement de ces efforts. Elle réunit, outre les syndicats britanniques de l'époque, les premiers partis et noyaux ouvriers allemands, suisses, belges, italiens, espagnols, français etc., ainsi que des groupes ou correspondants socialistes aux Etats-Unis (essentiellement composés d'immigrés allemands), en Pologne, en Russie, en Uruguay, en Argentine, à Cuba, au Mexique, etc. Cet effort d'unification était fondé sur des concepts d'organisation démocratiques-pluralistes, sans lesquels il aurait été irréalisable.

(d) Ils lui ont donné des buts à long terme clairs et précis, communs à la grande majorité des organisations ouvrières vers la fin du 19e siècle : l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange ; la création d'une société sans classes ; la démocratie ouvrière fondée sur l'auto-organisation du prolétariat ("l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes").

(e) Ils ont établi une perspective claire et simple pour atteindre ce but, perspective acceptée par des millions de travailleurs de par le monde au début du 20e siècle : organisation de plus en plus ample des masses ouvrières dans des syndicats et des partis (accessoirement aussi des coopératives, des caisses de maladie) ; éducation de plus en plus efficace de ces masses grâce à la propagande, l'agitation et l'action de masse ; déclenchement de luttes de plus en plus massives et de plus en plus généralisées, partant des points de départ les plus divers (revendications démocratiques, nationales, économiques, anti-guerre, etc.), et articulation de ces luttes avec les contradictions et crises internes du mode de production capitaliste, jusqu'à ce que toute cette avalanche déclenche une lutte pour la conquête du pouvoir s'identifiant avec une révolution sociale (une transformation profonde du régime de propriété et des rapports de production).

(f) Ils ont fourni une analyse théorique scientifique des lois de développement et des contradictions internes du mode de production capitaliste, qui sous-tend toute cette perspective, qui explique pourquoi des crises pré-révolutionnaires et révolutionnaires deviennent à la longue inévitables au sein de ce régime.

(g) Ils ont du même fait permis une intégration entre la lutte des travailleurs pour l'amélioration immédiate de leur sort, et leur poussée vers une transformation radicale de la société. De ce fait, l'unification entre le mouvement et l'organisation réels de la classe (qui vise toujours des objectifs immédiats) et le but socialiste/communiste, devenait de plus en plus une réalité. Cela donnait une extraordinaire confiance en elle-même à la classe ouvrière, qui avait le sentiment de marcher de succès en succès, de manière quasi-irrésistible. L'essor formidable du mouvement ouvrier dans la période 1890-années 1920 (en Espagne, en France et aux Etats-Unis, le point culminant sera atteint au cours des années 1930) est le reflet de cette auto-confiance.

Rétrospectivement, nous pouvons constater que si cette unification à assuré un premier essor impressionnant au mouvement ouvrier organisé, il était insuffisant pour assurer la victoire de révolutions prolétariennes. Mais il était indispensable pour que les conditions nécessaires à cette victoire se créent.

VII. L'itinéraire personnel de Marx et d'Engels

Le marxisme est un produit de son époque. Mais il n'en est ni un produit spontané ni un produit automatique. Pour que la transformation des sciences sociales, l'évolution du socialisme utopique vers le socialisme scientifique, la transcendance de la pratique et de l'organisation révolutionnaires petites-bourgeoises et pré-prolétariennes en pratiques et organisations révolutionnaires prolétariennes s'effectuent dans les faits, au moment où elles se sont effectuées, le rôle de deux individus, Karl Marx et Friedrich Engels, a été déterminant.

Ils ont certes pu jouer ce rôle parce que "l'histoire avait besoin d'eux", c'est-à-dire parce que leur activité correspondait à une nécessité ressentie par beaucoup de personnes (avant tout des prolétaires, mais aussi d'autres socialistes/communistes de l'époque), ce qui est confirmé par le fait que des tentatives allant dans le même sens ont été entreprises par d'autres qu'eux, parce que ces efforts de synthèse étaient dans l'air (du temps). Néanmoins, la manière précise dont ces synthèses et transcurrences ont été réalisées, leur contenu et leur dynamique exacts, dépendent dans une large mesure de la personnalité propre de ces deux fondateurs du marxisme. Comme c'est le plus souvent le cas, la "nécessité historique" est filtrée par des personnalités déterminées, qui ne peuvent pas la faire dévier de son cours fondamental, mais qui peuvent la marquer jusqu'à un certain point de leur empreinte, de leurs caractéristiques individuelles.

Ni Marx ni Engels ne furent des prolétaires. Le premier est le fils d'une famille de la petite-bourgeoisie cossue. Il est né en 1818 : son père était un avocat libéral influent dans la ville rhénane de Trèves (Trier), descendant d'une vieille famille de rabbins, mais converti au christianisme pour des raisons de convenance personnelle et non de conviction. Du côté de sa mère et du côté de sa femme, Jennie von Westfalen, Marx était plutôt lié à la grande bourgeoisie qu'aux classes laborieuses. Son évolution vers le communisme n'est donc point déterminée par une expérience immédiatement vécue, ou par ses propres conditions d'existence misérables (qui sont postérieures à cette adhésion, et se situent essentiellement durant son deuxième exil à Londres, au cours des années 1850 et 1860 ; au cours des années 1870, sa situation matérielle s'améliore). Elle est essentiellement déterminée par le résultat d'un travail intellectuel et par des motivations morales.

Cela est encore plus vrai pour Friedrich Engels. Né en 1820, il provient d'une famille bourgeoise d'industriels du

textile de Barmen, dans la Ruhr. Il vécut la plus grande partie de sa vie comme gérant d'une usine textile que sa famille possédait en Angleterre. Il vécut une vie confortable et laissa une importante fortune au moment de sa mort en 1895. Chez lui aussi, l'itinéraire vers le communisme est avant tout intellectuel et moral.

Mais chez les deux penseurs, l'évolution, la prise de conscience progressive, ne résulte pas d'un effort intellectuel détaché de la réalité conflictuelle courante. Leur motivation non seulement scientifique mais aussi morale provient justement d'une confrontation avec des situations sociales - misère ouvrière, révoltes ouvrières, luttes politiques - qui se développent devant leurs yeux et qui les influencent profondément. Elle résulte de ce fait aussi d'un engagement, celui de ne pas se comporter de manière purement interprétative, donc quiétiste et passive, devant la misère humaine en général et la "question sociale" en particulier. Marx et Engels se sont rapidement décidés à agir, à mettre leur activité en conformité avec leurs convictions, à tendre vers cette unité de la théorie et de la pratique qui devient à la fois un critère épistémologique (seule la pratique peut en dernière analyse confirmer le contenu de vérité d'une théorie) et une obligation morale.

Leur engagement pour et dans le mouvement ouvrier devient d'ailleurs la précondition pour qu'ils puissent effectuer la plus importante de leurs contributions à l'histoire : la fusion progressive du mouvement réel d'émancipation des travailleurs et des principaux acquis du socialisme scientifique.

De ce fait, l'itinéraire individuel de Marx et d'Engels s'entrecroise avec une série de rencontres, d'appréhensions de situations et de conflits, qui les orientent et les ré-orientent successivement. Jointes aux résultats de leurs analyses scientifiques critiques - c'est-à-dire d'un examen critique des données des principales sciences sociales de leur époque - ces rencontres détermineront leurs prises de position théoriques-politiques et l'évolution de celles-ci, du néo-hégélianisme au radicalisme politique petit-bourgeois, de la démocratie petite-bourgeoise au socialisme/communisme, et du communisme rudimentaire au socialisme/communisme scientifique et révolutionnaire de leur maturité.

(a) La rencontre avec la condition prolétarienne, avec la misère ouvrière. Elle se situe dès le début de l'activité journalistique de Marx comme rédacteur (ensuite rédacteur-en-chef) de la Gazette rhénane (Rheinische Zeitung) dès le lendemain de ses études universitaires, en 1842. Elle est encore plus nette chez Engels, confronté avec la condition ouvrière en Angleterre, dès son arrivée dans ce pays. Il en résultera la première oeuvre majeure des deux jeunes penseurs, La Situation de la Classe Ouvrière en Angleterre (1845) (Die Lage der Arbeitenden Klasse in England).

(b) La rencontre avec la résistance et l'organisation prolétariennes. Elle se situe essentiellement durant le premier exil de Marx à Paris, puis à Bruxelles, le contact avec des associations ouvrières à Paris et à Gand, mais surtout le contact avec les ouvriers de la Ligue des Justes à Paris, à Londres et à Bruxelles, dans les années 1846-1847. Chez Engels, le contact avec les groupements chartistes et des groupes ouvriers syndicalistes dans la région de Manchester sera déterminant, de même que des contacts plus épars avec des groupes ouvriers de la Ligue des Justes dans la Ruhr, le tout dans la période 1844-1847. Les deux fondateurs du marxisme seront en outre fort marqués par des explosions ouvrières contemporaines, avant tout la révolte des tisserands de Silésie de 1844.

(c) L'expérience directe de la révolution de 1848-1850, acquise grâce à la participation personnelle et active de Marx et Engels aux développements de la révolution en Allemagne, et à la manière directe et rapide dont ils suivirent les développements de la révolution en France, en Autriche, en Hongrie, en Italie, etc. C'est seulement après l'insurrection prolétarienne de juin 1848 et le bilan qu'ils tirent du rôle contre-révolutionnaire de la bourgeoisie allemande qu'ils arrivent à mettre au point une stratégie de prise du pouvoir fondée sur une logique de révolution permanente, en 1850.

(d) L'expérience d'une organisation révolutionnaire prolétarienne vivante - la Ligue des Communistes - entre 1847 et

les premières années du deuxième exil de Marx à Londres. Cette expérience rendit beaucoup plus concrète la vision des deux amis de l'organisation prolétarienne, et les prépara et arma à comprendre les problèmes politico-organisationnels avec lesquels ils allaient être confrontés au cours des années 1860-1870 et ultérieures.

(e) L'expérience de l'Association Internationale des Travailleurs entre 1863 et 1873, et surtout l'effort pour y impliquer les syndicats anglais. Ce fut la première rencontre réelle de Marx et d'Engels avec des organisations de masse de la classe ouvrière et avec un milieu ouvrier idéologiquement et politiquement très diversifié, c'est-à-dire avec les problèmes du pluralisme et de la démocratie ouvrières.

(f) La rencontre, à partir des années 1860 mais surtout au cours des années 1870, avec de nouveaux progrès des sciences ethnologiques et naturelles - surtout à travers Darwin et Morgan - ce qui permet à Marx et Engels d'affiner leur conception du matérialisme historique.

(g) L'expérience de la Commune de Paris, qui fut sans doute la plus importante expérience politique durant la vie de Marx et d'Engels, celle qui contribua le plus à clarifier leur vision à la fois de la question théorique-politique de l'Etat, et de la question capitale des objectifs politiques de la révolution prolétarienne : l'établissement et la forme de la dictature du prolétariat.

(h) L'expérience - plus exclusivement propre à Engels - de l'essor de la diversité et du potentiel d'unification des partis ouvriers de masse dans de nombreux pays au cours des années 1875-1895, et des nombreux problèmes stratégiques et tactiques qu'elle souleva.

Si la plupart de ces rencontres furent fécondes et même exaltantes pour les deux fondateurs du marxisme, si elles leur permirent de mettre à l'épreuve et de parfaire beaucoup de leurs conceptions politiques et de leurs hypothèses théoriques, il n'en reste pas moins vrai qu'à de multiples occasions, cette progression s'effectua à travers des conflits d'idées et de personnes, dans lesquels ils se trouvaient impliqués, souvent à contre-cœur. Cet aspect "fractionnel" de l'activité de Marx et d'Engels a été souvent dénoncé comme résultant de leurs défauts personnels, voire de leur "autoritarisme" ou même de leur "terrorisme intellectuel".

En réalité, toute l'histoire confirme que les idées et les organisations ne peuvent progresser qu'à travers la confrontation d'idées et de groupements, qui se différencient devant des événements ou des problèmes nouveaux. Penser qu'il puisse en être autrement, ce serait croire soit à l'absence de diversité des individus et des intérêts sociaux, soit à l'infailibilité d'aucuns et à l'évidence de cette infailibilité aux yeux de tous les autres. Une fois écartées ces deux hypothèses absurdes, les luttes de groupes et de tendances sont inévitables en politique en général, et en politique ouvrière en particulier.

Les conflits et les ruptures successives qui ont le plus influencé l'évolution intellectuelle de Marx et d'Engels sont, en ordre chronologique :

(a) Leur conflit avec les "jeunes hégéliens" contemplatifs et fondamentalement libéraux ainsi qu'avec Moses Hess, avec lesquels Marx et Engels rompent dans les années 1844-1845. Cette rupture est théoriquement exprimée dans L'Idéologie allemande et les Thèses sur Feuerbach (1845), véritable acte de naissance du marxisme. Elle s'appuie sur une appropriation critique étendue des acquis de la philosophie allemande et de l'historiographie sociologique française, mais sur une appropriation seulement partielle des acquis de l'économie politique anglaise.

(b) Le conflit avec le socialisme utopique de Proudhon et le communisme insuffisamment mûri de Weitling, qui s'étend sur la période 1846-1848. Il aboutit à la rédaction de la Misère de la Philosophie (1846) et du Manifeste Communiste (1848). Il est combiné avec des conflits de clarification - moins violents - au sein de la Ligue des

Communistes, qui s'étendent au-delà de la révolution de 1848, jusqu'au début des années 1850.

(c) Le conflit - quelquefois sous forme d'appropriation intellectuelle critique, quelquefois sous forme de "dialogue intérieur" - avec les principaux représentants de l'économie politique post-ricardienne anglaise, Hodgkin, Ravestone et Gray, qui va déboucher sur la rédaction des principaux ouvrages économiques de Marx : les Grundrisse, le Capital et les Théories de la Plus-Value au cours des deux décennies allant de 1857 jusqu'à la mort de Marx.

(d) Le conflit avec Bakounine et ses partisans au sein de la Ière Internationale (1865-1873), qui se prolonge quelque peu après la défaite de la Commune de Paris.

(e) Le conflit avec les diverses tendances droitières au sein de la social-démocratie allemande, d'abord les lassalliens, puis les premiers représentants du gradualisme réformiste, qui va du congrès d'unification de Gotha de 1875 jusqu'à la mort de Marx, et qu'Engels prolongera lui-même tout au long des années 1880, jusqu'à sa propre mort en 1895. Les principaux produits de ces conflits sont la Critique du Programme de Gotha (1875) de Marx et l'Anti-Dühring (1879) d'Engels.

La chronologie de ces conflits apparaît comme une chronologie des principaux ouvrages de Marx et d'Engels. Seuls leurs écrits politiques (comme Le Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte, Les Luttes de Classe en France, Révolution et Contre-Révolution en Allemagne), leurs écrits journalistiques, et les Origines de la Famille, de la Propriété Privée et de l'Etat, ainsi que la Dialectique de la Nature d'Engels, manquent à cette liste.

Sauf un voyage effectué par Engels aux Etats-Unis vers la fin de sa vie, l'expérience vécue des deux fondateurs du marxisme fut purement européenne. Leur pensée est profondément marquée par l'histoire sociale et intellectuelle propre de l'Europe. De ce fait, on leur a souvent reproché leur "euro-centrisme", voire leur particularisme allemand. Ces reproches ne sont pas fondés. Certes, le marxisme est un produit des contradictions venues à maturité de la société bourgeoise qui se sont incontestablement d'abord affirmées en Europe. Dans ce sens, il ne pouvait pas naître en Asie, en Amérique ou en Afrique, qui ne connurent tout au long du 19e siècle qu'un développement capitaliste rudimentaire.

Mais si le capitalisme est né en Europe, il avait dès le départ une dimension internationale, voire mondiale, qui le rendit dépendant de tout ce qui se passait sur d'autres continents. L'impact violent, désagrégateur, destructeur, inhumain que ce capitalisme a exercé sur les sociétés pré-capitalistes d'Amérique, d'Asie et d'Afrique dépasse de loin son impact similaire sur la société précapitaliste en Europe occidentale, méridionale, centrale et orientale. Marx et Engels étaient des savants trop rigoureux et des humanistes trop passionnés pour ne pas s'en apercevoir, s'en indigner, et se révolter contre ces crimes abominables.

La perception du "tiers-monde", de sa dégradation et de sa révolte inévitable, est donc rapidement introduite dans leurs écrits, même si elle n'occupe que peu de place dans leurs écrits de jeunesse. Il suffit de rappeler leurs prises de position résolues en faveur des Cipayes (Sepoys) indiens et des Tai-ping chinois, en faveur de l'émancipation des esclaves en général, pour rejeter l'accusation d'euro-centrisme. De même, ils qualifièrent l'expédition franco-hispano-britannique au Mexique "d'entreprise parmi les plus monstrueuses des annales de l'histoire internationale" (article du 23/11/1861, MEW, vol. 15, p. 366). L'étude de plus en plus poussée de l'histoire du "mode de production asiatique", de l'ethnologie, des particularités des civilisations et sociétés non-européennes, de la communauté villageoise russe (mir), occupe une place croissante dans le travail intellectuel de Marx et d'Engels au cours des deux dernières décennies de leur vie, et marqua leur oeuvre - y compris le Capital - de manière de plus en plus nette.

Simultanément, les sources internationales, l'activité résolument internationaliste des deux amis, permet de rejeter

comme carrément calomniatrice l'accusation de nationalisme allemand qui leur fut adressée. Les sources du marxisme relèvent - sur le plan des idées - autant de l'Angleterre et de la France que de l'Allemagne. L'expérience et l'activité qui les situent dans la vie politique de leur temps s'est déroulée en France, en Belgique, en Angleterre, dans les pays de l'Empire austro-hongrois, autant qu'en Allemagne. Elle concerne également la Pologne, l'Irlande, la Hongrie, l'Espagne, la Suisse, voire les Etats-Unis et la Russie.

Quant à leur organisation, elle est dès le départ internationale et non purement allemande. C'est vrai pour la Ligue des Communistes. C'est vrai pour l'Association Internationale des Travailleurs. Ce sera encore plus vrai pour la social-démocratie internationale après 1885, débouchant sur la IIe Internationale. Dans les pays où leurs partisans commençaient à s'organiser, Marx et Engels ont oeuvré à ce qu'ils étudient la formation sociale concrète du pays, à ce qu'ils s'approprient les traditions de lutte locales et à ce qu'ils traduisent leur programme dans la langue des organisations ouvrières et contestataires existantes ; c'est là le sens général de leurs Lettres aux Américains, de 1848 à 1885.

Une des grandes réussites de leur vie politique, source d'authentique et légitime fierté, a été la prise de position de leurs camarades allemands, Bebel et Liebknecht, contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne en 1871, contre la première paix de Versailles. Il en fut de même, auparavant, de la prise de position de l'A.I.T., syndicats britanniques en tête, contre l'attitude pro-sudiste du gouvernement britannique au cours de la Guerre de Sécession aux Etats-Unis. Amener la classe ouvrière de chaque pays à développer sa propre politique étrangère, fondée sur ses intérêts de classe et quelques grands principes qui s'en dégagent ("aucun peuple ne peut être libre s'il en opprime un autre"), voilà une ambition constante de leur vie politique. Elle se situe aux antipodes de tout nationalisme, à commencer par un nationalisme allemand.

Marx et Engels étaient sans doute le produit de leur époque. Ils ne pouvaient en dépasser complètement toutes les limites subjectives, déterminées par des expériences encore trop fragmentaires de l'émancipation prolétarienne et humaine. Ils n'étaient pas infallibles. Ils ne pouvaient pas tout comprendre, tout expliquer, tout prévoir, s'ils ont incontestablement compris, expliqué, prévu l'essentiel. Ils ont eu des défaillances.

Engels s'est trompé en traitant les petites nationalités slaves en 1848-1849 comme des "peuples sans histoire", incapables de constituer des Etats, voire des nations réellement indépendantes. L'histoire lui a donné tort à ce propos. Marx s'est trompé en applaudissant à l'annexion de la Californie et d'autres territoires mexicains par les Etats-Unis en 1845, caractérisant les Mexicains comme des paresseux incapables d'exploiter les richesses naturelles de ces territoires. Il a véhiculé à ce propos un préjugé raciste.

Dans les deux cas, une application judicieuse du matérialisme historique aurait permis d'expliquer le comportement des uns et des autres au cours des années 1845-1855 d'une manière bien différente de celle utilisée par Marx et Engels. Elle aurait permis d'expliquer la deuxième révolution mexicaine (la Réforme), principalement dirigée par Benito Juarez, qui succéda à la guerre entre les Etats-Unis et le Mexique jugée par Marx. Elle aurait permis d'expliquer la naissance d'une gauche tchèque et serbo-croate, antitsariste, démocratique, à la fois farouchement nationale et socialiste, dont Engels avait nié la possibilité. Dans ces deux cas, Marx et Engels ont été insuffisamment marxistes. Il fallait interpréter avec des critères de classe des phénomènes politiques apparemment déroutants, comme le revirement des paysans et de l'intelligentsia tchèque et croate au cours de la révolution de 1848, comme l'apparente passivité de la paysannerie mexicaine devant la conquête yankee.

De même, tout en ayant une perception aiguë de la double oppression que les femmes subissent dans la société de classe, et en prolongeant l'analyse des origines de cette oppression jusqu'aux origines de l'avènement de cette société, Marx et Engels n'ont pas pu embrasser tous les aspects de l'émancipation féminine nécessaire qui n'émergent progressivement qu'au 20e siècle.

Cela étant dit, le bilan global de l'activité tant théorique que pratique des deux amis est plus qu'impressionnant. Leur contribution personnelle au progrès des sciences sociales, à l'émancipation prolétarienne et humaine se situe au sommet de la réussite humaine. Sans eux, l'histoire du 19e et du 20e siècle n'aurait pas été ce qu'elle a été.

VIII. Réception et diffusion du marxisme de par le monde

L'explication des origines, du contenu et du développement du marxisme doit forcément déboucher sur l'analyse de sa diffusion et de son influence réelle dans le monde. A la longue, les idées et les corps d'ensemble d'idées, c'est-à-dire les doctrines, valent ce que vaut leur impact sur l'histoire réelle. Des idées qui n'influencent jamais rien ni personne sont forcément marginales, y compris dans l'histoire spirituelle de l'humanité, sans parler de son histoire matérielle. "La théorie devient une force matérielle lorsqu'elle saisit les masses", avait déjà dit le jeune Marx.

La question du délai doit évidemment être éliminée de ce raisonnement. Des idées qui influencent de plus en plus le monde cinquante ou cent ans après avoir été formulées, sont plus importantes que des idées qui ont un impact immédiat mais déclinent ensuite jusqu'à s'effacer progressivement de la scène politique.

Ce qui importe, c'est que leur impact social se matérialise tôt ou tard de manière ample, croissante et - en ce qui concerne les idées qui renforcent le mouvement ouvrier, le socialisme, la cause universelle de l'émancipation humaine - à l'échelle mondiale, à la mesure de la nature mondiale de la "question sociale", de l'exploitation des salariés, de l'oppression du prolétariat et de tous les autres groupes humains opprimés de par le monde : femmes, nationalités et races opprimées, etc.

Enfin, les caractéristiques particulières du prolétariat, sa position de subordination économique et idéologique au sein de la société bourgeoise, subordination qui n'est pas surmontée par son organisation, sa combativité et son poids social croissants, font que la version spécifique (et parfois déformée) dans laquelle le marxisme est transmis aux grandes organisations ouvrières et aux masses populaires à une étape historique déterminée, influence incontestablement l'évolution de la conscience de classe. Celle-ci s'articule en quelque sorte avec celle-là, positivement ou négativement selon les circonstances. Mais cette articulation ne peut à son tour pas être détaché de la marche réelle de l'organisation et de la lutte du prolétariat, c'est-à-dire de la marche réelle de l'histoire.

La réception et la diffusion du marxisme de par le monde doit donc être examinée successivement :

1. sur le plan étroit de la diffusion des écrits de Marx et d'Engels ;
2. sur le plan de l'influence de ces idées en dehors du mouvement ouvrier proprement dit, c'est-à-dire dans les milieux intellectuels, universitaires et, en général, dans "l'esprit du temps" (les idéologies dominantes des phases successives par lesquelles la société bourgeoise est passée) ;
3. au sein du mouvement ouvrier organisé ;
4. au sein de la classe ouvrière large ;
5. au niveau international.

Les oeuvres de Marx et d'Engels ont connu une diffusion très inégale et fort désynchronisée. Certains écrits ont eu un impact relativement rapide et large, avant tout le Manifeste Communiste, traduit dans de très nombreuses langues, et diffusé sur des dizaines, puis des centaines de milliers d'exemplaires (il faut cependant attendre les années 1920 et 1930 pour que cette diffusion s'universalise et se chiffre par millions). Le tome I du Capital a connu,

lui aussi, une diffusion relativement rapide dans de très nombreuses langues, bien qu'à une échelle beaucoup plus restreinte que le Manifeste Communiste, se chiffrant généralement par quelques milliers et non par des dizaines de milliers d'exemplaires par langue. La diffusion de pratiquement toutes les autres oeuvres, à l'exception possible de l'Anti-Dühring d'Engels, a été beaucoup plus inégale et beaucoup plus restreinte.

Il faut signaler à ce sujet que quelques-unes des oeuvres majeures de Marx et d'Engels ont été publiées, y compris pour la première fois et dans leur langue originale - l'allemand - avec un grand retard. La Critique du Programme de Gotha, les tomes II et III du Capital ne parurent que vingt ans après leur rédaction, L'Idéologie Allemande et les Grundrisse plus de 80 ans après avoir été écrits. De ce fait, trois générations successives de marxistes n'ont pas pu avoir une vue d'ensemble adéquate de la doctrine de Marx et d'Engels, ne fut-ce que par manque d'informations et de données. Signalons que jusqu'à nos jours, il reste des manuscrits inédits de Marx. Le dernier de ses grands textes économiques n'a été publié qu'en 1983.

Du même fait, des ouvrages de vulgarisation du marxisme ont généralement eu un impact de masse bien plus large que les oeuvres des grands maîtres eux-mêmes. Il faut accorder ici une place de choix aux brochures de Karl Kautsky, avant tout La Doctrine Economique de Karl Marx, et le Programme d'Erfurt (du SPD), diffusées sur des centaines de milliers d'exemplaires dans de nombreuses langues. D'autres auteurs de popularisation ont eu un impact similaire sur un plan plus restreint, c'est-à-dire pour une ou plusieurs langues. Cela s'applique aux écrits de Bebel en allemand, de Jules Guesde et Lafargue en français, de Labriola en italien, d'Iglesias en espagnol, de Herman Gorter en néerlandais, de Plekhanov en russe, de De Leon et Debs aux Etats-Unis, qui ont été lus par les premières générations de socialistes sur une échelle beaucoup plus vaste que les oeuvres de Marx et d'Engels eux-mêmes.

La réception du marxisme dans les milieux universitaires et intellectuels a été encore plus lente et plus désynchronisée. Cela ne doit pas nous étonner. La résistance de la bourgeoisie et des couches supérieures de la petite-bourgeoisie à prendre intellectuellement au sérieux le marxisme était à la mesure de l'opposition intransigeante de Marx et des marxistes à l'égard non seulement des intérêts matériels de la société bourgeoise, mais encore de ses grandes "valeurs". Le fait même de l'influence croissante des idées marxistes dans les masses était une raison supplémentaire pour le tenir à l'écart de l'enseignement, des universités, des manuels "officiels".

A quelques rares exceptions près - tels l'économiste autrichien Böhm-Bawerk, le philosophe italien Benedetto Croce et le dirigeant de la bourgeoisie tchèque Thomas Masaryk - les représentants attitrés de l'idéologie bourgeoise ne daignent pas polémiquer avec le marxisme sur un plan théorique tant soit peu sérieux. Il faudra attendre la fin de la première guerre mondiale, la victoire de la révolution russe, l'essor du mouvement ouvrier européen des années 1918-1923, l'essor du communisme en Chine, et la crise des années 1930, pour que cette situation change.

D'abord en Europe centrale et en Chine, en Inde et au Japon, puis dans les pays anglo-saxons, le marxisme pénètre progressivement dans l'Université. En France et en Amérique latine, cette pénétration en force dans le monde intellectuel ne s'effectuera qu'après la deuxième guerre mondiale.

Pendant toute la période 1875-1900, la polémique autour du marxisme sera, pour l'essentiel, une polémique au sein même du mouvement socialiste, propulsée par des débats, des tentatives de révision et des schismes successifs, dont le plus important fut celui déclenché par un des exécuteurs testamentaires et collaborateurs intellectuels principaux d'Engels, Edouard Bernstein.

Néanmoins, le marxisme influencera de manière croissante, fût-ce indirecte, les sciences sociales académiques, avant tout l'historiographie et la sociologie, en imposant une prise de conscience de l'importance du "facteur économique" et des groupes sociaux (à la différence des "grands hommes") dans l'histoire. Il remodèle ainsi la conception même de l'histoire, d'une histoire d'Etats et d'événements essentiellement politico-militaires, en une

histoire des sociétés.

L'impact du marxisme sur la science économique "officielle" fut plus tardif. Il se manifesta avant tout dans le domaine de la théorie des fluctuations économiques (business cycles), puis dans celui des grands agrégats (théories macro-économiques), surtout à partir des années 1930, puis dans le domaine de la planification, de l'analyse de l'impérialisme et du sous-développement, puis celle des sociétés post-capitalistes.

L'influence du marxisme au sein du mouvement ouvrier organisé se développe de manière décisive seulement à partir de la naissance des grands partis sociaux-démocrates de masse, au cours des années 1885-1900 (en Allemagne : 1875-1900). Son influence au sein des syndicats de masse des pays anglo-saxons ne fut jamais plus que marginale. La même remarque s'applique en gros aux partis travaillistes qui émergent successivement de ces syndicats en Australie, en Grande-Bretagne, en Nouvelle-Zélande, et plus tard, au Canada.

En général les partis sociaux-démocrates qui finirent par constituer la IIe Internationale (deux congrès concurrents à Paris en 1889 ; 2e congrès unifié à Bruxelles en 1891 ; 3e congrès également unitaire à Zürich en 1893) adoptèrent les thèses fondamentales du marxisme dans leurs programmes ou déclarations de principes, généralement modelées sur le Programme d'Erfurt rédigé par Kautsky avec la collaboration étroite d'Engels lui-même.

Il s'agissait sans aucun doute d'un marxisme assez sommaire, réduit à quelques idées centrales (lutte des classes ; but socialiste de celle-ci par l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange ; conquête du pouvoir politique pour atteindre ce but ; solidarité internationale des travailleurs). Mais par rapport aux premières organisations de la classe ouvrière, tant syndicales et coopératives que politiques, l'ensemble tout de même fort cohérent de cette doctrine popularisée constituait un énorme progrès, surtout dans la mesure où, contrairement aux premières sectes et ligues communistes, elle influença de larges masses.

Sa faiblesse essentielle résidait dans son caractère déterministe étroit, virant au fatalisme, qui voyait la transcendance du capitalisme vers le socialisme de manière plus ou moins inévitable, sous l'effet combiné de l'évolution économique et de l'organisation socialiste (ouvrière), sans accorder une importance primordiale à l'initiative politique et à l'action consciente du parti. Cela impliquait souvent un refoulement, voire un dénigrement de l'action directe des masses (" Generalstreik ist Generalunsinn" : "grève générale égale absurdité générale", disaient les dirigeants des syndicats allemands) pour ne pas dire de l'action révolutionnaire ou de la destruction de l'Etat bourgeois.

Il fallut attendre la révolution russe de 1905 pour qu'un large courant international, incarné pour l'essentiel par Rosa Luxemburg et par les socialistes russes Lénine et Trotsky, se réapproprie de nouveau la tradition marxiste d'action directe des masses et d'initiative révolutionnaire des partis. Pendant les trente années précédentes, cette tradition avait été marginalisée dans la social-démocratie - sauf partiellement en Belgique - pour rester cantonnée dans les milieux anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires (Espagne, Grande-Bretagne, Argentine, partiellement Etats-Unis, Italie et France).

Entre l'essor organisationnel, électoral et syndical de la social-démocratie internationale dans le quart de siècle 1875-1900, et la diffusion des idées et des oeuvres de Marx, il y avait quelquefois une interaction plus directe. Un cas spécial mérite d'être signalé : celui de la Finlande. Ce petit pays sous la botte du tsarisme réussit en l'espace d'une décennie, entre 1899 et 1911, à créer un des mouvements ouvriers les plus puissants et les plus combatifs du monde entier. L'essor de ce parti allait d'ailleurs déboucher en 1917-1918 sur la révolution prolétarienne la plus profonde et la plus tenace (ainsi que la plus réprimée) en dehors de la Russie.

Aux élections parlementaires de 1913, les socialistes finlandais obtinrent 43% des voix, chiffre le plus élevé

d'Europe, plus que la social-démocratie allemande. Ils arrachèrent à la Diète une décision de faire publier le tome I du Capital de Marx, aux frais du Parlement !

La pénétration des idées et de la doctrine marxistes au sein des larges masses ouvrières de l'époque de la IIe Internationale a en général été exagérée par les historiens, y compris ceux du mouvement ouvrier. Ces masses formèrent leurs convictions politico-syndicales à travers deux tamis : leurs luttes courantes pour des revendications immédiates (objectifs économiques et suffrage universel ; dans quelques pays des revendications national-démocratiques s'ajoutent à cet ensemble) ; la formation quotidienne dispensée par la presse et dans les réunions socialistes. Du marxisme comme doctrine cohérente au marxisme sommaire des programmes sociaux-démocrates, il y avait déjà une forte marge. De ces programmes à la pratique, l'expérience et l'éducation quotidiennes des travailleurs, la distance était bien plus considérable encore.

La formation théorique systématique des travailleurs fut des plus réduites. Les revues théoriques marxistes, y compris la plus prestigieuse d'entre elles, la *Neue Zeit*, n'eurent que quelques milliers d'abonnés (10.000 pour la *Neue Zeit*). Les écoles centrales des partis, y compris celle du SPD qui comptait un million de membres, ne réunirent pas plus d'élèves que l'école actuelle de la IVe Internationale.

Un exemple illustre cette faible pénétration du marxisme dans les masses. A Milan, forteresse du socialisme italien, les bibliothèques publiques prêtèrent 264000 livres pendant l'année 1910. Ces prêts s'effectuèrent à raison de 44% à des ouvriers et de 32% à des étudiants. Parmi les auteurs des ouvrages prêtés, les noms de Marx et d'Engels n'apparaissent pas !

Ce que le marxisme apporta aux larges masses, en dehors d'organisations politiques fortes et de la compréhension générale de la nécessité de joindre l'indépendance de classe et l'action politiques - y compris l'action internationaliste - à l'activité syndicale, ce fut un sentiment général d'être "dans le sens de l'histoire" : le sentiment que le capitalisme était condamné à sa perte et que le socialisme lui succéderait.

Sur la manière dont devait s'effectuer le passage de l'un à l'autre, il n'y avait ni idées précises ni même débat approfondi. Celui-ci était pour l'essentiel cantonné aux sphères des militants politiques les plus actifs, voire aux sphères supérieures du parti. Il concernait des milliers d'individus alors que le mouvement socialiste en embrassait déjà des millions. Il n'allait pénétrer profondément dans les masses que vers la fin de la guerre mondiale de 1914-1918, c'est-à-dire lorsqu'il se posait en pratique sous l'impact combiné de cette guerre et des grandes révolutions prolétariennes qui s'en dégagèrent : les révolutions russe, finlandaise, allemande, autrichienne, hongroise, ainsi que la crise révolutionnaire en Italie.

Cependant, il y eut un effet en profondeur de la doctrine marxiste sur les masses, opérant quelquefois par les médiations indirectes et imprévues, qu'il ne faut pas non plus sous-estimer. Un exemple en est offert par la lutte pour la limitation de la journée de travail à huit heures.

Marx fut le grand propagandiste et le grand éducateur du mouvement ouvrier international quant à l'importance émancipatrice de la réduction de la journée de travail. L'idée d'une action internationale des travailleurs et des travailleuses pour un objectif de classe commun aux prolétaires de tous les pays, est également une idée d'origine clairement marxiste. Mais en pratique, la décision de faire du Premier Mai dans tous les pays une journée de grève internationale pour la journée de huit heures ne se répandit qu'après la condamnation à mort puis l'exécution de cinq leaders anarchistes de Chicago, les martyrs de Haymarket, accusés en 1886 d'avoir jeté une bombe contre la police.

Il fallut cette tragédie pour enflammer l'imagination et la sensibilité ouvrière sur une grande échelle. C'est elle qui déclencha un mouvement puissant et, à la longue, irrésistible (la journée de huit heures finit par être arrachée dans

pratiquement tous les pays industrialisés) ; à elle seule, l'étincelle de la pensée et de la propagande marxistes s'était avérée insuffisante pour cela.

Le fait que le contenu révolutionnaire de la doctrine de Marx et d'Engels ait commencé à être battu en brèche dès la fin du 19^e siècle, au sein de la social-démocratie, par le révisionnisme de Bernstein et par la collaboration ministérielle prônée, puis pratiquée, par Millerand en France et Bissolati en Italie, provoqua une certaine confusion dans les masses. Celle-ci fut d'autant plus prononcée que ce révisionnisme, bien que combattu sur le plan des idées par la plupart des dirigeants sociaux-démocrates connus se disant marxistes, correspondait dans une mesure croissante à leur pratique quotidienne. Cela s'applique surtout à Anseele et Vandervelde en Belgique, à Troelstra aux Pays-Bas, à Branting en Suède, à Stauning au Danemark, à Greulich en Suisse, à Palacios et Justo en Argentine, et dans une large mesure, à Victor Adler en Autriche.

Seuls Bebel en Allemagne, Guesde en France, Sen Katayama au Japon, maintinrent pendant cette période une cohérence plus intransigeante en face de la théorie et de la pratique révisionnistes. Mais cette intransigeance s'effrita pour Bebel et Guesde au lendemain de la révolution russe de 1905, vers 1910 (Guesde devint ministre dans un gouvernement de coalition bourgeois dit "d'union sacrée" en 1914). Katayama resta un marxiste intransigeant.

Cependant, s'il est vrai que la théorie marxiste ne fut pas largement diffusé dans les masses dans sa version originale et intégrale, il faut réfuter également une autre légende, celle selon laquelle les quelques idées-clefs du marxisme qui furent largement reprises par les premiers partis sociaux-démocrates de masse n'influencèrent pas réellement la conscience des masses. Cela est particulièrement faux en ce qui concerne l'internationalisme. Il y eut à l'apogée de la II^e Internationale, des manifestations pratiques impressionnantes d'internationalisme prolétarien. C'est justement du fait de cette pratique que la trahison d'août 1914 apparut comme tellement désorientante aux larges masses, et monstrueuse à la gauche socialiste.

Peu après l'éclatement de la guerre entre la Russie et le Japon, les dirigeants socialistes de ces deux pays, Plekhanov et Sen Katayama, s'embrassèrent au Congrès de l'Internationale à Amsterdam, et proclamèrent leur opposition commune à la guerre et aux classes possédantes de leurs pays respectifs, qui l'avaient déclenchée. Lorsqu'éclata la révolution russe de 1905, elle suscita un puissant mouvement de solidarité internationale. Elle fut d'ailleurs le détonateur d'une radicalisation des luttes ouvrières dans plusieurs pays, notamment d'une grève générale en Autriche pour le suffrage universel. Lorsque la bourgeoisie suédoise voulut empêcher par l'intervention militaire le mouvement pour l'indépendance de la Norvège en 1906, le congrès du parti social-démocrate suédois décida de s'opposer à la guerre par tous les moyens, y compris la grève générale, et organisa une manifestation de masse grandiose à Stockholm, qui fit reculer le gouvernement. En 1913, le Parti Socialiste Italien, contre une vague chauvine puissante appuyée par un tiers de son propre groupe parlementaire, organisa une grève générale contre l'expédition colonialiste à Tripoli (Libye).

L'éducation marxiste, l'approfondissement du marxisme, son application aux problèmes analytiques et stratégiques nouveaux posés par le début de l'ère impérialiste, se poursuivirent pour l'essentiel au sein de la gauche socialiste. Celle-ci se développa surtout au sein des partis sociaux-démocrates eux-mêmes jusqu'en 1914 (1917 et même 1920), mais aboutit déjà à des scissions dans plusieurs pays avant la première guerre mondiale : Russie, Pologne, Pays-Bas, Bulgarie. Ailleurs, des courants syndicalistes révolutionnaires développaient certains aspects du marxisme en dehors des partis socialistes. Cette gauche marxiste déboucha sur la constitution de la III^e Internationale au lendemain des grandes révolutions de 1917-1919.

Le phénomène le plus frappant de toute cette période d'essor des partis politiques de masse influencé par le marxisme, c'est l'extension mondiale de l'influence de celui-ci, passant successivement de l'Europe occidentale et centrale aux Etats-Unis, à l'Europe méridionale et orientale (Russie, Balkans), à l'Asie (Arménie, Georgie, Iran, Japon, Chine, Inde, Indonésie), à l'Amérique latine (Argentine, Uruguay, Brésil, Mexique, Cuba, Chili), à l'Océanie

(Australie, Nouvelle-Zélande) et à l'Afrique (Egypte, Tunisie, Afrique du Sud).

Par ricochet, fût-ce avec retard, la problématique spécifique des pays coloniaux et semi-coloniaux fut progressivement intégrée dans l'analyse et dans la pratique marxistes, surtout à partir des révolutions russe, iranienne et chinoise de 1905-1912. A noter que cela ne s'est en gros pas produit au cours de la révolution mexicaine de 1910-1917, qui fut la dernière grande révolution contemporaine dans laquelle ne se dégagèrent pas un courant marxiste prononcé.

A la fin du 3e congrès de l'Internationale Socialiste, à Zürich, le 12 août 1893, Friedrich Engels, assis dans la salle comme simple délégué, fut porté à la tribune par une immense ovation. Le vieux militant, ému, après avoir regretté que son compagnon de lutte Karl Marx n'ait pu vivre cet essor du mouvement ouvrier organisé mondial, exprima sa confiance inébranlable dans "la nouvelle, plus forte, invincible Internationale". Jetant un regard en arrière sur les cinquante-deux années de sa vie politique, regardant les cités de Vienne, de Berlin, de Paris, de Londres, il pouvait proclamer "que Marx et lui n'avaient pas lutté en vain, qu'ils pouvaient regarder en arrière sur leur oeuvre avec fierté et satisfaction".

Et il termina : "Il n'y a pas un pays, pas un seul grand Etat où la social-démocratie n'est pas aujourd'hui un pouvoir avec lequel tous doivent compter. Nous sommes, nous aussi, "une grande puissance" que l'on craint. L'avenir dépend bien plus d'elle et de nous que de n'importe laquelle des "grandes puissances" bourgeoises !"

Appendix

Les huit grandes étapes de « l'histoire » de Marx

I. 1837-1843 : le démocratisme radical

- Thèse de doctorat "Les différences entre la philosophie de la nature de Démocrite et d'Epicure", 1838-1841.
- Collaboration au journal La Gazette Rhénane (Rheinische Zeitung), 1842-1843.
- Critique de la philosophie du droit de Hegel, 1843.

2. 1843-1844 : de l'émancipation politique à l'émancipation sociale

- Sur la question juive, 1843-1844 (Annales franco-allemandes).
- Introduction d Vers une critique de la philosophie du droit de Hegel, 1844.
- Manuscrits économiques et philosophiques (Manuscrits de 44), 1844.

3. 1845-1847 : fondements du matérialisme historique

- La Sainte Famille, 1844-1845.
- Thèses sur Feuerbach, 1845.
- L'Idéologie allemande, 1846.
- Lettre d'Annenkov, 1846.

- Misère de la philosophie, 1847.

4. 1848-1850 : de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne (la "révolution permanente")

- Le Manifeste communiste, 1848.
- Travail salarié et Capital, 1849.
- Adresse au Comité central de la Ligue communiste, 1850.

5. 1850-1852 : bilan de la vague révolutionnaire, luttes de classes et luttes politiques

- Les luttes de classe en France (trois essais publiés dans la Neue Rheinische Zeitung - revue), 1850.
- Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, 1852.

6. 1853-1859 : préparation du Capital ...

- Collaboration (commentaires politiques) au New York Daily Tribune, 1852-1862.
- Grundrisse (Fondements pour une critique de l'économie politique), 1857-1858.
- Critique de l'économie politique, 1859.

7. 1860-1867 : l'accomplissement de l'oeuvre économique et la lère Internationale

- Monsieur Vogt, 1860.
- Théories sur la plus-value, 1862-1863.
- Capital (manuscrit Volume UI), 1865.
- Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs, 1864.
- Capital (Volume I, publié), 1867.
- Capital (Volume H, manuscrit), 1869-1879.

8. 1867-1883 : la révolution prolétarienne en marche ... et les partis ouvriers

- Les deux adresses sur la guerre franco-prussienne, 1870.
- La guerre civile en Franco, 1871.
- Critique du programme de Gotha, 1875.
- L'Anti-Dühring (Engels), 1878.
- Lettre aux dirigeants de la social-démocratie allemande, 1879.
- Lettre à Vera Zassoulitch, 1881.
- Préface à la seconde édition russe du Manifeste Communiste, 1882.

Quelques ouvrages à consulter

Les meilleures références "classiques" aux matières traités dans cette brochure se trouvent chez :

- Engels, Friedrich, Du socialisme utopique au socialisme scientifique.
Engels, Friedrich, Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande.
- Lénine, V. I., Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme.
- Plekhanov, George, Les questions fondamentales du marxisme, 2e éd.. Paris : Ed. Sociales, s.d.

Pour un développement plus détaillé, lire :

- Mehring, Franz, Karl Marx : histoire de sa vie, trad. et avant-propos de Jean Mortier. Paris : Ed. Sociales, 1983.

Des sujets partiels traités dans cette brochure ont été examinés plus en détail dans d'innombrables ouvrages, qu'il est impossible d'énumérer ici. Citons :

- Althusser, Louis, Pour Marx, Paris : Maspéro, 1970.
- Avenas, Denise, Economie et politique dans la pensée de Trotsky, Paris : Maspéro, 1970.
- Beer, Max, Histoire générale du socialisme et des luttes sociales, Trad. Marcel Ollivier. Paris : Les Revues, 1930.
- Bottigelli, Emile, La genèse du socialisme scientifique. Paris : Ed. Sociales, 1967.
- Brossat, Alain, Aux sources de la révolution permanente : la pensée politique du jeune Trotsky. Paris : Maspéro, 1974.
- Bravo, Gian Maria, Les socialistes avant Marx, Paris : Maspéro, 1970. 3 volumes.
- Claudin, Fernando, Marx, Engels et la révolution de 1848, Paris : Maspéro, 1980.
- Cole, G. D. H., History of Socialist Thought, 4 vols., London, 1947, 4th édition.
- Colletti, Lucio, Le Marxisme et Hegel, trad. italien J.-C. Biette et C Gauchet, Paris : Champ Libre, 1976.
- Dommanget, Maurice, Blanqui, Paris : EDI, 1970
- Droz, Jacques, Histoire Générale du Socialisme, I. Des origines d 1875. Paris : PUF, 1979.
- Engels, Frédéric, A propos de l'histoire de la Ligue Communiste Hemstadt, Entdeckung der Klassen
- Hobsbawm, Eric J, L'ère des révolutions (1789-1848), Paris : Fayard : 1978 L'ère du capital (1848-1875), Paris : Fayard, 1978.
- Jakubowski, Franz, Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire, Paris : EDI, 1976.
- Kowalski. Wemer, Vorgeschichte und Entstehung des Bundes der Gerechten, Berlin : Rütten und Loening, 1962.
- Lefebvre, Henri, Le marxisme. Paris : PUF Collection "Que sais-je ?", 1980. 18e éd.
- Lowy, Michael, La théorie de la révolution chez le jeune Marx, Paris, 1970.
- Lukacs, Georges, Histoire et conscience de c losse. Paris : Minuit, 1974.
- Mandel, Ernest, La Formation de la Pensée Economique de Karl Marx, Paris : Maspéro, 1967
- Marcuse, Herbert, Raison et révolution, Hegel et la naissance de la théorie sociale , Paris : Minuit, 1968.
- Marx, Karl, Misère de la Philosophie et L'Idéologie allemande
- Morton, A. L. et George. Tate, Histoire du mouvement ouvrier anglais, trad. anglais F. Gonzalez, Paris : Maspéro : 1963.
- Première Internationale (La) [recueil de textes présentés par Christian Labranche], Paris : UGE Collection 10/18, 1976.
- Rubel, Maximilien, Bibliographie des oeuvres de Marx, Paris, 1956-1960.
- Thompson, Edward P., The Making of the English Working Class, Hammondsworth : Penguin Books, 1974

Index des personnes et termes cités

Adams, Samuel (1722-1803) : dirigeant radical des partisans de la rupture avec la couronne d'Angleterre au cours de la période qui précéda la révolution américaine, organisateur d'un comité de correspondance qui servit de noyau révolutionnaire dans la région de Boston.

Adler, Victor (1852-1918) : fondateur et dirigeant du parti social-démocrate de l'Empire austro-hongrois. Se situe au centre-gauche de la IIe Internationale.

Albert Le Grand (1200-1280) : théologien et philosophe allemand de l'école dite scolastique, qui chercha à légitimer la foi chrétienne avec des arguments rationnels. Partisan d'une théorie rudimentaire de la valeur-travail.

Anabaptistes : secte protestante radicale au 16e siècle, prônant le retour aux idées des premiers chrétiens et à la communauté des biens.

Anselle, Edouard (1856-1938) : dirigeant du Parti Ouvrier Belge (social-démocrate), se situant à droite de la IIe Internationale.

Aquin, Thomas (d') (1225-1274) : théologien italien, principal philosophe scolastique du 13e siècle (voir Albert le Grand). Son école est appelée thomiste et emprunte beaucoup à Aristote et Avicenne.

Aristote (384-322 av. JC) : principal philosophe de la Grèce antique, un des penseurs les plus encyclopédiques de tous les temps. Précepteur d'Alexandre le Grand.

Avicenne (980-1037) : philosophe et savant (médecin) arabe d'origine iranienne. Réintroduit le rationalisme d'Aristote dans la philosophie médiévale. La scolastique (voir Albert le Grand) et le thomisme lui doivent beaucoup.

Babeuf, François-Noël dit Gracchus (1760-1797) : révolutionnaire français d'orientation nettement collectiviste et communiste. Sa Conspiration des Egaux fut écrasée en 1797, lui-même exécuté. Ses partisans sont appelés babouvistes.

Bagaudac : littéralement "mendiants", "vagabonds". Bandes d'esclaves évadés des domaines de leurs maîtres et des villes durant le "Bas Empire" romain (3e-5e siècle de notre ère). Ils contribuèrent fortement à la chute de l'Empire et du mode de production esclavagiste.

Bakounine, Mikhaël (1814-1876) : révolutionnaire russe, un des protagonistes de l'anarchisme, adversaire de Marx au sein de la Ie Internationale.

Ball, John (mort en 1381) : un des dirigeants de la révolte des paysans anglais de 1381 (voir article Jacquerie). Le chroniqueur Froissard lui attribue des idées révolutionnaires en faveur de la communauté des biens.

Balzac, Honoré de (1799-1850) : auteur français d'une série de romans, intitulée La Comédie Humaine, qui font une analyse perçante de la société française sous la Restauration (1815-1830) et au début de la Monarchie de Juillet (1830-1848).

Bebel, August (1840-1913) : fondateur du parti social-démocrate allemand marxiste, dit d'Eisenach, puis dirigeant du parti social-démocrate unifié, au Congrès de Gotha, avec le parti social-démocrate lassallien. Principal dirigeant de la IIe Internationale où il se situe au centre-gauche.

Bernstein, Edouard (1850-1932) : dirigeant de la social-démocratie allemande, qui lance la controverse théorique sur le révisionnisme avec son livre Les Préconditions du Socialisme et les Tâches de la Social-Démocratie (1899).

Biruni, Abu ar Al- (973-1050) : astronome et historien irano-arabe, agissant dans le cadre du début de la conquête de l'Inde par des souverains islamiques, ce qui l'engagea dans une intéressante étude historique comparative de la civilisation de l'Inde, de l'Islam et de la Grèce antique. Cette étude le conduisit au bord du matérialisme historique.

Bissolati, Leonida (1857-1920) : dirigeant de droite de la social-démocratie italienne, prôna la participation gouvernementale dès 1902, exclu du PS en 1912 pour son appui à l'expédition coloniale italienne en Tripolitaine (Libye).

Blanc, Louis (1811-1882) : socialiste utopique français et homme politique. Ministre au cours de la révolution de 1848. Chercha à employer les chômeurs de Paris dans des "Ateliers Nationaux" dont la fermeture provoqua l'insurrection ouvrière de juin 1848.

Blanqui, Auguste (1805-1881) : communiste révolutionnaire français. Sa doctrine est appelée blanquisme (voir chapitre V).

Boehm-Bawerk, Eugen von (1851-1914) : économiste autrichien, fondateur de la théorie marginaliste de la valeur.

Bolivar, Simon (1783-1830) : né à Caracas, principal dirigeant bourgeois de la guerre de libération en Amérique latine (1810-1824). Vainqueur de la bataille d'Ayacucho qui, en 1824, mit fin à la domination espagnole en Amérique latine.

Branting, Karl Hjalmar (1860-1925) : fondateur et dirigeant du parti social-démocrate suédois. Se situe à droite de la IIe Internationale. Devint à plusieurs reprises premier ministre.

"**Bras nus**" : nom donné aux manoeuvres, prolétaires et semi-prolétaires, à Paris au cours de la révolution française de 1789-1794 ; ils furent une des composantes des "sans-culottes" (voir cet article).

Bray, John Francis (1809-1895) : économiste et socialiste utopique anglais. Critique radical de la société se fondant sur les conceptions ricardiennes ; auteur de la théorie d'une monnaie fondée sur le travail, qui sera reprise notamment par Proudhon.

Brissot, Jacques-Pierre (1754-1793) : révolutionnaire français, député de la Convention. Un de dirigeants du parti le plus nettement bourgeois, celui des Girondins.

Buonarotti, Philippe (1761-1837) : révolutionnaire français d'origine italienne, partisan de Babeuf, fit la liaison entre le babouvisme et le blanquisme.

Cabet, Etienne (1788-1856) : socialiste utopique français, dont le livre Voyage en Icarie eut beaucoup d'influence dans la classe ouvrière française.

Calvin, Jean (1509-1564) : théologien protestant français, prit le pouvoir à Genève et y fonda une sorte de république théocratique. Sa doctrine est appelée le calvinisme. Il eut beaucoup d'influence aux Pays-Bas, en France et en Ecosse, c'est la variante la plus bourgeoise du protestantisme (voir Luther).

Campanella, Tommaso (1568-1639) : penseur utopique italien, auteur de la Cité du Soleil. Passa 27 années en prison. Cathares : mouvement religieux très influent dans le Midi de la France au 13e siècle. Le pape et la noblesse féodale du Nord de la France organisent la sanglante "Croisade des Albigeois" contre lui.

Cats, Jacob (1804-1885) : un des premiers socialistes belges, ouvrier tisserand, auteur d'un Catéchisme du Peuple (1839) qui inspira notamment Frédéric Engels dans la rédaction du premier projet du Manifeste Communiste.

Chrysostome, Jean (env. 347-407) : évêque de Constantinople, auteur de la formule "La propriété, c'est le vol".

Cipayes : voir Sepoys.

Cobbett, William (1763-1835) : pamphlétaire et socialiste anglais, un des initiateurs du parti chartiste (voir chapitre VI).

Considérant, Victor-Prosper (1808-1893) : socialiste utopique français, disciple de Charles Fourier.

Condorcet, Marie Jean-Antoine (1743-1794) : philosophe, économiste et homme politique français, qui s'approcha du matérialisme historique dans sa manière de traiter de la préhistoire humaine ; prôna l'égalité des droits entre les sexes.

Cosaques du Don : du turc kozak "homme libre" ; communautés de paysans réfugiés dans les steppes d'Ukraine au moyen-âge pour échapper au servage, utilisées par le tsar à partir du 17^e siècle comme détachements armés.

Croce, Benedetto (1866-1952) : philosophe italien, auteur d'une tentative de réfutation du matérialisme historique.

Darwin, Charles (1809-1882) : naturaliste et biologiste anglais, auteur de *De l'origine de espèces par voie de sélection naturelle* (1859).

Debs, Eugène V. (1855-1926) : principal dirigeant du parti social-démocrate des Etats-Unis avant et pendant la première guerre mondiale. Se situe à la gauche de la II^e Internationale.

De Léon, Daniel (1852-1914) : socialiste de gauche aux Etats-Unis, propagea l'idée des "syndicats d'industrie", pressentiment de certaines formes d'organisation soviétique.

Descartes, René (1596-1650) : philosophe et savant français, adversaire de la scolastique, un des fondateurs de la philosophie naturaliste et de la méthode scientifique moderne.

Donatien : secte chrétienne en Afrique du Nord du 4^e au 6^e siècle de notre ère. Elle exprima les intérêts des esclaves et des petites gens et tendit vers la communauté des biens.

Esséens : secte juive (du 2^e siècle av. JC à la fin du 1^{er} siècle de notre ère), vivait en petites communautés fondées sur la propriété collective. Très hostile à la propriété privée et à l'inégalité sociale.

Fénelon, François (1651-1715) : écrivain français, auteur d'une utopie *Les Aventures de Télémaque*, précurseur du siècle des Lumières.

Feuerbach, Ludwig (1804-1872) : principal représentant de la gauche hégélienne, vira au matérialisme avec sa critique de la religion.

Fourier, Charles (1772-1837) : principal socialiste utopiste français.

Galiléo, Galileo (1564-1642) : savant italien, un des fondateurs de la méthode expérimentale en sciences naturelles et de la philosophie naturaliste, précurseur du matérialisme.

Garibaldi, Giuseppe (1807-1882) : dirigeant révolutionnaire italien, prit la tête de l'Expédition des Mille qui, en 1860, abattit le pouvoir semi-féodal en Sicile et à Naples et contribua de manière décisive à l'unification italienne. Gauche avicennienne : voir Avicenne. Gauche hégélienne : voir chapitre III.

Gorter, Herman (1864-1927) : poète néerlandais, principal représentant de la gauche socialiste (puis communiste) aux Pays-Bas avant et après la première guerre mondiale.

Gray, John (1798-1850) : disciple de Robert Owen, partisan d'une monnaie fondée sur l'argent.

Greulich, Herman (1842-1925) : fondateur et principal dirigeant de la social-démocratie suisse avant la première guerre mondiale.

Guesde, Jules (1845-1922) : dirigeant de l'aile marxiste du parti socialiste français. Se situait au centre-gauche de la IIe Internationale, jusqu'à sa capitulation devant le social-patriotisme en 1914.

Guizot, François (1787-1874) : homme politique français, premier ministre conservateur à la veille de la révolution de 1848. Historien maniant les concepts de "classe" et "lutte de classe" dans son Histoire de la Révolution d'Angleterre.

Han, dynastie des : dynastie d'empereurs chinois qui régnèrent de 202 av. JC à 221 après JC.

Hardy, Thomas (1752-1832) : dirigeant ouvrier de la London Corresponding Society durant la révolution française (voir chapitre VI).

Harrington, James (1611-1677) : idéologue anglais de la bourgeoisie pendant la révolution anglaise de 1640-1660, partisan de la république, de la constitution écrite, du système bicaméral, etc. Influença les auteurs de la Constitution des Etats-Unis au 18e siècle. Auteur d'une utopie, Oceana.

Haymarket, martyrs de : Parsons, Spies, Engel, Fischer et Lingg, dirigeants anarchistes de Chicago, animateurs du mouvement pour la journée de huit heures ; ils furent faussement accusés d'avoir jeté une bombe et tué sept policiers sur la place du Haymarket, le 4 mai 1886, lors d'un meeting qui succédait à une grève de 400.000 ouvriers. Les quatre premiers furent pendus et Lingg se suicida avant l'exécution.

Hegel, Georg Friedrich Wilhelm (1770-1831) : philosophe allemand, penseur encyclopédique comme Aristote, Avicenne et Al-Biruni, exerça une influence déterminante sur Marx et Engels.

Heine, Henri (1797-1856) : poète radical allemand, exilé à Paris où Marx devint son ami.

Héraclite (540-480 av. JC) : philosophe grec, originaire d'Asie mineure, fondateur de la pensée dialectique.

Hésiode (milieu du 8e siècle avant JC) : poète grec antique, auteur des Travaux et des Jours.

Hess, Moses (1812-1875) : idéologue socialiste utopique allemand, influença Karl Marx, puis devint partisan de Lassalle et un des précurseurs du sionisme.

Hodgskin, Thomas (1787-1869) : économiste anglais, s'efforça de défendre un point de vue prolétarien en partant des théories économiques de Ricardo.

Hussites : mouvement religieux chrétien déclaré hérétique, fondé par Jan Hus (1369-1415) ; il se répandit en Bohême au 15^e siècle. Une de ses branches, les taborites, établit une Commune fondée sur la propriété collective dans la ville de Tabor.

Ibn-Khaldoun (1332-1406) : historien et philosophe arabe, précurseur du matérialisme historique.

Iglésias, Pablo (1850-1925) : ouvrier typographe, fondateur et principal dirigeant de la social-démocratie espagnole avant la première guerre mondiale.

Jacqueries : révoltes paysannes au 14^e siècle, surtout en France (1358), en Angleterre (1381), en Flandre, dont la révolte des Hussites (voir cet article) et la Guerre des Paysans en Allemagne (1524-1525), dirigée par Thomas Münzer, sont le prolongement.

Jacobins : parti politique de la petite-bourgeoisie radicale au cours de la révolution française, qu'il dirigea avec Danton, Robespierre et Saint-Just jusqu'au 9 Thermidor (27 juillet 1794), date de la victoire de la contre-révolution politique.

Juarez, Benito (1806-1872) : principal dirigeant de la deuxième révolution mexicaine (voir Reforma).

Justo, Juan (1865-1928) : dirigeant du parti social-démocrate argentin avant la première guerre mondiale.

Katayama, Sen (1859-1933) : fondateur du syndicat des ouvriers métallurgistes (1898) du parti socialiste marxiste (1901), puis, après la première guerre mondiale, du parti communiste japonais.

Kautsky, Karl (1854-1938) : exécuteur testamentaire d'Engels, avec Edouard Bernstein, principal théoricien de la social-démocratie allemande et de la II^e Internationale avant la première guerre mondiale. Se situe au centre-gauche de l'Internationale. Principal vulgarisateur de la théorie marxiste en son sein.

Kung-Sun Lung (320-250 av. JC) : philosophe chinois qui fonda la pensée dialectique dans ce pays.

Labriola, Antonio (1843-1904) : principal théoricien et vulgarisateur du marxisme en Italie, avant la première guerre mondiale.

Lafargue, Paul (1842-1911) : théoricien marxiste français d'origine antillaise. Mari de la fille de Marx, Laura.

Lassalle, Ferdinand (1825-1864) : fondateur du premier parti ouvrier allemand en 1863. Agitateur génial mais faible théoriquement. Son parti fusionna avec le parti ouvrier marxiste au Congrès de Gotha (1875).

Lénine, V.I. (1870-1922) : révolutionnaire russe, animateur de la gauche de la II^e Internationale.

Liebknicht, Wilhelm (1826-1900) : fondateur avec Bebel du parti social-démocrate allemand marxiste en 1869.

Louverture, Toussaint (1743-1803) : dirigeant de la révolte des esclaves de Saint-Domingue, chef des "Jacobins noirs".

Luther, Martin (1483-1546) : théologien allemand qui déclencha en 1517 la Réforme dont est issu le protestantisme. Ses principales sous-branches sont le luthéranisme, surtout prédominant en Allemagne et en Suède, le calvinisme et le puritanisme (voir ces articles).

Luxemburg, Rosa (1870-1919) : révolutionnaire polonaise ; animatrice de la gauche de la IIe Internationale.

Mably, Gabrici (1709-1785) : philosophe et historien français du 18e siècle, précurseur des socialistes utopiques.

Marx, Eleanor (1855-1898) : révolutionnaire anglaise, contribua à l'organisation des congrès socialistes internationaux ; une des fondatrices de la Socialist League (1885) et du syndicat à vocation de lutte de masse des gaziers (1889).

Masaryk, Thomas (1850-1937) : dirigeant politique de la bourgeoisie tchèque au sein de l'Empire austro-hongrois, puis, après 1918, président de la République tchécoslovaque. Auteur d'une tentative de réfutation du marxisme parue en 1898.

Mazdókéens : mouvement religieux manichéen (concevant le monde comme dominé par la lutte entre le Bien et le Mal), influent en Iran au 5e et 6e siècle de notre ère. Tendit vers la communauté des biens.

Meslier, Jean (1664-1733) : prêtre et auteur utopiste français, défenseur du principe de la communauté des biens dans son Testament de Jean Meslier.

Michel, Louise (1830-1905) : membre de la Ie Internationale en France, participa à la Commune de Paris et devint une des propagandistes les plus connues du mouvement ouvrier, de tendance anarchiste.

Mignet, Francois Auguste (1796-1884) : historien de la révolution française.

Millerand, Alexandre (1859-1943) : dirigeant de la droite social-démocrate en France, devint ministre dans un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie (ministère Waldeck en 1899), ce qui déclencha le débat sur le "millérandisme" dans la IIe Internationale. Puis vira vers la droite bourgeoise et devint président de la République ultra-conservateur, après la première guerre mondiale.

Montesquieu, Charles de (1689-1755) : un des fondateurs de l'historiographie moderne et de la théorie politique libérale-bourgeoise.

More, Thomas (1477-1535) : idéologue et homme politique anglais, chancelier du roi Henri VIII, décapité par celui-ci pour son opposition à l'absolutisme. Auteur de la première grande utopie moderne.

Morgan, Lewis (1818-1881) : anthropologue américain dont l'oeuvre matérialiste, notamment Ancient Society, influença profondément Marx et Engels et inspira le livre d'Engels Les Origines de la Famille, de la Propriété privée

et de l'Etat.

Münzer, Thomas (env. 1489-1525) : principal dirigeant de la guerre des paysans allemands en 1525.

O'Connor, Feargus (1796-1855) : dirigeant du parti chartiste (voir chapitre V), fils d'un célèbre dirigeant nationaliste irlandais.

Owen, Robert (1771-1858) : un des grands socialistes utopiques anglais, fondateur du mouvement coopérateur (voir chapitre V).

Painc, Thomas (1737-1809) : idéologue et homme politique anglo-américain, un des principaux théoriciens du radicalisme petit-bourgeois à la fin du 18e siècle. Son ouvrage principal est intitulé Rights of Man (Les Droits de l'Homme).

Palacios, Alfredo (1880) : un des principaux dirigeants de la social-démocratie argentine avant la première guerre mondiale.

Petty, William (1623-1687) : fondateur de l'économie politique moderne et de la théorie de la valeur-travail.

Platon (428-348 avant JC) : un des grands philosophes grecs de l'Antiquité, professeur d'Aristote. Auteur de la première esquisse d'un Etat utopique idéal, dans son livre La République.

Plekhanov, George (1856-1918) : fondateur du mouvement marxiste en Russie et principal vulgarisateur du marxisme dans ce pays pendant un quart de siècle. Auteur avec Lénine, du programme du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie. Vira à droite après la révolution russe de 1905, et surtout après l'éclatement de la première guerre mondiale.

Pougatchev, Yemelyan Ivanovitch (1726-1775) : dirigeant cosaque d'une grande révolte paysanne en Russie au 18e siècle.

Proudhon, Pierre-Joseph (1809-1865) : socialiste utopique français, un des précurseurs de l'anarchisme. Son courant fut influent en France entre 1848 et 1871, y compris au sein de la Commune de Paris.

Puritanisme : courant anti-hiérarchique de la Réforme protestante (voir article Luther), prédominant en Angleterre au 17e siècle. Il influença profondément la révolution anglaise de 1640-1688, puis l'évolution des idées religieuses de tous les pays anglo-saxons.

Quesnay, François (1694-1774) : médecin et économiste français, fondateur de l'école des Physiocrates en économie politique (voir chapitre III), créateur présumé du concept de "classe sociale".

Ravestonc, Picrey (env. 1780-1830) : économiste anglais qui s'efforça de critiquer la société bourgeoise partant des principes économiques de Ricardo.

Ricardo, David (1772-1823) : le plus grand des économistes classiques anglais, défenseur de la théorie de la valeur-travail. Influença profondément Karl Marx.

Réforma : nom donné à la deuxième révolution mexicaine de 1857 à 1867, dirigée par Benito Juárez qui s'attaqua notamment à l'oligarchie et aux biens de l'Église.

Rousseau, Jean-Jacques (1712-1778) : grand idéologue radical petit-bourgeois du Siècle des Lumières (voir et article) un des précurseurs de l'historiographie et de la sociologie modernes.

Saint-Simon, Claude de (1760-1825) : philosophe et écrivain français, un des socialistes utopiques les plus importants.

"Sans-culottes" : nom donné au petit peuple d'artisans, d'apprentis, de lavandières, etc, qui constituèrent la base du courant radical-démocratique pendant la révolution française de 1789.

Schaper, Karl (1812-1870) : dirigeant de la Ligue des Justes, puis de la Ligue Communiste, aux côtés des ouvriers Joseph Moll et Heinrich Bauer (voir chapitre V).

Schiller, Friedrich (1759-1805) : avec Goethe, le principal écrivain classique allemand, mais plus radical que celui-ci en matière d'histoire et de politique.

Sepoys (Cipayes) : soldats de l'armée de l'Inde qui se révoltèrent contre le régime colonial anglais en 1857-1858.

Shelley, Percy (1792-1822) : poète anglais, un des plus grands poètes révolutionnaires de tous les temps.

Siècle des Lumières : nom donné à l'époque de la lutte révolutionnaire de la bourgeoisie montante contre l'absolutisme et les préjugés religieux, d'environ 1750 jusqu'à la grande révolution française de 1789.

Smith, Adam (1723-1790) : économiste écossais, un des fondateurs de l'école classique d'économie politique.

Spartacus (mort 71 av. JC) : esclave romain d'origine grecque (de la province de Thrace), qui dirigea jusqu'à 70000 esclaves durant leur grande révolte des années 73-71 avant JC.

Spinoza, Baruch (1632-1677) : philosophe judéo-hollandais, fondateur avec Descartes de la philosophie naturaliste moderne, précurseur du matérialisme. Également un des fondateurs de la science politique moderne, un des plus grands penseurs de tous les temps, d'une envergure égale à celle d'Aristote, Avicenne, Al-Biruni et Hegel.

Stauning, Thorvald (1873-1942) : fondateur et dirigeant principal de la social-démocratie danoise avant et après la première guerre mondiale. Se situe à la droite de la IIe Internationale. Plusieurs fois premier ministre de son pays.

Tai-Chen (Tai Tung-Yüan) (1724-1777) : grand philosophe chinois, dialecticien proche du matérialisme.

Tai-Ping : mouvement révolutionnaire chinois inspiré par une secte chrétienne hérétique chinoise, de nature populiste-paysanne. Se développa de 1851 à 1864. Marx le considéra comme l'embryon d'une révolution bourgeoise à direction jacobine.

Tang, dynastie des : dynastie d'empereurs chinois qui régnèrent de 618 à 907 après JC..

Thermidor : voir article Jacobins.

Thierry, Augustin (1795-1856) : historien français, auteur d'une Histoire de la Conquête de l'Angleterre par les Normands.

Thiers, (Louis) Adolphe (1797-1877) : historien et homme politique bourgeois français, auteur d'une Histoire de la révolution française et d'une Histoire du Consulat et de l'Empire. Dirigeant de la contre-révolution, puis de la répression sanglante lors de la Commune de Paris.

Thucydide (465-388 avant JC) : né à Athènes, historien le plus important de l'Antiquité.

Tokugawa : famille de la noblesse féodale japonaise qui s'empara en 1603 du shogunat (gouvernement courant sous l'autorité purement nominale de l'Empereur), et qui régna jusqu'en 1867, c'est-à-dire jusqu'à la révolution du Meiji.

Tone, Theobald Wolfe (1763-1798) : dirigeant révolutionnaire irlandais, chef des Free Irishmen, influencé par les Jacobins français.

Tristan, Flora (1803-1844) : féministe radicale et socialiste utopique péruano-française, influença Marx et Engels par ses

Troelstra, Pieter-Jelles (1860-1930) : fondateur et dirigeant du Parti Social-Démocrate Ouvrier aux Pays-Bas avant et après la première guerre mondiale. Se situe d'abord au centre, puis après 1919 à la droite de la IIe Internationale.

Trotsky, Léon (1879-1940) : révolutionnaire russe, se situa à gauche de la IIe Internationale.

Tupac Amaru : dirigeant d'une révolte des Indiens au Pérou (1780-1783) contre l'exploitation féodale et le colonialisme espagnol.

Turner, Nat (1800-1831) : dirigeant de la révolte des esclaves noirs de Southampton en 1831, la principale du Sud des Etats-Unis au 19e siècle.

Vandervelde, Emile (1866-1938) : fondateur et principal dirigeant du Parti Ouvrier Beige (social-démocrate), président de la IIe Internationale. Se situe au centre-gauche de celle-ci avant la première guerre mondiale, puis après sa capitulation devant le social-patriotisme en 1914, à son centre-droit. Voltaire,

Francois Arouet dit (1694-1778) : écrivain, philosophe, historien français du Siècle des Lumières (voir cet article), principal idéologue révolutionnaire de la bourgeoisie, moins radical que Jean-Jacques Rousseau.

Weitling, Wilhelm (1808-1871) : un des premiers communistes allemands d'origine ouvrière. Socialiste utopique (voir chapitre VII).

Wordsworth, William (1770-1850) : poète romantique anglais.[didim escort](#), [marmaris escort](#), [didim escort bayan](#), [marmaris escort bayan](#), [didim escort bayanlar](#), [marmaris escort bayanlar](#)